

Ben U Sen Diyarbakir



Potentiels d'évolution d'un quartier autoconstruit



Préambule

En Turquie, les villes connaissent aujourd'hui de fortes mutations liées à la croissance démographique, au développement économique et à l'augmentation du niveau de vie. Ce développement urbain est assuré par des opérateurs privés et par l'agence nationale du développement de l'habitat – le TOKI. Dans cette course au logement, les opérations de renouvellement des quartiers illégaux et identifiés comme insalubres (gecekondu en turc) sont souvent assez radicales, avec démolition, relogement des populations en périphérie et constructions d'immeubles collectifs de 5 à 15 étages.

La Municipalité Métropolitaine de Diyarbakır, ville principale du sud est anatolien en Turquie comptant près d'un million d'habitants, a avec le soutien du TOKI la volonté de résorber les gecekondu. Reconnaissant l'intérêt de ce tissu urbain et de son adaptation au mode de vie des populations immigrantes qui s'y sont installées, le Maire de Diyarbakır envisage de lancer une opération pilote sur Ben U Sen, l'un des plus anciens et aujourd'hui le principal gecekondu de la Ville avec une population estimée à 20 000 habitants. Le quartier est situé au pied des murailles qui enserrant le centre historique et surplombent les jardins maraîchers de la vallée du Tigre, en frange de la zone urbanisée de la ville. Le caractère innovant de cette opération est le souhait de maintenir sur place la plus grande partie des habitants actuels, et plus généralement d'expérimenter de nouvelles manières d'intervenir sur les gecekondu en Turquie.

Cette volonté est partagée par le Maire de Yenisehir (mairie de district dans laquelle est situé Ben U Sen), encouragée par le Maire de Rennes, avec qui des liens forts de coopération existent depuis près de 30 ans, et soutenue par l'Agence Française de Développement. Ces partenaires ont ensemble sollicité l'association Les Ateliers Internationaux de Maîtrise d'oeuvre urbaine de Cergy-Pontoise pour l'organisation d'un atelier de production collective réunissant des professionnels locaux avec des professionnels d'autres pays pour travailler sur les potentiels d'évolution du quartier de Ben U Sen. Il est prévu et souhaité par tous les partenaires d'associer le

TOKI à ce projet, pour que ces travaux puissent contribuer aux réflexions actuelles de l'agence nationale sur le renouvellement de ses pratiques.

Présentation des Ateliers

Association à but non lucratif créée en 1982 à l'initiative des urbanistes de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise, les Ateliers sont un réseau international de professionnels, d'universitaires et de décideurs en matière d'aménagement urbain. Centrée sur la pratique de la maîtrise d'oeuvre urbaine, l'association organise des ateliers envisagés comme un lieu de conception et de créativité collective.

Les Ateliers proposent chaque année trois ateliers pour étudiants et jeunes professionnels, à Irkoutsk, Porto-Novo et Cergy-Pontoise, sur des sujets d'aménagement local ou métropolitain. Sont également organisés de manière ponctuelle, à la demande d'autorités locales et de leurs partenaires, des ateliers internationaux de professionnels, en France, en Asie, en Méditerranée, et plus récemment en Afrique de l'Ouest et en Amérique du Sud.

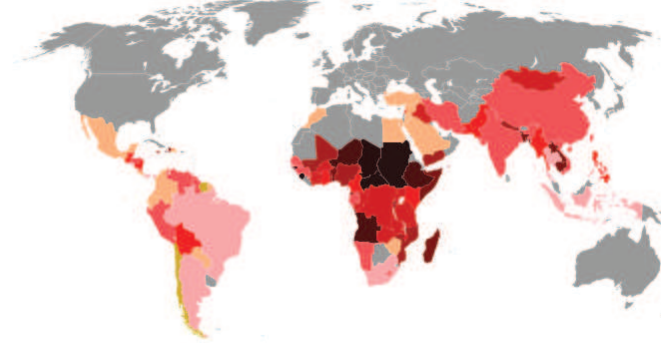
Les objectifs de l'atelier

Bidonvilles, gecekondu, slums, kampong, favelas, townships, katchi abadi, butsee, campamentos, barrios, ranchos, colonias proletarias, villas miserias, ciudades perdidas ... malgré des spécificités importantes, toutes les villes des pays en développement connaissent des quartiers informels, autoconstruits et non planifiés.

Puisque désormais la moitié de l'humanité vit en ville, et les deux tiers dans 50 ans selon les projections, le développement de ces zones est devenu un enjeu majeur. Poussées par l'exode rural, des masses de citadins pauvres connaissent l'exclusion, un accès limité aux services de base et une insécurité face aux risques naturels et à celui de l'éviction.

La réponse la plus courante à ce phénomène de "squat" est l'éradication : éviction, destruction et relogement des habitants. Cependant, cette solution ne fait que déplacer le problème, et anéantit des communautés. Après des années d'existence, ces quartiers se sont consolidés,

ont reçus des investissements publics et privés, et la population a créé un tissu social. Si la destruction est nécessaire dans certains cas, cela ne peut pas constituer la réponse universelle à ces quartiers, car ils ne sont plus une minorité : ils représentent des portions entières de villes.



Les ONG et les organisations internationales ont décidé de prendre en charge cet enjeu. ONU Habitat, qui organise les Forums Urbains Mondiaux, invite les ONG et les responsables du développement des villes à “comblar le fossé urbain”. Lors du dernier forum qui s’est tenu à Ro de Janeiro en 2010, un “droit à la ville” à été proclamé, promouvant l’organisation des acteurs locaux pour permettre l’accès aux services urbains de base, insistant sur la nécessaire implication de la population dans ces projets, et l’appropriation de la ville par ses habitants les plus pauvres.

Ben U Sen, situé à proximité de la vieille ville de Diyarbakır, contre la muraille et bordé par le Tigre, est proche du centre urbain mais en est physiquement séparé. C’est le plus ancien et le plus peuplés des gecekondü (quartier informel) de la ville. A Ben U Sen, les habitations sont «consolidées», les liens sociaux particulièrement forts, et les autorités fournissent les services de base (assainissement, routes, une école, un dispensaire ...). Néanmoins le niveau d’équipement reste bas, et le quartier est isolé du reste de la ville. La population est extrêmement pauvre, souffre d’insécurité foncière et de conditions d’habitat souvent insalubres.

Le travail des équipes

L’atelier souhaite faire évoluer la vision des gecekondü, d’un problème à un potentiel. L’objectif est de renforcer le quartier et sa durabilité, et d’imaginer de nouvelles méthodes d’amélioration de l’habitat, qui pourront inspirer d’autres villes turques. Le projet cherche à transformer le quartier, d’éphémère à permanent, et nécessite une appropriation par les autorités locales et la population. Les enjeux majeurs du projet, forcément liés, sont :

Le bâti et le foncier

Quels outils peuvent permettre une évolution du stock actuel d’habitat ? Quel type d’architecture, pour les habitations, les espaces publics et les équipements conviendrait-elle le mieux au quartier ? Qu’est-ce qui peut être réalisé directement par la population ? Le développement de la zone augmentera très probablement les prix du foncier : comment anticiper une probable gentrification du quartier ?



L’intégration à la ville

L’intégration du quartier à la ville est d’une part une question physique de par sa position face à la muraille, l’absence de transports publics, le manque d’équipement ... Mais elle est aussi “immatérielle” : comment permettre aux habitants du quartier de se sentir partie prenante de la ville, et faire en sorte qu’ils soient considérés comme des citoyens à part entière? Quel est le rôle de ce quartier dans la ville, située à la conjonction d’une zone à fort potentiel touristique et de la vallée agricole du Tigre ?



Le développement social

La population de Ben U Sen manque de perspectives, de moyens, connaît de grands problèmes sociaux, et vit dans un environnement dégradé. Comment améliorer la vie dans le quartier, et comment faire des habitants des acteurs de ce changement ? Pour répondre à ces questions, la forte cohésion entre les habitants ainsi que les compétences spécifiques des habitants (importées du monde rural) sont une force, malgré la pauvreté.

Presentation et remerciements

Le document d'analyse a été préparé par Zeynep Sıla Akıncı et Albin Lazare entre Juillet et Août 2001, avec l'aide des pilotes, Marie-Marie Penicaud et Marc Errera, et de l'équipe des Ateliers. Il est basé sur les entretiens réalisés avec les acteurs locaux, experts et habitants.

Nous souhaitons remercier en particulier

M. Osman Baydemir, Maire de Diyarbakır,

M. Selim Kurbanoğlu, Maire de Yenişehir,

Mme Hafize Ipek, Maire adjointe de Diyarbakır

M. Eşref Güler, Maire Adjoint en charge des relations publiques

M. Abdullah Sevinç, Secrétaire général de Diyarbakır

M. Mustafa Yıldız, Secrétaire général adjoint

M. Murat Alökmen, Directeur du département d'aménagement et de planification urbaine

Mme Ebru Ökmen, Conseillère auprès du Maire aux relations extérieures

M. Barış Alen, Relations extérieures

Mr. Sait Türk, Relations extérieures

M. Bülent Uçan, Directeur du département d'ingénierie civile

M. Samet Uçaman, Directeur du département de protection de l'environnement

Mme Muazzez Onuk Özder, Directrice des services sociaux

M. Serdar Yılmaz, Services sociaux

M. Diyar Oğuzsoy, Services sociaux

Mme Pervin Yetiz, Services sociaux

Mme Aylin Kızıl, Services sociaux

M. Hüsamettin Bahçe, Services sociaux

M. Lezgin Çeşme, Centre culturel Dicle Firat

M. Şerif Baltaş, Association Centre de Développement,

M. Tahir Dadak, Association Centre de Développement,

M. Deniz Kıraç, Protection de l'environnement à la ville

M. Vahap Karakaya, Chambre des urbanistes

M. Zeki Tapancı, Chambre des architectes

Mme Demet Aykal, Chambre des architectes

M. Harun Yalçınkaya, Secrétaire général de la chambre des ingénieurs

M. Şerif Camcı, Association de lutte contre la pauvreté (SARMAŞIK),

M. Zeki Atay, Représentant de l'Agenda 21 Local

M. Veysi Çoban, Comité environnemental et scientifique de l'Agenda 21 Local

M. Cemal Doğrul, Comité de gestion de l'Agenda 21 Local

M. Murat Eminoğlu, Département d'urbanisme à la métropole

Mme Özlem Ince, Département d'urbanisme à la métropole

Mme Selvi Çolak, Département d'urbanisme à la métropole

Mme Elif Kara, Département d'urbanisme à Yenisehir

Mme Yasemin Noyan, Département d'urbanisme à Yenisehi

M. Baki Karadeniz, Président de la sous-direction de Yenişehir du BDP,

Mme Aysel Yılmaz, Faculté d'architecture de l'Université de Dicle

Mme Türkan Kejanlı, Faculté d'architecture de l'Université de Dicle

Mme. Mine Baran, Faculté d'architecture de l'Université de Dicle

M. Metin Özçelik, Guide, Département Culture et Tourisme, guide.

M. Olivier Schoentjes, Directeur de l'aménagement opérationnel, Rennes Métropole et Ville de Rennes,

Mme Sophie Bataille, Architecte, Ville de Rennes.

L'ensemble du département d'architecture de l'Université de Dicle

M. Cabannes, professeurs à UCL, responsable du Comité consultatif sur les expulsions forcées, ONU-Habitat

Et tous ceux qui nous ont aidé pendant l'écriture du document

Sommaire

LA PLACE DE DIYARBAKIR EN TURQUIE	6
Géographie de la Turquie et du sud-est Anatolien	8
Histoire de la Turquie et de la Mésopotamie	9
Vie politique de la Turquie	13
Economie de la Turquie et du sud est Anatolien	14
Eclairages sur la société turque	16
Collectivités locales et décentralisation en Turquie	18

PORTRAIT DE DIYARBAKIR	30
Géographie	37
Climat et géologie	38
Environnement	40
Histoire de Diyarbakır	46
Economie	48
Sociologie de la ville	49
Population	51
Migrations	53
Modes de vie	54

PORTRIAT DE BEN U SEN	74
Histoire et géographie du site	75
Environnement	80
Sociologie du quartier	83
Economie	83

ANNEXES	92
----------------	----

HABITER EN TURQUIE	20
Le secteur du logement en Turquie	21
Le TOKI, Agence turque du développement du logement	23
Le phénomène des gecekondü en Turquie	24

VIVRE A DIYARBAKIR	55
Les quartiers et la structure de la ville	56
Masterplan	62
Patrimoine culturel	63
Logement	65
Services urbains	68
Transports	69
Conclusion – Analyse SWOT	71

VIVRE A BEN U SEN	85
Logements	86
Occupation des sols	88
Services urbains	89
Modes de vie	90
Les besoins des habitants	91

La place de Diyarbakır en Turquie

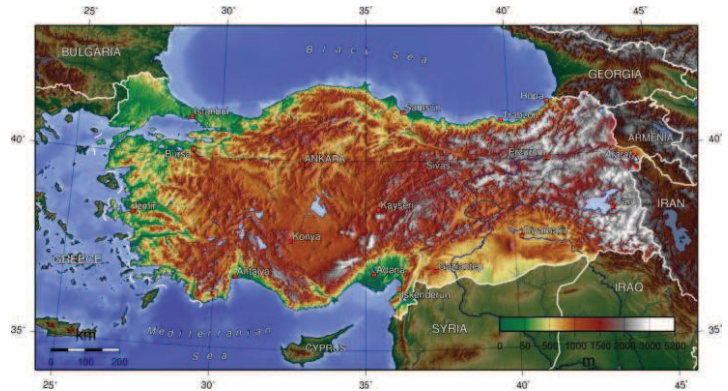


La place de Diyarbakır en Turquie

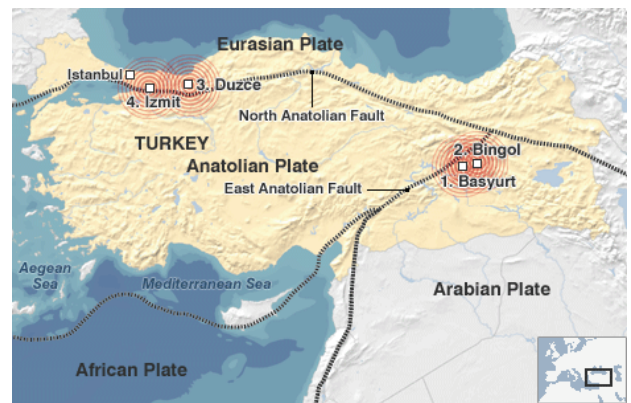
Géographie de la Turquie et de l'Anatolie du Sud-Est

La Turquie, à la frontière de l'Europe et du Moyen-Orient

La République de Turquie (Türkiye) est un pays Eurasien, transcontinental, avec plus de 73 millions d'habitants (18e rang dans le monde). Son territoire de 783.562 km² (37e) est situé à 97% en Asie, sur la péninsule anatolienne, et à 3% en Europe, en Thrace de l'Est. En Europe, la Turquie est le plus grand pays, et le second en termes de population. Dans le Moyen Orient, c'est le troisième le plus étendu et le quatrième le plus peuplé.



La Turquie est située à la frontière où les plaques arabes et africaines avancent vers la plaque européenne. La faille nord anatolienne est longue de plus de 1000 km, s'étendant du lac de Van à la mer de Marmara (Istanbul). La Turquie a été frappée par des séismes majeurs dans son histoire, le plus violent récemment à été le séisme d'Izmit, dans le nord ouest. En 1997, ce tremblement de terre d'une magnitude de 7,6 a tué plus de 17,000 personnes, et mit 600,000 personnes à la rue.



Le pays est caractérisé par deux types de climat: tempéré sur les côtes (méditerranéen ou océanique le long de la mer noire) et continental à l'intérieur des terres.

Villes turques (régions)	Température en Jan. (moy.)	Températures en Aoû. (moy.)	Taux d'humidité (moy.)	Précipitations (moy.)
--------------------------	----------------------------	-----------------------------	------------------------	-----------------------

Istanbul (Marmara)	5°	23°	71%	564 mm
Ankara (Anatolie centrale)	0°	23°	63%	390 mm
Diyarbakir (Anatolie du S.E.)	2°	31°	54%	580 mm
Erzurum (Anatolie orientale)	-9°	20°	60%	570 mm
Antalya (Méditerranée)	10°	28°	64%	706 mm
Trabzon (Mer noire)	6°	22°	71%	830 mm

La place de Diyarbakir en Turquie

L'Anatolie du sud-est, un sous-sol riche et une position stratégique

L'Anatolie du sud-est représente environ 10% du territoire et de la population turque. La majeure partie de la région est située en Mésopotamie, la "terre entre les deux fleuves" du Tigre et de l'Euphrate, qui continuent leur cours à travers l'Irak et la Syrie vers l'embouchure du Golfe Persique.

Stratégiquement, c'est un territoire de la plus grande importance, de par sa position au Moyen Orient, et de par ses ressources. Du pétrole est produit aux alentours de Batman, et des barrages sont construits sur le Tigre et l'Euphrate, exploitant leur extraordinaire potentiel hydraulique, mais suscitant l'inquiétude des pays situés en aval.

Le sud et l'est de la Turquie sont des zones culturellement Kurde, parlant en Turquie soit le dialecte *kurmandji* (majoritaire), soit le *zazaki*. La zone de peuplement kurde inclut le nord ouest de l'Irak (région autonome), le nord est de la Syrie, et l'est de l'Iran.

En Turquie, les Kurdes représentent environ 13% de la population (absence de recensement officiel néanmoins), historiquement situés dans l'est et le sud est, mais qui se sont éparpillés sur le territoire suite aux différentes vagues de migrations. Ainsi, la plus grande concentration de Kurdes milieu urbain se rencontre à Istanbul.



L'Histoire de la Turquie et de la Mésopotamie

La Mésopotamie, lieu de naissance de la civilisation

Diyarbakir est situé en Mésopotamie, lieu d'apparition des plus anciennes civilisations. La première trace d'habitat découvert autour de la ville, remontant à 9 000 av. JC, est situé à Cayonu. Sur ce site néolithique, les habitations étaient construites avec murs de briques faites à partir de glaise, et l'entrée se faisait par le toit. Elles étaient agrémentées de gigantesque piliers recouverts d'énigmatiques pictogrammes.



La place de Diyarbakir en Turquie

Cette partie d'Anatolie était située dans le croissant fertile, où l'agriculture fut inventée 10 000 ans av. JC.

Vers 2 400 av. JC, cette région était à la périphérie de l'Empire d'Akkad, souvent considéré comme le premier empire de l'Histoire. L'Empire s'est par la suite séparé en deux aires de civilisation, Babylone au sud, et l'Assyrie au nord. Cette dernière civilisation a perduré jusqu'en antiquité, même si elle passa sous domination Hittite.

Loin de la Mésopotamie, la guerre de Troie, en 1250 av JC, est le prélude de l'invasion par les Grecs de l'Anatolie.

L'Anatolie du sud-est à l'heure des grands empires antiques

Suite à l'invasion de Cyrus le Grand en 547 av JC, l'Anatolie passe sous la domination des Perses, qui formèrent le plus grand empire de l'Histoire. S'étendant de la vallée de l'Indus à la Thrace, il contenait en son sein presque la moitié de la population mondiale. C'était une époque de développement intense pour l'Anatolie, où la monnaie aurait été inventée au cours du 6e siècle av JC. La Perse fut aussi le lieu du développement d'une des premières religions monothéistes, le *Zoroastrisme*.

Cette époque fut marquée par les guerres médiques, où Athènes et Sparte résistèrent à la fabuleuse armée Perse. L'empire s'écroula deux siècles plus tard suite à la campagne d'Alexandre le Grand, qui ouvra la voie après sa mort à l'édification de royaume hellénistiques dans toute l'Anatolie. La région parla grec jusqu'au Moyen Age.

Alors que la civilisation grecque finit par être englobée par Rome, l'Anatolie passe sous le contrôle de la République en 130 av JC. Si l'ouest faisait partie du cœur de la République (et conserva le statut de province sénatoriale sous l'Empire), l'est était situé à la périphérie de Rome, sous contrôle de l'Empereur.

La déliquescence de l'Empire romain, faisant suite

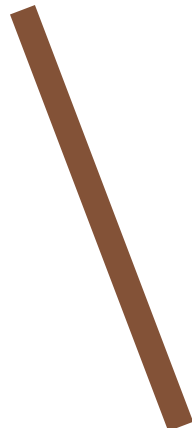


à une période de troubles ("invasions barbares" et guerres civiles) conduit Constantin à réformer en profondeur l'Empire, choisissant Byzance (puis Constantinople, et aujourd'hui Istanbul) comme capitale. La séparation entre les parties occidentales et orientales de l'Empire en 395 firent de la Grèce et de l'Anatolie les centres de l'Empire Byzantin.

Avec l'apparition du Christianisme, puis la conversion de Rome, l'Anatolie du sud-est devint un lieu

d'établissement des premières Eglises. Certaines d'entre elles existent encore, comme l'Eglise Syriacque, évoluant par la suite en orthodoxe, catholique ou protestant, mais possédant toujours des versions antiques de la Bible, lue en Araméen.

Du Moyen Age à l'époque moderne, ascension et chute de l'Empire Ottoman



Entre les 10^e et 12^e siècles, le sud-est anatolien était contrôlé par des dynasties Kurdes. Au 12^e siècle, cette région fait partie de l'empire de Saladin, d'origine Kurde. Célébré pour sa chevalerie, il était le plus grand opposant des francs et des croisades européennes au Levant, reconquérant Jérusalem.

Les tribus turques venant d'Asie s'installèrent en Anatolie en 1071, proclamant le Sultanat Seldjoukide. Conquérant l'Anatolie du sud-est en 1150, ils furent défaits par Gengis Khan au 13^e siècle, mais eurent une influence prépondérante dans la région. La population commença à passer de chrétienne et parlant grec, à musulmane et parlant "turc".

L'Empire ottoman a été fondé en Anatolie en 1299 par Osman Ier, qui étenda les frontières jusqu'au à bords de l'empire byzantin. En conquérant Constantinople en 1453, Mehmed II fit de l'Empire Ottoman la plus grande puissance de l'est de l'Europe. S'étendant entre les XV^e et XVII^e siècles, il prit contrôle de l'essentiel du monde musulman, et entra profondément en Europe.

La Sublime Porte annexa les provinces kurdes en 1514, conservant les chefs locaux comme gouver-



neurs. Malgré un certain nombre de rebellions, les provinces kurdes jouissaient d'une grande autonomie dans l'Empire jusqu'au 19^e siècle.

A partir du XVII^e siècle l'Empire commença à décliner, perdant des territoires en Europe à la suite de la guerre Austro-Ottomane.

Au cours du XIX^e siècle et jusqu'au début du XX^e, l'Empire perdit l'essentiel des territoires situés hors Anatolie. La Serbie est devenue indépendante en 1817, suivie par la Grèce (1829), la Bulgarie, le Monténégro et la Roumanie (1878), l'Albanie (1912), et enfin la Croatie et la Slovénie en (1918). Dans le monde musulman, il perdit l'Egypte, passant sous le contrôle de la Grande-Bretagne (*de jure* en 1914), l'Algérie et la Tunisie au profit de la France (1830 et 1881) ainsi que la Libye à l'Italie (1912).

Suite aux premiers mouvements d'indépendance, l'Etat ottoman souhaita se moderniser, en prenant les États-nations européens comme modèles. Entre 1839 et 1876, l'ère du Tanzimat a réorganisé l'Etat, en cherchant à contrôler l'en-



La place de Diyarbakir en Turquie

semble de ses territoires, jusqu'à là autonomes. Cette période vit aussi l'apparition de rebellions kurdes dans le sud-est Anatolien.

Les Jeunes Turcs, mouvement politique modernisateur, créa la seconde constitution de l'Empire en 1908. La République peut être considérée comme une héritière de ce mouvement.

La République, ou la constitution de l'Etat-nation turc

Lors de la Première Guerre mondiale, l'Empire ottoman rejoint les Empires centraux face à la Triple Entente. La guerre a été le témoin des "événements de 1915" : le sort qui a été réservé aux populations arméniennes reste une question controversée en Turquie

Perdant la guerre à l'Amnistie de Maudros, l'Empire ottoman a été démembré par le Traité de Sèvres en 1920, donnant des territoires supplémentaires à la Grèce, créant un Etat arménien, tandis que de grandes portions du territoire turc étaient occupés par les alliés.

La guerre d'indépendance, dirigée par Mustafa Kemal, a débuté en 1919. Le Traité de Lausanne, ratifié en 1923, a donné à la Turquie ses frontières continentales actuelles.

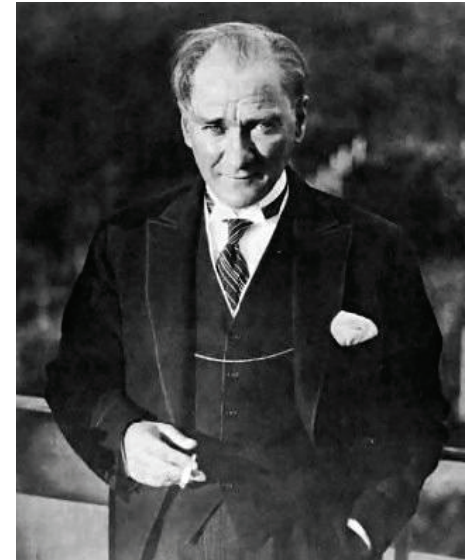
En 1923, le sultanat est aboli et la République proclamée. Ankara devient la capitale, et Mustafa Kemal met en place les réformes républicaines, visant à créer un Etat-nation turc, s'inspirant des Lumières et de la Révolution Française. L'objectif d'assimilation conduit à des échanges de population avec la Grèce, et plusieurs territoires kurdes, qui comptaient obtenir l'autonomie suite à la guerre, se rebellent.

Une nouvelle Constitution est établie, suivie par un nouveau droit civil et pénal. L'alphabet arabe du Turc ottoman est remplacé par l'alphabet latin. En 1934, le droit de vote est accordé aux femmes, puis la laïcité est inscrite dans la Constitution. En 1938, Mustafa Kemal «Atatürk» («Turc père») meurt. Ismet İnönü devient président, et le reste jusqu'à la première élection multipartite en 1950.

L'après-guerre : la Turquie s'aligne à l'Ouest

La Turquie rejoint les alliés à la fin de la guerre, et s'aligne avec les Etats-Unis pendant la Guerre Froide. Le pays prend une importance stratégique majeure, partageant des frontières avec l'URSS, et reçoit l'aide du Plan Marshall. Elle adhère à l'OTAN en 1952.

La Turquie se rapproche également de l'Europe, rejoignant le Conseil Européen en 1949, puis signant des accords commerciaux bilatéraux en 1963. Sa candidature à l'Union Européenne, rejetée en 1987, est étudiée à partir de 1999. Les négociations ont débuté en 2004.



Vie politique de la Turquie

Panorama de la politique turque depuis 2000

La scène politique turque est dominée par l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi*, Parti de la Justice et du Développement) depuis 10 ans. Le parti musulman conservateur dirige le pays depuis 2002, et a obtenu trois victoires consécutives lors des élections législatives.

Les autres principaux partis du pays sont le CHP (*Cumhuriyet Halk Partisi*, Parti Républicain du Peuple), principale formation d'opposition au cours des années 2000. Membre fondateur de la République, le parti kémaliste se définit comme social-démocrate, étatiste et défenseur de la laïcité. La troisième force du pays est le MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti du Mouvement Nationaliste).

L'élection de 2011, gagnée par l'AKP (presque 50% des voix) a également été marquée par une percée du BDP (*Barış ve Demokrasi Partisi*, Parti de la Paix et de la Démocratie). Le parti kurde connu des succès électoraux en particulier dans le sud-est. Afin d'éviter la règle de 10% minimum de représentation nationale pour avoir le droit de siéger à l'Assemblée, ses candidats se sont présentés en tant qu'indépendants. La forme précédente du BDP a été interdite pour liens présumés avec le PKK, et en 2010, plusieurs dirigeants du BDP ont été conduits devant les tribunaux pour des accusations similaires. Plusieurs élus du parti sont aujourd'hui en prison.

Depuis le référendum de 1997, la Turquie évolue vers une forme de "présidentialisation" : le Président de la République est désormais élu directement par le peuple, pour 5 ans et un nombre maximum de deux mandats (il était auparavant élu par l'Assemblée).

Le poids de l'armée en politique

L'armée mena trois coups d'Etat en Turquie, en 1960, 1971 et 1980, réintroduisant systématiquement la démocratie après quelques années, tout en maintenant la possibilité d'un tel recours. Les

putschs de 1971 et 1980 eurent lieu alors que le pays était en proie à de violents conflits entre l'extrême droite et l'extrême gauche. C'est à cette période que Chypre du Nord fut envahie par l'armée (1974), et appartient toujours à la Turquie.

La dernière grande manœuvre de l'armée date de 1997, lorsqu'elle força le premier ministre islamiste de l'époque, N. Erbakan, à démissionner, lors de ce qui a été appelé un "coup d'Etat post moderne". L'armée déclara qu'elle se tenait prête à intervenir pour défendre les «caractéristiques inchangeables de la Constitution turque», c'est à dire la laïcité.

A la fin des années 2000, deux complots ont été révélés : celui de l'Ergenekon, groupe ultra nationaliste reconnu coupable de terrorisme, et celui du Sledgehammer, visant à retourner le gouvernement..

La laïcité en Turquie

L'un des points de friction majeur dans la politique turque est la question de la laïcité. La Constitution garantit la liberté de religion, et les communautés religieuses sont placées sous la protection de l'Etat. Cependant, elles ne peuvent être impliquées en politique et aucun parti ne peut prétendre représenter une religion (même si de nombreux partis ont de fait une sensibilité religieuse).

Deux partis politiques ont ainsi été interdits par la Cour constitutionnelle : le Refah (Parti de la prospérité) en 1998 et le Fazilet (Parti de la Vertu), en 2001, tous deux pour «tentative de redéfinir la nature laïque de la République» . L'AKP, ayant d'éminents anciens membres de ces partis dans ses rangs, se refuse à être considéré comme un parti islamique, mais se définit comme un parti conservateur avec une sensibilité religieuse (comme le font d'autres partis européens).

Cette question reste polémique dans la société turque, entre des partisans de la suppression des limitations religieuses dans l'espace public (par exemple, désirant permettre le port du voile à l'Université) et les défenseurs de la tradition kémaliste de laïcité.

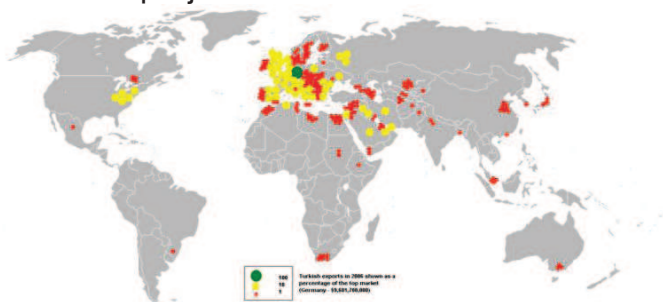
La question Kurde

Dans sud et l'est de la Turquie le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan), créé en 1978 et considéré comme terroriste par l'Union Européenne, rentre en insurrection contre l'armée turque en 1984. L'armée riposte en organisant le système des «gardes de village», paramilitaires au service de l'armée, et en détruisant entre 3000 et 4000 villages dans la région, afin de couper le PKK de ses zones de retraite et de ressources potentielles. Entre 1987 et 2002, l'état d'urgence est déclaré dans la région. En 1999, Abdullah Öcalan, leader du PKK, est arrêté. Durant les années 2000, différents cessez-le-feu ont suspendu le conflit, n'empêchant pas de nombreuses escarmouches dans la région. La Turquie a engagé plusieurs attaques contre les bases du PKK situées au Kurdistan Iraquien. La situation à la frontière est toujours très tendue.

Le conflit a dépeuplé les zones rurales du sud et de l'est de l'Anatolie, produisant une migration massive vers l'ensemble des villes turques. On considère qu'environ 380.000 personnes ont été directement déplacées par le conflit. En 2002, les lois en faveur de la démocratie, permettant de se rapprocher des standards européens, ont octroyé une tolérance de la culture kurde, la langue n'étant plus interdite. Toutefois, les Kurdes sont toujours confrontés à des discriminations dans la société.

Relations internationales

La Turquie a décidé de rompre avec la tradition kémaliste d'isolationnisme à l'Est. Sa diplomatie énergique utilise le soft power (commerce et la culture) à destination du Moyen Orient et des Républiques centrales d'Asie, dont la langue partage des similitudes avec le Turc. Dépendante de ses voisins d'un point de vue énergétique, elle cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement en s'engageant dans d'ambitieux projets d'oléoducs avec ses voisins.



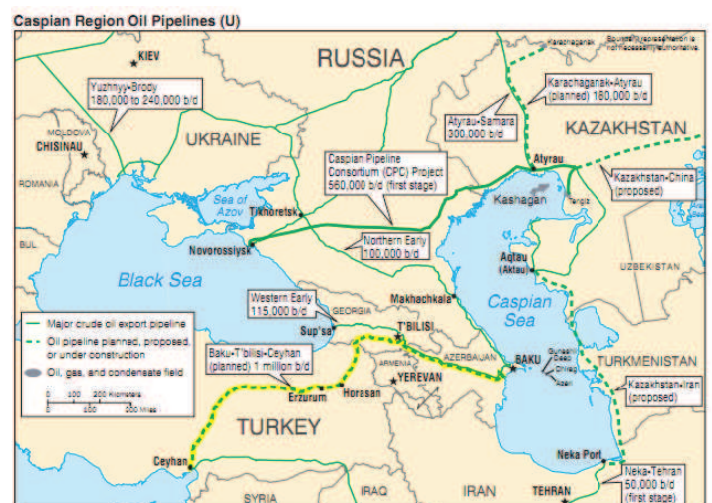
L'économie de la Turquie et du sud est anatolien

L'économie turque dans le monde

Le pays a le 15e PIB mondial (en PPP), et fait partie du G20. Il est membre fondateur de l'OCDE. En 2010, la croissance de la Turquie était de 8,2%. Son PIB correspond globalement à la moitié de la moyenne des pays membres de l'UE. Avec sa croissance forte, un développement des exportations de produits manufacturés et l'afflux de capitaux étrangers, la Turquie est considérée comme un Nouveau Pays Industrialisé.

La Turquie a signé des accords de libre-échange avec l'UE en 1995. Ses principaux partenaires commerciaux sont les pays d'Europe occidentale (59% des exportations et 52% des importations sont faites avec l'UE), les Etats-Unis, la Russie et le Japon. 85% de ses exportations sont des produits manufacturés.

La Turquie est l'un des plus grands producteurs de produits agricoles au monde et est auto-suffisante depuis les années 1980. Dans l'industrie, la Turquie est le deuxième fournisseur de textiles de l'UE, connaît un boom de son industrie automobile (principalement situées dans la région de Marmara), et possède l'une des industries de la construction les plus dynamiques au monde. Elle est également une destination touristique populaire, se concentrant dans la riviera turque, autour d'Antalya et de Muğla.



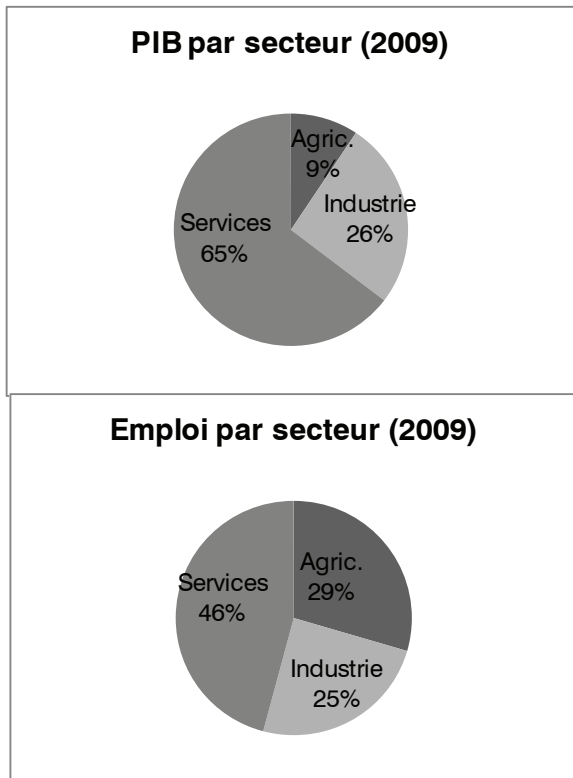
Dans sa politique économique, la Turquie est passée d'un système étatique à une approche fondée sur le secteur privé et le marché depuis les années 1980. Suite à la crise financière de 2001, les réformes économiques (politique de privatisation et de libéralisation des marchés) ont permis de renforcer la confiance des investisseurs. Le pays a gagné en stabilité, même si son modèle économique est fortement dépendant du commerce extérieur et est donc vulnérable aux chocs. Chaque diminution de la demande mondiale a des répercussions rudes sur le pays, accroissant le chômage et ralentissant fortement la croissance.

Les besoins énergétiques de la Turquie

Les besoins énergétiques sont couverts à 60% par des importations provenant de Russie, du Moyen-Orient et de l'Algérie. La Turquie est un producteur de pétrole et de gaz naturel, mais ne peut absorber ses besoins.

La Turquie est située à l'embouchure de quelques uns des plus grands oléoducs du monde. Celui de Bakou-Tbilissi-Ceyan transporte du pétrole de la mer Caspienne à la mer Méditerranée, atteignant par la suite l'Union européenne.

Poids des secteurs économiques turcs



L'économie de la Turquie est de façon croissante tirée par son industrie et ses services. L'agriculture représente toujours une part importante de l'emploi, mais elle est peu compétitive. La productivité y est faible (30% de l'emploi pour 10% de la valeur ajoutée) car le travail familial y est très répandu. Si cela permet un taux de chômage presque nul dans certaines campagnes, ces emplois sont fortement menacés face à la concurrence mondiale. Une continuation de l'exode rural viendrait renforcer le chômage en zone urbaine, les migrants n'étant pas qualifiés pour ce nouveau marché.

Les travailleurs informels représentaient en 2006 presque la moitié de l'emploi (comptabilisés comme «non inscrits à une caisse d'assurance»).

En 2011, le salaire minimum se situe à 630 TL par mois (environ 250 Euros).

Le fossé entre l'Ouest et l'Est de la Turquie

La plupart des richesses sont concentrées dans le nord-ouest du pays. La zone qui s'étend d'Istanbul à Antalya est fortement industrialisée, tandis que l'est et du sud-est anatolien connaissent un retard de développement. Les investissements publics et privés y sont inférieurs à la moyenne. Plus de 80% de la valeur ajoutée est générée à Istanbul, Ankara, Izmir, et les grandes villes de l'ouest. La région de Marmara, qui représente un tiers de la population, produit quasiment 40% du PIB, quand l'Anatolie du sud-est n'en produit que 5% (pour 10% de la population), et l'Anatolie orientale à 4% (pour 8%). Plusieurs projets, y compris le GAP et Ekosep (co-financé par l'UE) cherchent à réduire ces disparités. L'indice de développement humain y est également plus faible.

Les disparités se rencontrent aussi au sein du sud est anatolien. Gaziantep en est le coeur industriel et Batman est le centre de l'exploitation pétrolière, tandis que la ville de Diyarbakir a une industrie sous-développée.

Eclairages sur la société turque

Le G.A.P., le Projet Régional de Développement de l'Anatolie du sud est.

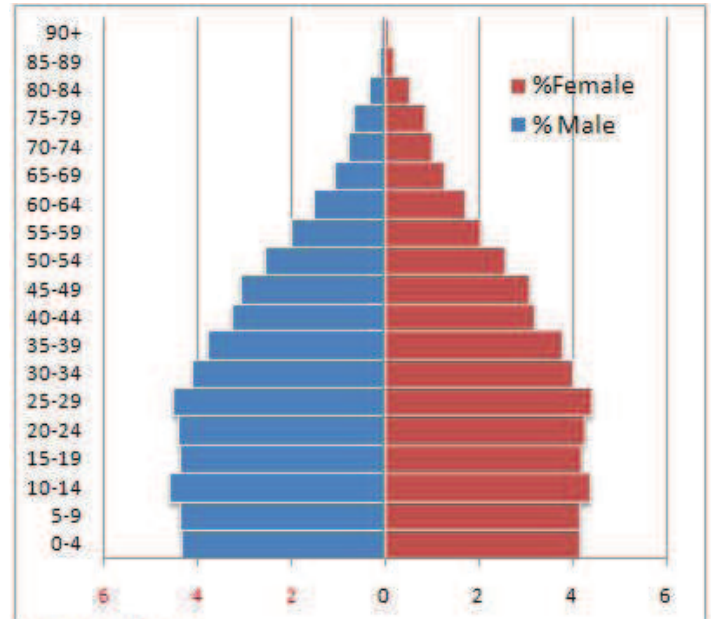
Le G.A.P. est un projet multi-sectoriel de développement régional durable pour ce territoire de 9 millions d'habitants. Son but est d'éliminer les inégalités régionales de développement, en augmentant le niveau de vie de la population.

Le programme de développement comprend: l'irrigation, l'énergie hydraulique, l'agriculture, les infrastructures rurales et urbaines, l'éducation et la santé. Le développement des ressources hydrauliques prévoit la construction de 22 barrages et de 19 centrales hydroélectriques, permettant une production de 27 milliards de kW / h et l'irrigation d'1,8 million d'hectares de terres.

Plusieurs projets de barrage sont néanmoins critiqués car ils auraient pour conséquence d'importants déplacements de population ainsi que la destruction de patrimoine historique. Le site romain de Zeugma, au bord de l'Euphrate, a été partiellement inondé dans les années 1990, et celui d'Hasankeyf, situé à côté de Batman, est aujourd'hui condamné.

En 2010, 70% de la population turque est urbaine. Les trois principales villes de Turquie sont Istanbul, Ankara et Izmir. Les démographes prévoient 84 millions d'habitants pour 2020.

Sa population est jeune: en 2005, 56% des turcs avaient moins de 29 ans.



Source: Turkstat

Pauvreté en Turquie

En 2008, pour un ménage de quatre personnes, le seuil de pauvreté était estimé à 767 TL par mois (310 euros), et celui de la pauvreté alimentaire à 275 TL (110 euros).

Le risque de tomber dans la pauvreté augmente avec:

- la taille des ménages: 38% des ménages de 7 personnes ou plus étaient situés sous le seuil de pauvreté, contre «seulement» 8,5% des ménages de 3 ou 4 membres.

- le type d'emploi: les travailleurs agricoles ont un taux de pauvreté de 38%, tandis que ce taux est de 9,7% dans l'industrie et de 6,7% dans les services. Un travail régulier protège relativement plus de la pauvreté : un tiers des travailleurs occasionnels, familiaux, et indépendants, vivent sous le seuil de pauvreté.



GAP İLLERİ



La place de Diyarbakir en Turquie

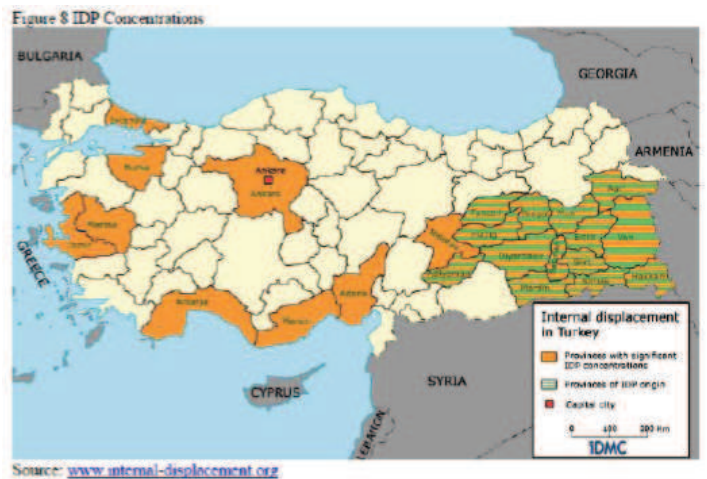
- le lieu de résidence : 35% des habitants des zones rurales vivent en dessous du seuil de pauvreté, contre 22% des citadins. La pauvreté est également concentrée dans les parties orientales de la Turquie.

Les phénomènes migratoires en Turquie

La majeure partie des migrations des campagnes vers les villes eurent lieu entre 1950 et 1980, avec un pic dans les années 1950 et 1960, lorsque l'aide du plan Marshall a repoussé la main-d'œuvre rurale vers les villes. Ces migrants étaient au départ exclus du marché du travail urbain. Mais avec le nouveau modèle économique des années 1960-1970, porté par l'industrie et la construction, les masses de travailleurs non qualifiés furent progressivement intégrés. Le nouveau modèle "libéral" des années 1980, orienté vers l'exportation plutôt que la consommation intérieure, eu des conséquences lourdes pour ces travailleurs.

C'est à cette époque que les migrations économiques se modifièrent, se faisant désormais majoritairement entre les villes. Le conflit en Anatolie du sud-est, avec ses conséquences humaines et économiques, entraîna la migration d'entre 950 000 et 1,2 millions de personnes, avec un sommet entre 1991 et 1996. La plupart de ces migrants arrivant sans ressources, ils se sont installés aux périphéries des villes, aussi bien à l'intérieur des provinces concernées que dans le reste de la Turquie (voir carte).

Relativement peu d'entre eux sont rentrés au village (environ 150.000) malgré le projet de «Retour au village», entamé dès 1994. Ce projet vise à soutenir le retour des populations déplacées et la reconstruction des villages



La place des femmes en Turquie

La place des femmes dans la société turque s'améliore, mais reste problématique.

Si les femmes ont obtenu le droit de vote en 1934, en avance sur beaucoup de pays occidentaux, leur représentation à l'Assemblée reste limitée (14% après les dernières élections). Leur taux d'emploi est très faible (22% en 2008), et on estime que 4 millions d'entre elles sont illettrées. Toutefois, l'écart avec les hommes connaît une baisse constante.

Les femmes subissent d'autre part des taux élevés de violence domestique. Selon une étude de la Direction générale de la Condition féminine, 42% des femmes en Turquie sont confrontées à des violences physiques ou sexuelles dans leur vie : si ce taux est plus élevé chez les classes populaires, ce problème concerne aussi les classes supérieures. Les crimes d'honneurs

La place de Diyarbakir en Turquie

restent rares, mais sont bien présents : 1126 cas ont été relevés en 2009, soit le nombre le plus élevé jamais enregistré. Afin d'éviter la prison pour celui qui commet un crime d'honneur (a priori un membre de la famille), des femmes peuvent être poussées au suicide, conduisant à des taux anormalement élevés de suicide des femmes, en particulier dans la région de Batman.

Collectivités locales et décentralisation en Turquie

Les différents échelons territoriaux en Turquie

Le plus petit échelon territorial en Turquie est le village. Le second niveau est celui la municipalité (2950). Puis viennent les 81 provinces, subdivisées en 923 districts (cazas ou ilçes) et, en quartiers (mahale). 7 régions ont été créées, mais uniquement pour des motifs statistiques.

Les provinces sont dirigées par deux organes: d'une part le gouverneur (Etat déconcentré), et de l'autre une assemblée autonome élue par les citoyens. Les provinces sont en charge des questions économiques et des services de l'Etat.

Les municipalités métropolitaines (équivalents d'une communauté urbaine) peuvent être formés à partir d'1 million d'habitants et de trois municipalités d'arrondissement, qui sont placées sous sa tutelle. Ces deux échelons se partagent alors la fourniture des services locaux (hors ceux gérés par l'Etat, soit en premier lieu l'éducation et la santé) ainsi que la planification urbaine.

L'Histoire des autonomies locales en Turquie

Depuis l'application de nouvelles lois en faveur de la décentralisation (à partir de 2004), le rôle des collectivités locales en Turquie a fortement évolué. En accédant au pouvoir l'AKP, dont les dirigeants avaient une longue expérience d'ad-

ministration locale, a cherché à mettre en œuvre le principe de subsidiarité.

Cet objectif rompait fortement avec la tradition de l'Etat turc. En effet, l'Etat ottoman s'est renforcé au cours du XIXe siècle en soumettant les territoires à son autorité, s'éloignant radicalement du système "classique" où les territoires jouissaient d'une large autonomie. Lors de la réorganisation de l'Etat (ère du Tanzimat), le système français du préfet a été importé, et les provinces, de petite taille créées en s'affranchissant des spécificités culturelles et économiques, se sont inspirées du département. Le vali (préfet), actuellement toujours à la tête de la province, est nommé par le ministère de l'Intérieur.

Fortement affectée par le démembrement de l'Empire après la Première Guerre mondiale, la République a considéré les velléités d'autonomie locales comme potentiellement sécessionnistes, refusant de mettre en œuvre une décentralisation malgré les propositions de partis plus libéraux.

Les réformes des années 1980 ont été une première étape importante dans l'autonomie des villes, créant le statut de la municipalité métropolitaine, qui obtient la compétence de l'urbanisme. À une époque où la construction commence à avoir une place prépondérante dans l'économie turque, cette autonomie a conduit à certains abus. L'endettement était particulièrement élevé dans les années 1990, et les entrepreneurs privés ont obtenu un rôle prépondérant dans la politique locale.

Le processus de décentralisation turc

Les Municipalités Métropolitaines

Les municipalités métropolitaines ont obtenu de nouvelles compétences et une tutelle sur les municipalités de district, mais elles ne disposent pas de "clause de compétence générale", leurs responsabilités étaient listées.

Les municipalités métropolitaines sont responsables de la planification stratégique et du plan directeur (échelle 1 / 5000e) tandis que les municipalités de district sont en charge du plan d'occupa-

tion des sols (1 / 1000) et des permis de construire. Les municipalités métropolitaines partagent avec les municipalités de district les compétences de fourniture de services urbains, le développement social et la culture. Elles peuvent également agir dans le développement économique. Elles sont les coordinatrices du développement territorial, devant approuver les budgets des municipalités de district. Les plans d'occupation des sols doivent évidemment être conformes au plan directeur.

Les municipalités métropolitaines peuvent déléguer leurs compétences en termes de services urbains au secteur privé, ou acheter ces services. La gestion de l'eau, l'assainissement, les déchets ou les transports peuvent être privatisés.

La moitié de leurs revenus proviennent de transferts de l'État, et leurs dotations ont été augmentées en 2008. 80% de ces transferts sont fonction de la population, les 20% restants dépendant de l'état de développement. Les municipalités métropolitaines reçoivent également une part des taxes collectées localement, mais ne lèvent pas elles-mêmes d'impôts locaux.

Si les municipalités métropolitaines ont obtenu de nouveaux pouvoirs, les provinces ont gardé les leurs, d'où un risque de chevauchement et de conflit entre les autorités. Dans de tels cas, le gouverneur est l'arbitre. Il n'a pas de pouvoir de veto sur les décisions municipalité (contrairement au niveau provincial), mais peut décider de les poursuivre au tribunal administratif.

Ces municipalités ne sont plus contrôlées a priori par l'Etat (jusqu'en 1986, les schémas directeurs devaient être approuvés par le ministère), mais uniquement a posteriori, sur le budget et la conformité à la loi.

A Diyarbakır, la municipalité et la province ont de bonnes relations de travail, ce qui n'est pas toujours le cas en Turquie. D'autre part, il n'est pas rare que des municipalités maintiennent un lien de soumission au gouverneur, n'osant pas faire usage de leurs nouvelles compétences.

Les Provinces

La loi spéciale sur l'administration de la province a supprimé la confusion entre l'autorité locale et l'Etat déconcentré. Si le vali (gouverneur) n'est plus le chef du conseil élu, il préside toujours la commission permanente, et approuve les décisions majeures. Certaines compétences de l'Etat déconcentré ont été transférées à l'autorité locale, principalement dans la gestion des services locaux.

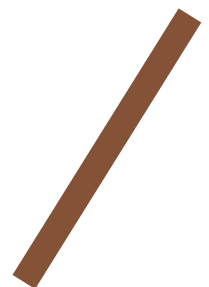
Les Agences Régionales de Développement

Les agences régionales de développement ont été créées sur les nouveaux territoires produits par la transition vers le système statistique de l'UE, les NUTS. Grâce à d'importantes dotations financières et humaines, elles sont devenues un acteur majeur du développement local.

Les agences coordonnent les plans de développement régional, ont pour mission de stimuler et de rationaliser les investissements privés, et sont des interfaces avec l'aide étrangère.

Les agences régionales font partie de l'Etat déconcentré: le chef de l'organe de décision est le gouverneur (vali). Toutefois, le conseil d'administration comprend les maires des deux principales villes de la région, les présidents des assemblées provinciales ainsi que les présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Les évolutions à l'échelle locale, provinciale et régionale montrent que la Turquie évolue vers plus de subsidiarité. Cependant, la Turquie a connu dans le même temps une tendance inverse à la recentralisation. Le TOKI par exemple, l'administration en charge du "logement de masse", possède d'importantes prérogatives en matière de logement et de rénovation urbaine, et est relié au Premier ministre.



Habiter en Turquie

Le secteur du logement



Historique du logement en Turquie

Depuis les années 1950, à une époque d'expansion de l'industrie urbaine et de migrations fortes, la Turquie a été confrontée à une pénurie de logements. A cette époque, un quart de la population vivait dans les villes ; le ratio est désormais d'environ deux tiers, et l'exode rural continue.

Les gouvernements n'ayant pas été capables de satisfaire les besoins en logement des plus pauvres, ce besoin a été comblé *de facto* par les *gecekondu*. Les premiers migrants ont construit leur maison eux-mêmes, à la périphérie des villes. Avec l'expansion du secteur des services, l'accroissement des besoins des classes moyennes, le développement des centres-villes et l'urbanisation galopante, la valeur du foncier en périphérie a considérablement augmenté. Les *gecekondu* ont alors été détruits progressivement, remplacés par des immeubles standards ou par des *apartkondu* (immeubles construits illégalement), dans un processus de gentrification.

Dans ce contexte de boom de l'immobilier et de spéculation foncière, la nouvelle constitution de 1980 crée un «droit au logement». Afin de fournir des logements aux masses, le TOKI voit le jour en 1984. L'État change alors de rôle, passant de régulateur à celui de fournisseur.

Le secteur du logement s'est rapidement développé durant les années 1980 et 1990, mais l'absence d'un système d'emprunt immobilier accessible et l'instabilité économique ont empêché les classes moyennes et surtout populaires à avoir accès à un meilleur logement. Avec le rétablissement de la stabilité financière et économique des années 2000, les banques turques

ont pu emprunter sur les marchés financiers internationaux à des taux réduits. La croissance de la construction a alors été considérable, avec une implication forte du secteur public. Le TOKI a un rôle majeur à jouer pour fournir des logements décentes à la populations. On estime à 10 millions le nombre d'habitants de quartiers informels. Toutefois, le principal problème pour la population demeure l'accès aux prêts immobiliers.

La construction en Turquie

La construction en Turquie est une économie spéculative, conduite par l'offre. Cette tendance est due à la faible qualité des logement, mais constitue un risque de non adéquation avec la demande. 3 millions de personnes travaillent actuellement dans la construction ; en comptabilisant les secteurs liés (sous traitants, logistique ...) on arrive à environ 5 millions de travailleurs.

Statuts du sol

En Turquie, le foncier a trois statuts. Le premier est celui du terrain non cadastré. Le second est celui de champ, terrain cadastré mais non constructible. Le troisième est celui de terrain constructible. Le prix du foncier dépend de ces statuts, et est fixé par les municipalités via leur schéma directeur et les plans d'occupation des sols. Par exemple, à Diyarbakir, une nouvelle zone constructible de 2670 ha a été réservée pour le développement futur de la ville, à l'horizon 2014. Les terrains constructibles y sont en général négociés autour autour de 40 TL (18 euros) par mètre carré. Certains promoteurs privés cherchent à spéculer



sur les différents statuts du sol, notamment en organisant l'installation de gecekondü sur des terrains non constructibles qu'ils acquièrent à bas prix. Ces terrains devenant de fait constructibles, et leur valeur peut augmenter considérablement.

La plupart des terres sont placés sous la responsabilité de l'Etat turc (65% en 2001), en partie dans le domaine du TOKI, en partie dans celui des ministères ou de l'Etat. Toutefois, l'État a commencé à vendre son formidable trésor foncier dans les années 1990 et 2000, dans un contexte de crise économique.



Les différents modèles de construction

Le type le plus commun de construction est réalisé par des entrepreneurs privés. Ils obtiennent en général le foncier par un échange non monétaire, basé sur la confiance. Le propriétaire est rétribué par la rétrocession de plusieurs étages de l'immeuble, ce système se perpétuant avec les artisans en charge du second oeuvre. Une fois la construction terminée, la plupart des propriétaires vendent ces appartements, ou plus rarement les louent. Il existe une variante de ce système appelé «Yap-Sat»: les appartements sont vendus au fur et à mesure de leur construction, permettant de diminuer fortement les besoins en trésorerie.

Le deuxième type de construction est la coopérative. Les coûts de construction sont mutualisés entre les contractants. La plupart du foncier utilisé lors de ces opérations appartient au départ à l'Etat, cédé pour un prix inférieur au marché. Les coopératives représentent une partie non négligeable du parc immobilier turc, qui ont historiquement permis de subvenir aux besoins des classes moyennes. Les membres de la coopérative deviennent pour la plupart propriétaires de leur logement. Quand ils sont locataires, leur loyer n'a en général pas vocation à générer de profit. Il

existe en Turquie 61551 coopératives (même si beaucoup d'entre elles sont désormais inactives), représentant 25% du parc immobilier, avec 1,4 million de logements.

Certaines coopératives forment des projets à grande échelle, tels Batikent à Ankara. Réalisé par l'Union Kent-Koop, 70 000 logements ont été construits sur un terrain 1035 ha, pour une population de 250 000 individus. Depuis 1993 cependant le fonds dédié aux coopératives a diminué, conduisant à une réduction significative de ce type de construction. De nombreux projets actuels de coopératives ont perdu leur objectif initial, des entrepreneurs privés utilisant ce statut pour obtenir un accès privilégié au foncier.

Le troisième type de construction est l'auto-construction. Elle est la seule possibilité de logement pour les plus pauvres. En effet, le logement social n'existe pas en Turquie, à l'exception des "lojman", réservés aux fonctionnaires et militaires. Le TOKI fournit des logements en accession à la propriété, au dessus des moyens des classes populaires aux revenus sporadiques.

Les comportements sur le marché du logement

La propriété privée

Le marché du logement et de la construction conduisent à une forte domination de la propriété privée en Turquie : les trois quarts des ménages étaient propriétaires en 2003.

Si l'accès à la propriété est rendu difficile par l'absence d'un système accessible d'emprunt, le problème est en général dépassé par la solidarité familiale. En 2005, seulement 3% des propriétaires avaient souscrit à un emprunt délivré par une institution financière (Conseil des Marchés de Turquie).

En 2007, le gouvernement a décidé de prendre en main cet enjeu promulguant la loi sur le financement du logement, autorisant les prêts hypothécaires.

Cependant, ce système ne fournit toujours pas

d'alternative aux populations précaires qui vivent dans les gecekondü. D'autant plus que beaucoup d'entre eux espèrent qu'en vivant sur place suffisamment longtemps, ils auront de grandes chances d'être régularisés. Ces propriétaires vivent donc dans une grande incertitude, risquant de tout perdre, ou au contraire parvenant à former une réserve financière.

Les habitudes familiales vis-à-vis du logement

Les ménages d'un seul membre sont rares en Turquie, ne se produisant en général que lorsqu'un membre quitte la ville pour travailler ou étudier. Dans la plupart des cas, si les enfants vivent toujours dans la même ville et ne sont pas mariés, ils restent chez leurs parents. Il n'est pas rare ainsi que trois générations cohabitent dans la même maison (19% des ménages en 2003).

Le mariage est souvent le déclencheur du départ. Ces habitudes sont très différentes des sociétés occidentales, où il est très courant, à partir de l'âge de 18 ans, de former un foyer individuel. Le parcours dans le secteur du logement commence en général par la location en Europe, quand en Turquie la priorité est d'être propriétaire. Il est vrai aussi que les turcs se marient en général plus tôt qu'en Europe de l'Ouest (en moyenne 22 ans pour les femmes, 26 pour les hommes).

Il est difficile de prévoir l'évolution de ces comportements. Si une tendance à la décohabitation venait à apparaître, l'effet serait massif sur le marché du logement en Turquie. Actuellement 50% de la population turque est âgé de moins de 24 ans, et seulement 1% d'entre eux forment des ménages indépendants.

Le TOKI, Agence turque du développement du logement

Le TOKI est aujourd'hui le principal acteur public du logement en Turquie. Créée en 1984, son rôle est resté limité jusqu'en 2001, année où ses fonds ont été transférés au budget national, prélude à une réorganisation en profondeur. Durant les années 1980 ses subventions visaient



en priorité les coopératives de logement et les classes moyennes. Le rôle de TOKI a progressivement diminué au cours des années 1990 en raison de la crise financière.

Après l'effondrement de la Banque Immobilière en 2002 et la fermeture de l'Office du Logement, le TOKI est passé sous contrôle du Premier Ministre et a reçu d'importantes dotations foncières (64,5 millions de mètres carrés supplémentaires ont été octroyés). Le TOKI a alors obtenu de nouveaux pouvoirs pour acquérir, transférer et exproprier les terrains.

Le TOKI peut monter des partenariats avec les entreprises privées, réaliser des projets de transformation des gecekondü et aménager ces espaces (en coopération avec les municipalités). Il a accès au crédit national et international, et il est actuellement présent à l'étranger, en particulier en Europe de l'Est, Afrique du Nord et Amérique du Sud.

Son principal objectif est de poursuivre le droit au logement, inscrit à la Constitution.

«L'Etat doit prendre les mesures pour répondre aux besoins de logement dans le cadre d'un plan qui prend en compte les caractéristiques des villes et les conditions environnementales et soutient des projets de logement de masse».

Son objectif est de réduire 5 à 10% de la pénurie de logements de la nation (estimée à 2,5 millions d'unités).

Entre 2003 et 2010, le TOKI a construit plus de

460 000 logements en Turquie. 190 000 ont été réalisés pour les classes moyennes, 125 000 pour les familles pauvres, 72 000 pour les classes supérieures, 53 000 pour prévenir le développement de logements illégaux, 13 000 unités suite aux tremblements de terre, et au moins 4 500 pour les zones rurales [Observatoire urbain d'Istanbul]. Le TOKI vend également des portions importantes de son foncier, permettant aux promoteurs privés de construire leurs propres projets, non décomptés ci-dessus. Il cible pour 2011 la construction de 500 000 logements.



Puisque de nombreux habitants finissent par s'installer dans des gecekondü et comme un grand nombre de ménages n'auraient pas les moyens d'acheter ou de louer un logement sur le marché formel l'accessibilité est un enjeu majeur pour le TOKI. Afin de financer les logements à destination des classes populaires, le TOKI a un «modèle de partage des recettes» (ou «partage des profits»). Comme dit précédemment, les entreprises de construction privées achètent des terrains pour avoir le droit de construire des appartements destinés aux classes moyennes et supérieures. L'objectif est d'utiliser ces profits pour financer les logements des plus pauvres. Cependant, le prix des logements TOKI reste élevé: à Istanbul, une famille doit gagner 2600 TL par mois pour accéder à ces logements [Observatoire urbain d'Istanbul]. Les logements du TOKI sont généralement achetés par leurs occupants: 10% à 40% du coût de la maison est d'abord recueilli en acompte, le reste



est réparti sur une durée allant de 75 à 240 mois. TOKI se porte garant du remboursement, mais l'acquéreur ne recevra le titre de propriété qu'après avoir entièrement remboursé son logement.

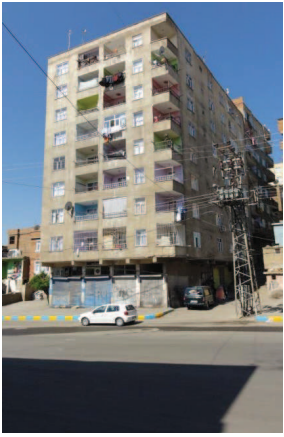
Lors des opérations de transformation des gecekondü, les résidents sont sensés parvenir à un accord avec le TOKI pour soit s'installer dans un logement fourni par l'administration, soit recevoir une indemnisation compensant l'expropriation. Cependant, avec la montée des prix de l'immobilier, il est très difficile pour les familles à faible revenu de trouver un nouveau logement. En cas de litige, les maisons sont acquises directement sur la base du «droit à l'expropriation». Il existe un autre modèle, dans lequel les habitants restent sur place, mais sont temporairement relogés dans une autre partie de la ville, au frais de la municipalité.

La vision de TOKI pour l'avenir s'articule autour de : la création d'un modèle de construction d'habitat à faible coût et de qualité, la prévention de la spéculation immobilière, l'offre de logement aux populations précaires en rendant possible le financement de leur habitation, la collaboration avec les municipalités dans la rénovation urbaine, la création d'un modèle de logement social.

Le phénomène des gecekondü en Turquie

Le terme gecekondü (*gece*, la nuit, *kondü*, placés) a été inventé pour décrire l'urbanisation auto-construite apparaissant lors de la vague d'industrialisation de la Turquie et d'exode rural, entre 1945 et 1985.

Les Gecekondü sont considérés comme des logements fragiles et insalubres, mais la réalité est en fait très diverse. Si certaines maisons risquent de s'effondrer, la plupart des bâtiments sont solides, même s'ils sont soumis au risque sismique. Une autre vision largement répandue est qu'ils sont le lieu d'habitat des ruraux installés dans la ville, mais ces quartiers sont de forme hybride, possédant des caractéristiques urbaines intéressantes, comme des places, escaliers, des commerces ... La construction continue de gecekondü depuis les années 1940 fait qu'ils forment aujourd'hui



seur, et la construction est illégale. Cependant à travers les lois d'amnistie, des pré-titres de propriété, titres complets ou autorisations d'occupation ont été délivrés aux habitants gecekondu, les rendant propriétaires. Le statut juridique seul ne peut donc pas définir les gecekondu.

Une seconde définition proposée est architecturale.

une portion importante des villes turques. Cependant, les statistiques sur les gecekondu confondent régulièrement des situations différentes, ne définissant pas avec précision ce qu'ils comptabilisent. Par exemple, on estime que 60% des logements construits ces 25 dernières années sont des gecekondu, ou que chaque jour, 200 nouveaux gecekondu sont construits à Istanbul. Ces chiffres semblent annoncer un mouvement massif, qui peut être nuancé.

Définir le gecekondu : l'évolution d'un concept

Les gecekondu sont un phénomène culturel en Turquie, complexe à appréhender tant ils véhiculent de représentations contradictoires.

La signification du mot lui-même n'est pas claire. Nous allons essayer de le définir en se référant aux explications données par J.F. Pérouse, précédent responsable de l'Observatoire urbain d'Istanbul [Les tribulations du terme gecekondu].

La première définition d'un gecekondu est juridique :

« Les gecekondu sont des bâtiments édifiés précipitamment, la plupart du temps dépourvus des conditions de confort les plus élémentaires, et qui contreviennent aux lois sur la construction, sans tenir compte des droits du propriétaire du terrain où ils s'installent » (Fehmi Yavuz).

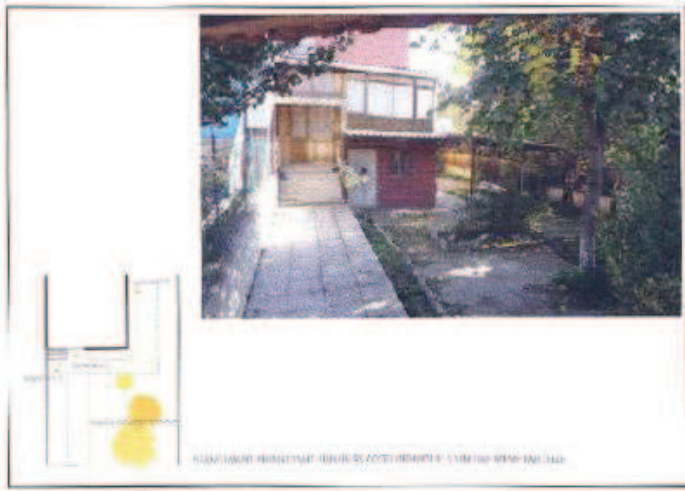
Les gecekondu sont définis par une double illégalité : la terre n'appartient pas au bâtis-



A l'origine un gecekondu est un habitat précaire, bas et dépourvu d'équipements de base. Cependant, il est évolutif, les propriétaires ajoutant des étages ou des chambres en fonction de leurs besoins. Ces gecekondu étaient considérés comme «non-urbains», ils seraient donc «ruraux», même si les matériaux utilisés n'avaient rien à voir avec ceux des campagnes. Néanmoins, il est vrai que lors de la première vague de construction de gecekondu, les habitations ressemblaient à des maisons traditionnelles rurales, en "miniature" : sur environ 30 m², avec 2 chambres à l'intérieur, une salle de bains en extérieur, et une petite cour.

Nous pouvons donc les considérer comme une forme alternative de logement urbain, avec des caractéristiques de transformabilité et de réversibilité. Il ont des avantages : les cours, la verdure, le potentiel d'évolution du bâti, le prix et les relations sociales avec le voisinage ; et aussi des défauts : risque face aux catastrophe naturelle, conditions insalubres, sécurité limitée, risque d'éviction, manque de services et d'infrastructures.

Mais cette première vague de gecekondu tend à disparaître en Turquie. Grâce aux lois d'amnistie, ne craignant plus l'éviction, les propriétaires ont commencé à ajouter des étages à leur maison d'origine, ou même à spéculer sur leurs terres nouvellement acquises par la construction de bâtiments de plusieurs étages qu'ils loueront ou



Accès partagé et cour :
arrangements permettant de multiples accès à la même parcelle
[Aysegül Cankat]

vendront. La première génération de constructeurs est devenue le propriétaire de la deuxième génération de locataires. Le nouveau type de bâtiment, appelé apartkondu, est facile à construire avec des poutres en béton armé et un remplissage de briques. Ces bâtiments demeurent illégaux car peu d'entre eux ont demandé, ou obtenu, de permis de construire. Beaucoup, d'autre part ne peuvent pas tout à fait être considérés comme «auto-construits» puisqu'ils ne seront pas habités par le constructeur. En marchant dans Ben U Sen, la différence est frappante entre la première génération de gecekondou, basse, et les apartkondu, ressemblant aux immeubles de la ville.

Cette première vague de gecekondou tend aussi à disparaître sous les opérations de rénovation urbaine menés par les villes ou l'Etat. Pour conclure sur l'aspect architectural, on peut toujours appeler un quartier gecekondou, même s'il a perdu ses caractéristiques originelles et ressemble à un quartier populaire ordinaire.

Alors que ces gecekondou originels commencent à disparaître, un gecekondou «imaginaire» fit son apparition. On peut concevoir une troisième définition du gecekondou, comme une «métaphore de l'illégalité». Selon les périodes, ils ont pu être valorisés dans l'opinion comme un lieu d'entraide et de solidarité, ou au contraire perçus comme dangereux et malsains. Ils sont de plus en plus

assimilés à des ghettos dangereux situés en périphérie des villes, appelés en Turquie «varos». Ce sentiment est renforcé par la présence dans ces gecekondou de minorités, Kurdes ou Roms, vus par certaines personnalités politiques comme «des ennemis intérieurs». De nombreuses ONG et activistes continuent à investir les gecekondou, les considérant comme des lieux de résistance, où la population lutte pour sa survie et conteste à sa façon le mode de vie consumériste.

Au-delà de ces définitions, les gecekondou sont aussi présents dans la culture populaire, que ce soit à travers le cinéma ou la musique, dépeignant une micro société complexe de populations pauvres important des modes de vie ruraux en ville, mais aussi évoluant, et faisant évoluer la ville, à leur contact. On peut prendre l'exemple de la musique Arabesque. Musique des classes populaires, chantant la vie des migrants, elle est rattachée aux habitants de gecekondou.

Histoire des gecekondou

Les gecekondou sont une réalité quotidienne des villes turques ; comment en est-on arrivé là ? Une première réponse est que ce développement a été rendu possible par la disponibilité de foncier détenu par l'Etat en périphérie des villes. Lorsque l'Etat pris conscience de la situation et tenta de réagir, ces zones d'habitat informelles



Jardin en pente : exploitation partagée d'une parcelle abandonnée
[Aysegül Cankat]

étaient déjà importantes, empêchant toute destruction. Une autre vision est que «*même si leur construction était illégale, les gecekondü ont été tolérés par les gouvernements parce qu'ils transféraient le coût du logement social sur les migrants eux-mêmes*» (Orhan Esen, Istanbul gecekondü). Démolitions et conflit avec les autorités se produisirent, mais de nouvelles maisons été rapidement construites à proximité, et certains gecekondü ont reçu le soutien de politiques et s'intégrèrent à une logique clientéliste.

Les gecekondü sont apparus pendant l'émergence de l'industrie. Pour les habitants, travaillant dans des usines à proximité et faisant pousser des légumes dans leur cour, ce type d'habitat réduisait fortement le coût de la vie. Ils obtenaient la possibilité de vivre dans un environnement à la fois urbain et rural, tout en contribuant au développement de l'économie.

La première loi concernant les gecekondü fut promulguée en 1948 et s'appliquait à la ville d'Ankara. 70 000 personnes vivaient dans cette zone à l'époque. L'objectif était de tolérer les gecekondü sous certaines conditions (le nombre d'années vécues sur ce terrain, la taille de la famille ...). En échange, les habitants devaient améliorer leurs logements. Le terrain a été acheté par la municipalité puis vendu aux habitants, afin de «normaliser» ces zones et de reprendre contrôle sur elles. Les lois d'amnistie suivantes (débutant à l'échelle nationale en 1966) ont repris ce principe.

Toutefois, ces lois ont échoué: l'Etat n'ayant jamais réussi à reprendre le contrôle sur les gecekondü, et au lieu de les intégrer à la ville, ces derniers se sont fortement étendu. Dans les années 1980, la première vague d'apartkondü est apparue. Un marché immobilier informel s'est constitué, géré par les propriétaires du sol. Dans certains gecekondü un système s'est organisé pour occuper les terrains publics, construisant dessus puis louant les gecekondü aux nouveaux migrants. Les autorités turques ont un contrôle limité sur ces transactions.



Verticalités décalées : l'intimité malgré la proximité [Aysegül Cankat]

Pour les plus pauvres, s'installer dans un gecekondü est moins cher, plus simple et presque plus sûr que d'entrer sur le secteur formel: l'hypothèque peut être un fardeau plus lourd à porter que le risque de l'éviction. La régularisation espérée peut même constituer un avantage spéculatif, avec une augmentation sensible du prix du sol.

La sociologie des gecekondü

Les gecekondü sont un lieu de fragmentation sociale dans la ville, formant une «frontière psychologique» avec elle. Certaines parties de la ville ne sont pas accessibles aux habitants de gecekondü, qui subissent exclusions et discriminations. Les gecekondü sont parfois les seuls lieux où ces migrants pauvres peuvent éprouver un sentiment d'appartenance à une communauté.

Les gecekondü sont souvent perçus comme des villages, qui doivent être intégrées dans la ville, prenant place dans une vision de modernisation de la Turquie (ère républicaine, orientée vers l'Occident) créant une dichotomie forte entre zones urbaines et zones rurales. Abondant dans ce sens, les «chaînes de migration» caractérisant la Turquie (les migrants ayant tendance à se regrouper selon leurs origines et utiliser ce réseau pour trouver un emploi et un logement) peuvent conduire de nouveaux migrants à accentuer leur identité rurale. Pourtant, les gecekondü forment bel et bien un environnement hybride.



Les gecekondus ont-ils vraiment un tissu social particulier. C'est un endroit où les voisins se connaissent et partagent plus qu'ailleurs, où l'on a souvent un membre de sa famille à proximité. Lors des fêtes, des repas sont partagés entre habitants d'une même rue et de nombreuses tâches de la vie quotidienne peuvent être réalisées collectivement. Les tandirs, fours à pain collectifs, ont été importés des campagnes et, partagés entre les familles, deviennent un lieu de socialisation. Le séchage de légumes ou le jardinage peut être réalisé ensemble. La concentration de personnes pauvres dans un même quartier, et partageant une origine rurale, renforce la solidarité. Même si les services échangés peuvent être des plus basiques, comme le transport d'un malade à pied dans les ruelles étroites du gecekondus, ce type de relations semble ici plus développé. Mais cette proximité peut aussi renforcer le contrôle social, le regard de l'autre dans l'espace public pouvant apparaître comme oppressif, les gecekondus manquant de lieux «anonymes».

Les rues des gecekondus sont pleines d'enfants qui jouent et de femmes qui discutent, tandis que les hommes passent le temps dans les cafés, buvant du thé et jouant au «tavla» sur des terrasses couvertes de vigne.

Cette description rapide d'une scène de vie dans un gecekondus démontre que si certaines habitudes rurales ont été introduites par les habitants, la vie est aussi urbaine. Places, espaces publics et espaces verts sont aussi importants pour les habitants des gecekondus que dans le reste de la ville.

La solidarité traditionnelle du village a également évolué dans le contexte urbain, tendant vers plus d'individualisme. Si les relations entre voisins sont courantes, les enquêtes indiquent que les habitants ne sont pas à l'aise avec la promiscuité, recherchent l'intimité familiale. Selon Tahire Erman, spécialiste des gecekondus, la solidarité ne sera pas constamment accordée aux personnes qui ne participent pas à la communauté, et l'échange de votes est devenue une pratique courante dans de nombreux gecekondus.

Les gecekondus représentent une forme de logement alternative pour les populations précaires.



Si les appartements sont valorisés pour leur confort et leur modernité, il faut aussi garder à l'esprit que la vie y est plus restrictive. La taille et la forme du bâti ne peut pas évoluer, le bruit est beaucoup moins accepté, les relations avec les voisins moins fortes. Certains habitants ont du bétail, qu'ils ne peuvent amener avec eux. Certains règlements intérieurs interdisent de laisser ses chaussures devant la porte, voir même de s'asseoir dans les espaces verts de pied d'immeuble.

Les relations entre les habitants des gecekondus et la ville

La relation des habitants de gecekondus à la ville peut être conflictuelle. Selon les différents interviews menés par Tahire Erman, beaucoup ne se sentent pas comme des habitants des villes, mais bien comme des «ruraux», que ce soit pour des raisons éthiques ou sociales. Cette sensation peut venir simplement du fait que leurs relations les lient presque exclusivement aux «villageois de la ville», ou que leur accent est différent, et se prolonger même lorsqu'ils quittent le gecekondus pour vivre en appartement.

Toutefois, ceci ne signifie pas que la population vivant en gecekondus soit incapable de s'adapter au mode de vie urbain, pouvant insister soit sur leur urbanité, soit sur leur ruralité, changeant de

manières ou d'accent selon l'interlocuteur.

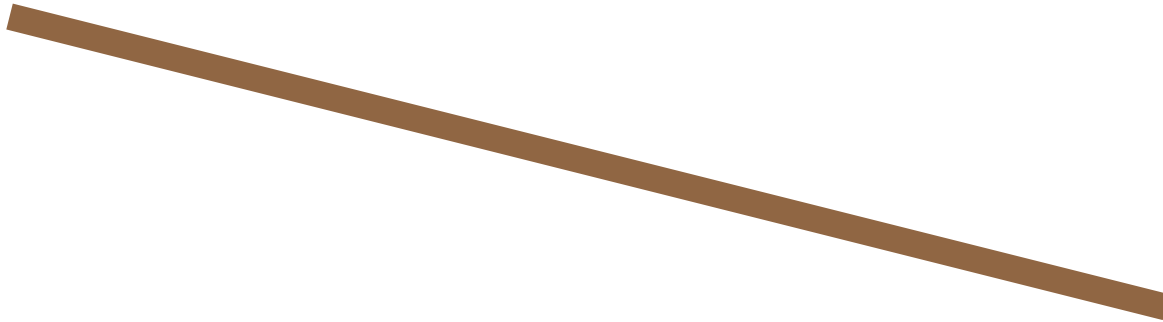
Lorsque la communauté du gecekondu est vécue comme oppressante, le premier moyen pour se distancier du gecekondu est d'aller vivre dans les appartements "anonymes". Mais cela nécessite des moyens, et sans eux, la seule manière de se démarquer est «psychologique». Les femmes semblent avoir une trajectoire plus conflictuel à l'urbanité que les hommes, leur vie étant souvent limitée aux frontières de la maison, des voisins et du marché, quand les hommes ont une expérience de la ville à travers leur travail ou les espaces publics. Les femmes subissent un fort contrôle social, de par leurs voisins, ou les visites des villageois.

Arriver en ville peut potentiellement permettre un changement de situation pour les femmes: cela les libère du travail des champs et du monde villageois. Cependant, dans les gecekondu, le rôle des femmes reste celui d'être une mère au foyer, ne s'éloignant pas du domicile. D'autre part les emplois pour ces femmes non qualifiées sont particulièrement peu rémunérés, créant peu d'incitation.

Si la première génération des habitants de gecekondu pouvait sembler relativement optimistes quant à l'avenir, insistant sur leur propre inadéquation à la ville (et non l'inverse), mais plein d'espoir pour leurs enfants, beaucoup de jeunes semblent au contraire désabusés. Etant allés à l'école "comme tout le monde", ils souffrent de discriminations en milieu urbain et paraissent sentir qu'ils ne seront jamais parfaitement acceptés.



Portrait de Diyarbakır



Géographie

Diyarbakır est situé sur les rives du Tigre, en Mésopotamie supérieure. La ville est installée à l'ouest d'un plateau formé par les roches volcaniques du Mont Karacadağ, à 650m de hauteur. C'est la ville la plus étendue du sud-est anatolien, avec une surface de 15.355 km².

Selon le recensement de 2000, la population totale de la province (ville centre et villages alentours) est de 1.528.958 habitants. Cette ville est particulière dans la région de par son histoire, sa croissance démographique et son processus d'urbanisation.



Climat et Géologie

Diyarbakır est dominée par un climat de type "continental méditerranéen". Les précipitations se situent en moyenne entre 500mm et 400mm, et se concentrent en hiver et au printemps. Le temps est doux en hiver, chaud et sec en été, atteignant les températures parmi les plus hautes de toute la Turquie.

-La vitesse moyenne du vent est 2.4m/sec. Il est en général plus fort en juillet, (3.3m/sec) et plus faible en Novembre et Décembre (1.6m/sec). Le taux d'humidité moyen de l'humidité dans la ville est de 54%.

- Température moyenne annuelle: 15.8C
- Température annuelle haute : 22.5C
- Température annuelle basse : 8.8C

Les ressources naturelles d'énergie

L'énergie solaire

(Source : Meteorology Regional Directorate Inventory Study 2004)

Bien que la ville ait un bon potentiel avec une durée d'ensoleillement assez étendue, l'énergie solaire n'est utilisée majoritairement que pour

chauffer l'eau. La plupart des immeubles ont ainsi des barils d'eau situés sur leurs toits.

Il existe aussi un projet de "maison-soleil" située à Sümer Park, auto-suffisante énergétiquement. Ce projet a un rôle pédagogique, servant à informer sur les potentiels de l'énergie renouvelable à Diyarbakır. Néanmoins le coût de construction élevé de ce projet n'a permis la production que d'un seul prototype

Gaz naturel

Il existe un gisement de gaz naturel dans le district de Kocaköy, exploitée par une entreprise privée.

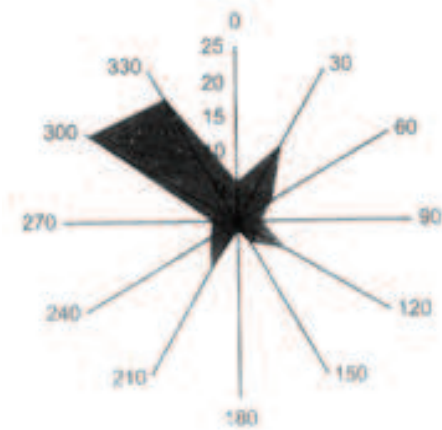


Temps d'ensoleillement moyen (en heures)

	An- née	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Dec.
Diyar Bakır	2001	4,6	5	5,6	8,2	9,2	13,1	12,2	11,6	9,2	7,4	6	2
	2002	5,7	6,7	5,1	5,7	11,3	12,5	12,5	11,9	9,7	7	6,9	4
	2003	2,8	3,9	4,7	5,3	10,4	11,9	12,5	11,8	10	7,6	5,6	3,6

Potentiel éolien

La vitesse moyenne du vent entre les années 1991-2002 est de 2,40 m / sec. L'énergie éolienne n'est pas utilisée comme une source énergétique à Diyarbakır. La direction dominante du vent est Nord-Nord-Ouest (NNO), et Nord-Ouest (NW). Le taux d'humidité moyen est de 54%.



Biogaz / Biomasse

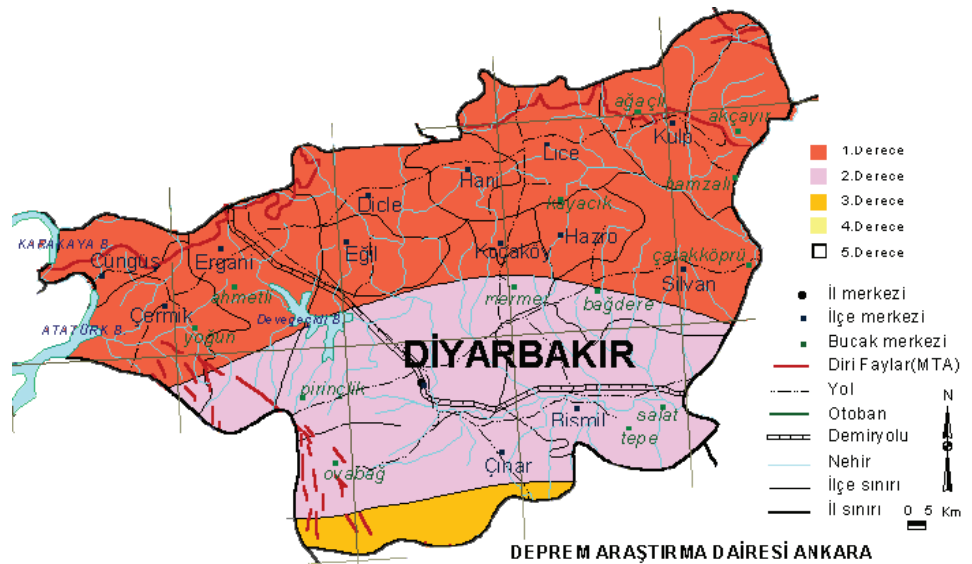
La biomasse n'est pas utilisée pour produire de l'énergie à Diyarbakır. Néanmoins beaucoup d'habitants utilisent les excréments du bétail qu'ils font sécher puis utilisent pour se chauffer.

Zones d'exploitation géothermique :

Il existe une source thermale située à 3 km de la ville, à Çermik-Hamambaşı. L'eau y est à 45° et est dans le groupe des eaux hypothermales, contenant du sodium, du bicarbonate, du chlore.

Zone sismique

Le centre ville est situé dans une zone de risque sismique «secondaire» (en rose sur la carte). Bien que certaines zones de la ville soient situées en zone primaire (rouge), aucun séisme majeur ne s'est produit lors des cinquante dernières années.



Environnement

Diyabakır, avec ses qualités morphologiques et ses caractéristiques naturelles, est l'une des plus importantes villes de la région du sud-est anatolien.

Le taux d'espace vert par habitant est de 1,6 m². La zone verte totale, "active", correspond à 195.700m² et la zone "passive" à 1.800.000m².

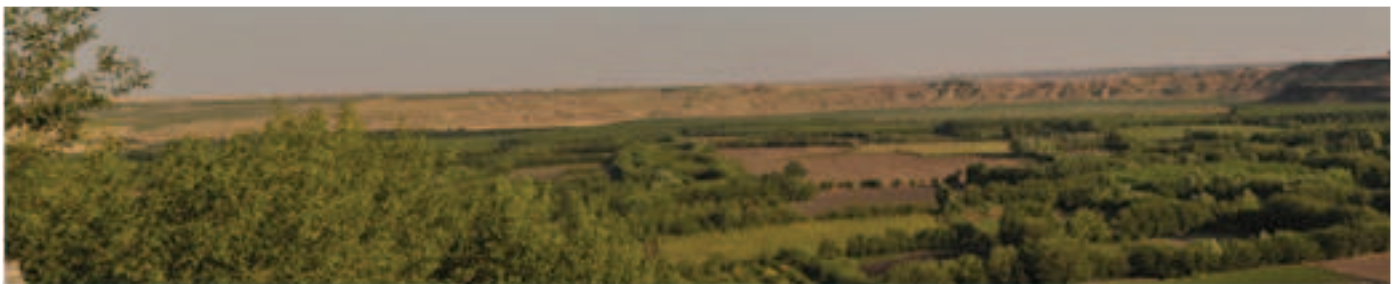
La proportion des zones forestières sur le territoire de la ville est de 24,3%, proche du niveau considéré comme "idéal" de 25%. Néanmoins ces espaces forestiers sont peu entretenus et dans un état médiocre.

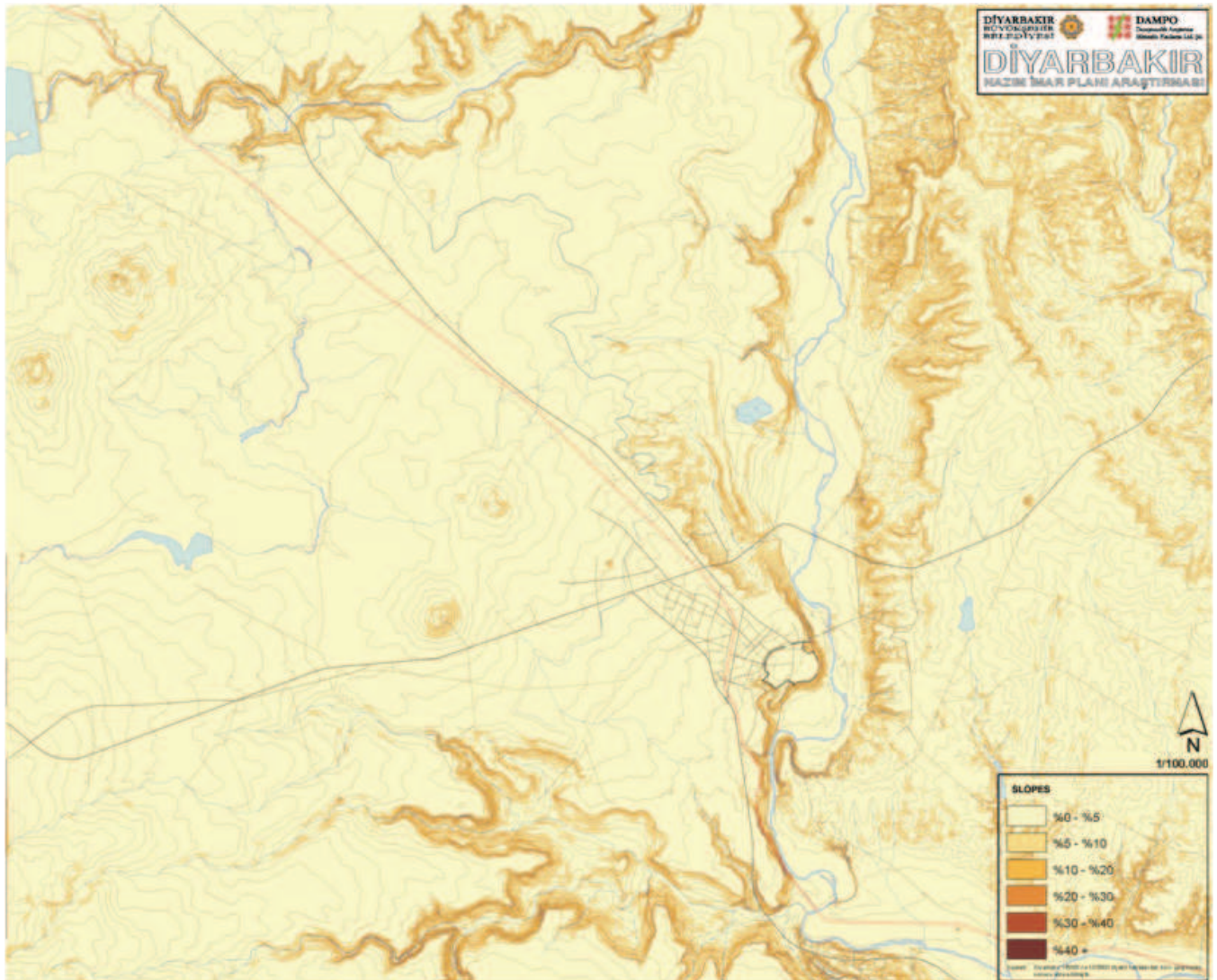
Ils sont principalement peuplés d'*infectoria Quercus*. Dans les zones plus élevées, le *Cupressus sp* domine. La population d'arbres se compose en général de ces espèces: *Cupressus sp*, *Pinus nigra*, *Platanus orientalis*, *Juglans sp*, *Salix sp*, *Populus sp*. et *Pistacia terebinthus*.



Topographie

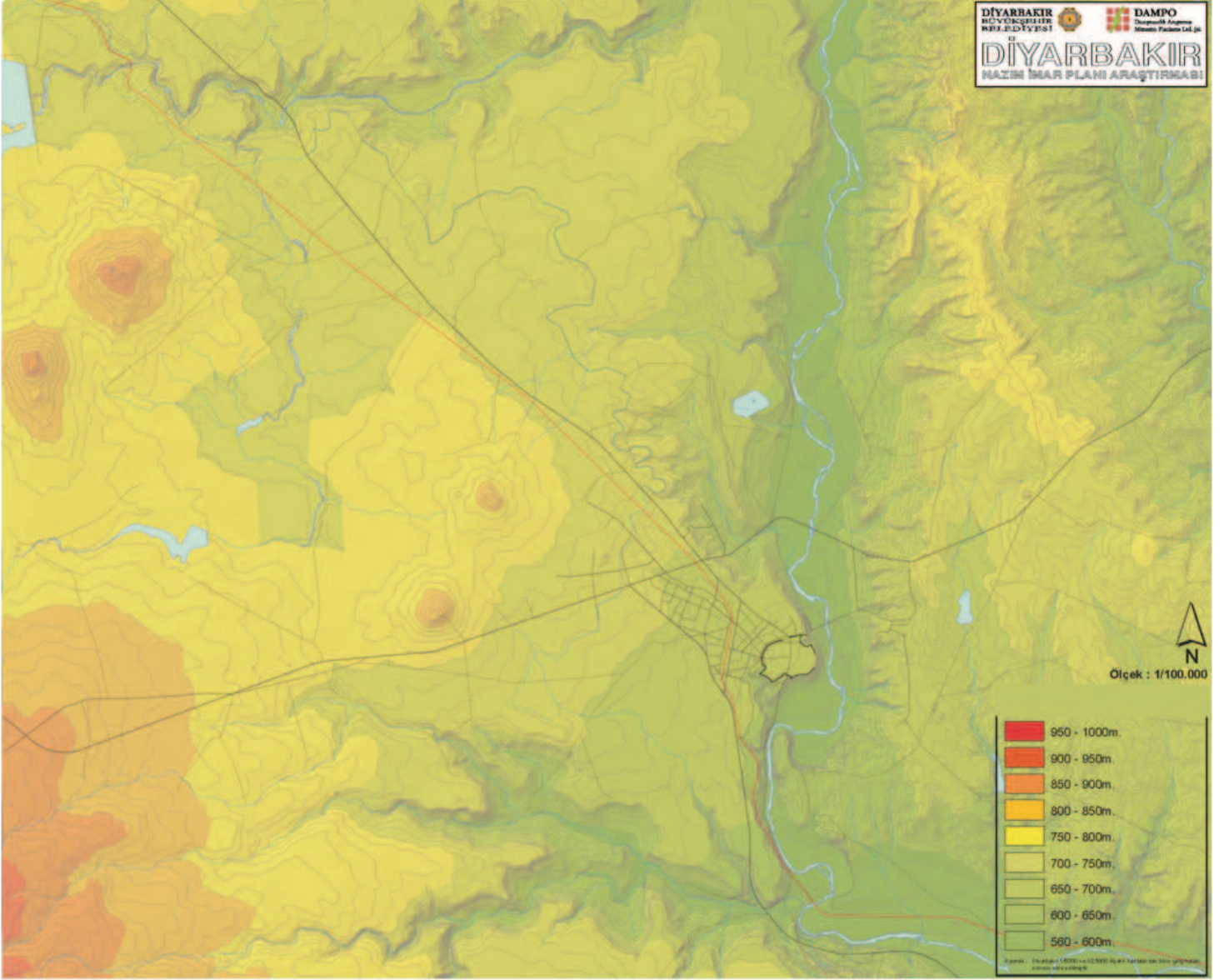
La topographie de Diyarbakır permet d'expliquer son mode d'extension urbain. La ville est entourée par les monts Taurus, sur un plateau érodé volcanique. La montagne de Karacadağ est située à l'ouest de la ville, à près de 40 km, culmine à 1957m. La ville est située à 100m d'altitude, surplombant la vallée du Tigre (Dicle).





Les zones urbanisées se sont installées sur des surfaces planes, à l'exception des espaces en pente situées dans la vallée du Tigre et au sud de la vallée, dans des zones sèches.

La ville est située sur un plateau. La topographie a un rôle essentiel pour expliquer l'extension de la ville, vers le nord ouest pour les développements principaux, et à l'est, au-delà de la vallée non constructible. .



Flore

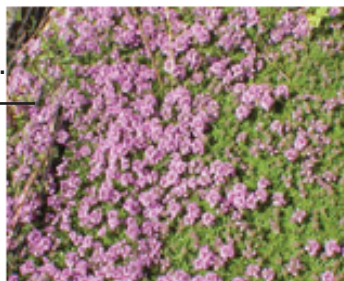
L'Anatolie du sud-est a une flore riche, mais un certain nombre d'espèces sont en danger, du fait d'un recours massif aux pesticides, de la construction de barrages, de l'urbanisation massive, de la destruction d'espaces naturels verts et de l'érosion.

Le «bassin de Diyarbakır» débute au golfe de Bafra et s'étend jusqu'aux bords des monts Taurus. Il correspond à l'une des zones les plus fertiles de la région. Les forêts à Diyarbakır sont de taille limitée et peuplées de végétations xérophytes (adaptée aux environnements secs) en raison du climat continental qui y sévit.

Illustration des espèces les plus courantes:

(La liste complète est disponible si besoin)

- Quercus sp. (le plus commun, Quercus infectoria)
- Salix sp.
- Platanus sp.
- Populus sp.
- Pistacia sp.
- Velbuscum sp.
- Astragalus sp.
- Delphinium sp.
- Eryaglum sp.
- Euphorbia sp.
- Gentiana sp.
- Silene sp.
- Trifolium sp.
- Thymus sp.



- Achillea sp.
- Morus sp.
- Bromus sp.
- Cupressaceae
- Nymphaeaceae
- Rosaceae
- Capparaceae
- Oleaceae
- Verbenaceae
- Asteraceae
- Liliaceae
- Poaceae



Plantes endémiques et en danger [Vulnérable (V) Rare (R) Connaissances insuffisantes (C)

MAGNOLIATAE (DICOTYLEDONEAE)

1. Ranunculaceae

- Anemone coronaria (V)
- Nigella Arvensis var. caudata (R)

2. Fabaceae (Leguminoae)

- Astragalus caspicus (R)
- Astragalus garaensis (R)
- Hedysarum kotschyi (R)
- Hedysarum pannosum (R)

3. Apiaceae (Umbelliferae)

- Hippomarathrum scaprum (C)
- Pimpinella eriocarpa (C)

4. Euphorbiaceae

- Euphorbia craspedia (R)
- Euphorbia pyhsocalos (R)

5. Caryophyllaceae

- Minuartia formasa (C)
- (La liste complète est disponible si besoin)

Sols

Les types de sol sont très nombreux à Diyarbakır en raison du climat et de la topographie.

Sont présents des sols :

Alluviaux (accroissement de terrain se faisant lorsque la rivière s'étire, puis reprend son cours d'un autre côté): généralement trouvés autour du Tigre (Dicle) et de la rivière de Batman, ils permettent la croissance de la plupart des types de plantes. Les sols n'ont aucun problème particulier en termes de teneur en sel.

Colluviaux (sols faits d'éléments, à la contraire des alluvions, ayant subi un faible transport, dépôt de versant de colline): peut être trouvé en général aux bordures de pentes abruptes et lesaux bouches de la vallée. Ces dépôts se produisent suite à un glissement de terrain et au ruissellement. Ce type de sol a des propriétés de drainage. Avec suffisamment d'irrigation, ils peuvent être très productifs.

Forestiers: se rencontrent sur les sols riches en chaux. Généralement recouvert de forêts ou de pâturages, ils ont un bon potentiel agricole, et sont présents dans la plupart des quartiers de Diyarbakır



Cours d'eau

Rivières et fleuves: le cours d'eau principal est bien évidemment le Tigre et ses affluents. Ces cours d'eau ont émergé dans le bassin supérieur du Tigre, avant de fusionner et de quitter la plaine.

Lacs et étangs: Il n'ya pas de lacs naturels à Diyarbakır. Le plan d'eau artificiel principal est le barrage du lac Devegeçidi. De nombreux lacs artificiels sont présents autour de la ville, produits par les barrages de Karakaya, Atatürk, Kral Kizi, Dicle et Göksu. La zone totale du réservoir de ces lacs est de 127ha. Bien que la ville se trouve à côté du Tigre, il n'a presque aucun lien avec le fleuve. Il est rare de le voir, et les à bords du Tigre ne sont pas aménagés pour les citoyens. Une compétition architecturale a été organisée pour changer le rôle du Tigre dans la ville, mais les propositions sont restées sous forme de projet.

Capacités des cours d'eau

Cours d'eau à l'air libre: 6905hm³

Provenant du bassin du Tigre: 6520 hm³

Provenant du bassin de l'Euphrate : 385hm³

Cours d'eau souterrains : 350hm³

Potential total: 7255hm³

Potentiels d'eau potable :

Fournie par la ville de Diyarbakır :

Phase 1 : 71,4 hm³ / an

Captage de Gözeli : 12,5 hm³ / an





Les jardins de Hevsel

Ces jardins sont l'une des zones agricoles les plus productives de la ville. Situé sur 3000 hectares, les parcelles sont partagées entre une cinquantaine de familles exploitantes. Les jardins permettent de répondre aux besoins en fruits et légumes de Diyarbakir, mais le recours ruissellement d'eaux usées de la ville, défendue d'ailleurs par certains agriculteurs comme un fertilisant, et des cas de pollution des sols, font peser des risques sanitaires. Des projets ont été menés par la Direction des services ruraux, en particulier celui d'irrigation en 2000.



Les peupliers, la culture du coton et de légumes se poursuit toujours. 1000 ha de la zone est laissée au peuplier, 30-50 ha pour le coton et le reste est fait de culture maraîchère. Les familles qui travaillent sur les jardins font généralement appel à leur proches lors des récoltes. Les revenus restent bas du fait de cultures peu rémunératrices (légumes) et d'une productivité basse. L'objectif premier est la vente sur le marché, même si une partie peut être conservée pour la consommation personnelle.



Histoire de Diyarbakır

Les différentes civilisations

La ville a reçu beaucoup de noms différents dans l'Histoire, trace des multiples civilisations y ayant vécu (on peut les estimer à une trentaine).

De par sa richesse culturelle, la ville est un centre patrimonial essentiel de la région. Chaque civilisation s'ajoutant et se mêlant à la précédente on peut la considérer aujourd'hui comme «un musée à ciel ouvert»

Quatre sites néolithiques de la première importance sont situés dans les environs (de 10.000 à 8.000 ans av. JC). Ils sont situés dans Hallam Cemi, Çayönü, Demirci et la colline de Kortik.

Le village de Çayönü, situé près de Ergani, est l'un des meilleurs exemples de communautés agricoles ayant vécu en Mésopotamie entre 7500 BC-5000. C'est à l'ère néolithique que les populations deviennent sédentaires, découvrent l'agriculture et l'élevage.

La ville fut tour à tour sous la domination des :

Hurri-Mitannis, Assyriens, Araméens, Romains, l'Empire Sassanid, Byzantins, le Califat Umayyad, le Califat Abbasid, dynasties Hamdanid, Marwanid, Seljuks, dynasties Artuqid et, Ayyubid, Mongols, Aq Qoyunlu, dynastie Safavid puis l'Empire Ottoman



Amid **Amed**

Dikranagerd Kara-Amid

Diyar-ı Bekr Diyarbekir **Diyarbakır**



Diyarbakır en 1939

Portrait de Diyarbakır

İçkale, installé sur une motte à l'est de la vieille ville, serait le premier site habité. Les civilisations qui se sont succédé en ont fait le centre du pouvoir de la ville, et aujourd'hui elle correspond à un espace fortifié à l'intérieur des remparts. Cependant étant située dans une zone militaire, des fouilles archéologiques n'ont pu confirmer cette théorie.

La plupart des bâtiments de la ville ont des origines romaines (plan de la ville, murailles), marawides, chrétiennes ou ottomanes. Les ornements et les figures des portes ou des tours de l'enceinte de la ville reflètent cette histoire.

Diyarbakır dans sa forme actuelle date de la fin de l'ère romaine au milieu du IV^e siècle. La ville, Amed, était une capitale de la Mésopotamie romaine, se développant par le commerce et les activités gouvernementales.

En 1515, 50.000 personnes vivaient à Diyarbakır. Avec son rattachement à la Sublime Porte, le développement du commerce porta la population à 100 000. Migrations et épidémies entraînaient un lent déclin de la ville, qui n'avait plus que 21 000 habitants en 1870.



Economie

Les secteurs

Diyarbakır est une ville à fort potentiel pour les investisseurs étrangers, de par ses qualités propres mais aussi sa position au sein du GAP. Néanmoins sa situation économique actuelle est difficile.

Il ya environ 190 entreprises industrielles à Diyarbakır. Les zones industrielles sont généralement situées dans le centre, mais aussi dans les villes proches comme Ergani, Silvan, Çermik, Bismil, Lice et les districts de Cinar. Les matières premières nécessaires à l'industrie sont en général produites à proximité de la ville. Les principaux secteurs industriels sont : l'agro-alimentaire, la chimie et la plastique, le textile, les machines, la pierre et de l'industrie du sol, le bois et les produits forestiers (en particulier le marbre, le basalte et le travertin).

Certaines usines, comme l'usine publique de tabac, ont fermé leurs portes dans les années 1990 à cause du conflit, entraînant une forte baisse de l'emploi industriel.

Agriculture

L'agriculture est un pan important de l'économie de la ville. Le blé, l'orge, les lentilles, le coton et le riz sont produits aux alentours de la ville. Les fruits et légumes proviennent en général des petites exploitations des jardins de Hevsel, mais du fait de techniques obsolètes (notamment pour l'irrigation) et de risques sanitaires, cette production n'est pas exportée.

Economie informelle

L'économie informelle n'est pas connue avec précision faute de statistiques. Néanmoins elle est très visible : le thé et surtout les cigarettes de contrebande sont très répandus.

Chômage et pauvreté

23% de la population de Diyarbakır n'a aucun revenu du travail. La majorité de ces personnes (52%) sont des migrants. Seulement un quart des 18 - 64 ans ont un emploi salarié stable (6,5% de femmes, 58% des hommes).

21,5% des migrants ont été déplacés en raison du conflit. Les familles sans revenu vivent pour la plupart à Bağlar (49%). 22% vivent à Yenişehir, 12% vivent à Sur et Kayapınar. Ces taux ne mesurent pas la pauvreté relative, mais bien absolue, les quartiers plus peuplés étant donc forcément plus représentés.

Tourisme

Comme vu précédemment l'Anatolie est passée sous domination de nombreuses civilisations dans son Histoire. Diyarbakır est un point de rencontre entre ces civilisations, et un grand nombre de sites historiques l'attestent (châteaux, caravansérails, ponts, mosquées, églises ...). Les coutumes locales accroissent l'intérêt culturel de la ville, offrant de nombreuses possibilités de tourisme. La visite de sites naturels exceptionnels et le tourisme d'affaire constituent une autre part importante du tourisme à Diyarbakır. En 2004, 121 907 touristes domestiques et 11 027 touristes étrangers se sont déplacés à Diyarbakır. En raison du conflit, de nombreux pays ont inscrit la zone comme dangereuse, limitant, au-delà des problèmes d'infrastructure, la venue de touristes étrangers.



Portrait de Diyarbakır

Sociologie de la ville

Indicateurs		Turquie			
		1990		2000	
		Diyarbakır	Turquie	Diyarbakır	Turquie
1	Croissance démographique (%)	31,70	21,71	21,87	18,28
2	Densité (habitant/km ²)	71	73	90	88
3	Taille moyenne des ménages	6,9	5,0	6,8	4,5
4	Taux de fertilité	4,7	2,7	4,5	2,5
5	Nombre d'élèves par professeur (lycée)	15	13	21	16
6	Alphabétisation (%)	56,26	80,49	69,59	87,32
7	Nombre de lits d'hôpitaux par 10 000 habitants	427	454	473	433
8	PIB (par habitant) (\$)	1 908	2 655	1 313	2 146
9	Taux de chômage (%)	11,5	5,4	14,2	8,9
10	Nombre de voitures personnelles par 10 000 habitants	86	292	205	896

Pauvreté

Une enquête a été menée par l'association «Sarmaşık» sur la pauvreté urbaine à Diyarbakır. Elle fut conduite dans quatre quartiers particulièrement pauvres de Diyarbakır (Gürdoğan à Yenişehir, Fatihpaşa à Suriçi, Huzurevleri et Peyas à Kayapınar et Körhat à Bağlar).

Dans ces zones, plus de trois quart des ménages vivent sous le seuil de pauvreté (environ 500 TL en 2007), et la plupart des travailleurs gagnent moins que le salaire minimum (630 TL en 2011). Si dans la grande majorité des ménages au moins un membre travail, 15% sont totalement sans emploi. De plus, les emplois disponibles pour les plus pauvres sont en général de mauvaise qualité: la moitié d'entre eux avaient un emploi temporaire, travaillant dans la construction quelques jours par mois, dans les champs ou dans la rue. Pendant l'été, de nombreuses familles quittent la ville pour le dur travail des champs, et beaucoup d'enfants ratent la rentrée.

Selon cette enquête, le premier besoin de la population est la nourriture, ce qui a conduit l'association à créer une banque alimentaire. Face à une forte demande, elle ne peut accepter que des familles au chômage, et aide en priorité les familles monoparentale avec enfants.

Cette enquête a montré que près de 30% de la population de ces quartiers est illétre, et que dans les ménages, 78% d'entre elles étaient des femmes. Une majorité de filles en âge d'aller à l'école n'y sont pas envoyées en partie parce que, après l'école primaire, le coût de l'éducation augmente sensiblement (livres, cahiers), mais aussi (20% de cas) pour des raisons "culturelles", certains ménages ayant déclaré qu'il était honteux d'envoyer ses filles à l'école. Toutefois, cette tendance est à la baisse, et les filles sont de plus en plus nombreuses à l'école.

La pauvreté est également liée à la migration. Une majorité de ces populations provient de zones rurales et fuyait le conflit. En arrivant sur le marché urbain de travail, leurs compétences agricoles deviennent inutiles. Par conséquent, les enfants doivent souvent travailler. En 2003, 30 000 enfants travaillaient dans les rues de Diyarbakır, un tiers d'entre eux n'allait plus du tout à l'école, et une majorité était aux prises avec une dépendance de drogue (prenant en compte le tabac).

Dans ce contexte de grande pauvreté, la priorité des habitants est de posséder une maison (la moitié d'entre eux sont propriétaires). Cependant beaucoup d'entre eux n'ont pas de titre de propriété légal, et peuvent vivre dans des conditions insalubres. Pour l'autre moitié des habitants, en location, les prix varient essentiellement entre 50 et 150 TL par mois.

La maison type dispose de 3 chambres, avec accès à l'eau et l'électricité. Le bois est la principale source de chaleur. 90% des ménages possèdent une télévision et un réfrigérateur, mais seulement la moitié un four, un lave-linge ou un téléphone. La plupart des gens ont exprimé un incomfort dans leur logement (80%), mentionnant l'absence d'assainissement, l'exposition aux risques sociaux et l'absence d'un environnement agréable.

Le principal service réclamé par la population est l'ouverture de formations professionnelles dans leur quartier.

Leur vision de l'avenir est sombre, la plupart d'entre eux ne s'attendent pas au moindre changement dans leur situation.

Migrants

51,6% des immigrants ont mentionné les conflits régionaux comme la première raison de leur déplacement. 30,5% ont cité des raisons économiques (mais plus que de trouver des opportunités dans la ville, les gens fuyaient une économie rurale gravement endommagée, soumise à un embargo, l'interdiction d'utiliser les pâturages et des restrictions à la mobilité). 14,6% ont cité les possibilités d'éducation. Parmi les ménages déplacés entre 1990 et 2000, la principale source de revenu était l'agriculture et l'élevage (92,5%), rendant leur quête de travail en milieu urbain particulièrement difficile.



Compulsory Migration



Population

Diyarbakır l'une des villes les plus peuplées de Turquie, et la troisième la plus dense du sud est anatolien, avec en moyenne 90 habitants au km².

Diyarbakır représentait 1,4% de la population nationale en 1950, et 1,9% en 1990. En 2008 sa population totale (aire urbaine) était de 1,5 million d'habitants, soit 2% de la population nationale. Le taux démographique de la ville a toujours été supérieur à celui du reste du pays.

Cette concentration de population s'explique premièrement par l'exode rural, qui s'amorça progressivement au début du XXe siècle. Le monde rural, organisé autour de l'élevage, s'est effondré avec l'interdiction de la transhumance en 1987,

entraînant de nouvelles migrations. Dans l'Anatolie du sud est, on considère que 380 000 personnes ont fui leur village pendant le conflit [Stéphane de Tapia, CNRS], avec la destruction d'environ 3500 villages.

Lors des 6 dernières années, l'accroissement de population à a été multiplié par 5,1, lorsque pour le reste du pays ce taux était multiplié par 3,4.

La période entre 1965 et 1970 était celle de la plus rapide croissance de population pour la ville, avec un taux de 40‰.

A partir de la seconde moitié des années 1980, la ville connût une immigration massive. Mais alors que les migrants s'installaient dans la ville, les anciens habitants la quittèrent massivement, les taux d'immigration et d'émigration se compensant presque (il faut aussi compter dans ce taux d'émigration les nouveaux migrants qui ne s'installent que temporairement à Diyarbakır). Si les migrations de Diyarbakır vers les autres villes turques s'enclenchèrent dans les années 1950, les années 1980 et 1990 marquent une très forte accélération.

Ce processus d'immigration et d'émigration combinée transforma en profondeur les caractéristiques sociales et culturelles de la ville. Cette immigration massive de ruraux pauvres posa de nombreux problèmes à la ville, ces migrants ne s'assimilant pas au mode de vie urbain, vivant dans des zones semi rurales précaires, et les infrastructures se révélèrent insuffisantes.

		Population totale (million)	A l'intérieur de districts métropolitains (%)	Croissance démographique (%) (1997-2008)
	TÜRKIYE	71.52	75.0	13.10
1	İstanbul	12.70	99.0	9.76
2	Ankara	4.55	96.6	18.23
3	İzmir	3.80	90.9	15.03
4	Bursa	2.51	87.9	27.52
8	Gaziantep	1.61	87.5	32.91
11	Diyarbakır	1.49	70.4	21.75

Source: TÜİK (ADNKS 2007 ve 2008)

Ordre	Ville	Population (totale)	A l'intérieur de districts métropolitains (%)	Taux de croissance annuel (‰) (2007-2008)
1	Gaziantep	1.612.223	87.5	32.91
2	Şanlıurfa	1.574.224	56.3	33.02
3	Diyarbakır	1.492.828	70.4	21.75

Selon les données de 2008, 76% de la population de la province vivent en ville. Le ratio des zones urbaines aux zones rurales est de 70,4%. Les quatre municipalités du district représentent de 55% de celle de la province, avec une augmentation marquée entre 1990-2000.

Cette croissance démographique fut bien supérieure à la moyenne turque. Nous avons vu qu'elle ne provient pas de l'immigration, compensée par une forte émigration ; alors d'où vient-elle ? Elle s'explique en fait par un taux de fécondité très élevé. Si la fécondité est en baisse dans l'ensemble de la Turquie, elle reste à des taux particulièrement forts à Diyarbakır (4,5 enfants par femme, contre 2,5 en Turquie).

La population de Diyarbakır se différencie des autres villes turques par son extrême jeunesse : les 0-4 ans représentent 12% de la population, les 5-9 ans 13%, les 10-14 12% et les 15-19 11% .

Couplée à la pauvreté et au chômage, cette situation génère beaucoup de problèmes sociaux : le travail des enfants, en particulier dans les rues, le manque de places pour l'éducation, l'absence de perspectives ... Ces problèmes peuvent conduire à la délinquance, la toxicomanie, la violence, les grossesses précoces, des problèmes sanitaires du fait de conditions de vie insalubres.

49,3% de la population de la ville sont des femmes. Selon les enquêtes, les femmes se marient entre l'âge de 10 ans (minimum) et de 23 ans (en général le maximum). 75,2% des femmes se marient quand elles ont entre 10 ou 17 ans et le reste se marie avant 23 ans.

Density of the districts

Les densités évoluent fortement en fonction des quartiers. Alors que certaines parties de Surici ou de Baglar dépassent les 900 habitants par hectare, le quartier de Yenisehir se situe entre 100 et 250 habitants / ha, et le quartier de Dicle Kent, développement plus récent, a une densité inférieure à 100 hab/ha.

Les nouveaux quartiers, consomment beaucoup plus d'espaces et empiètent sur les terres agricoles. Les parcelles sont en général occupées à 40% par des espaces verts et des services. Les nouvelles implantations, sur l'autre rive du Tigre, ont également une densité faible, faites de logements individuels. L'urbanisation de Diyarbakır est caractérisée par un fort étalement urbain. L'aménagement est rendu plus difficile, avec des infrastructures coûteuses, un système de transports compléxifié, et un risque de ségrégation sociale accru.

Les caractéristiques de l'habitat

La structure quantitative et qualitative des logements dressent un bon panorama de la structure sociale de la ville. En 1995, la taille moyenne des ménages était de 6,1 personnes par logement, nombre qui s'est accru depuis (6,8 personnes par foyer en moyenne en 2000). Dans le même temps, au niveau national, la moyenne était de 4,5 en 2008.

Les foyers sont constitués pour plus de la moitié par 6 à 10 personnes, pour 40% entre 1 et 5 personnes, et pour 5% de plus de 10 personnes.

Migrations

La démographie des villes turques est fortement impactée par les migrations.

Deux grandes époques caractérisent les migrations turques. La première, de l'après guerre aux années 1980 est une migration des campagnes vers les villes essentiellement. La seconde, jusqu'à nos jours, se fait majoritairement entre les villes. Les taux de migration entre les villes est presque deux fois plus élevé que celui entre zones rurales et urbaines.

Comme vu précédemment, les phénomènes migratoires à Diyarbakır sont particuliers. Les populations rurales ont massivement afflué vers la ville, et pourtant le solde migratoire est négatif depuis les années 1960, connaissant une chute entre 1985 et 2000. Entre 1995 et 2000, Diyarbakır est une des villes turques où l'émigration est la plus forte.

Si beaucoup de nouveaux venus quittèrent la ville rapidement après leur arrivée, c'est avant tout la population d'origine de la ville qui émigra sur cette période, s'installant pour la plupart à Istanbul, et dans les grandes villes du pays. Les immigrants ont donc d'une certaine façon remplacé la population au fur et à mesure.

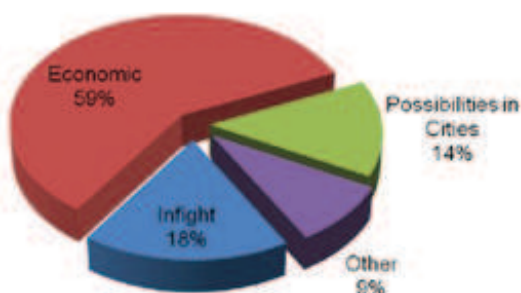
Sociologie des migrants

Le changement rapide de population à Diyarbakır fut la cause de problèmes économiques et sociaux.

La plupart de la population qui s'installa à Diyarbakır était pauvre, pour beaucoup des paysans sans terre chassés des campagnes par la politique de destruction de villages. L'arrivée de cette nouvelle population transforma en profondeur les caractéristiques sociales de la ville.

Cette population pauvre issue d'Anatolie du sud est se retrouve dans le reste de la Turquie. La majorité des enfants travaillant dans les rues d'Istanbul en sont issus. Poussés par le conflit et le chômage, beaucoup de ces enfants de migrants vivent dans des conditions précaires et n'ont pas accès à l'éducation.

The Reasons of the immigration to Diyarbakır



Portrait de Diyarbakır

Modes de vie

Les habitants de Diyarbakır passent beaucoup de temps en hors de chez eux. Les cafés, rues et parcs sont très vivants. Dans les quartiers populaires, et en particulier en été, beaucoup d'habitants passent la journée dans la rue, devant chez eux.

Certains quartiers, en particulier Ofis (et «Sanat» Street), centre de la métropole, regorgent de cafés, restaurants et magasins, bondés de jour, et vivants la nuit. Les cafés sont un lieu majeur de socialisation, en particulier pour les jeunes. On y rencontre ses amis pour boire un thé, jouer au backgammon ou fumer le narguilé.

Les centres commerciaux sont situés à proximité des nouveaux quartiers, au nord ouest du centre.

Le tissu social est très développé à Diyarbakır. La vie de quartier est riche, les voisins d'invitant pour dîner ou boire le thé. Il est plus courant d'inviter chez soi plutôt qu'à l'extérieur.

Les espaces verts de Diyarbakır

Lors des longues journées d'été, les rues sont désertées. Par contre une fois le soir venu, la vie reprend ses droits et les parcs se remplissent. Ils sont très populaires à Diyarbakır, et il n'est pas rare d'y croiser des familles jusqu'à une heure avancée de la nuit. Les parcs permettent aux habitants de sortir de chez eux, de socialiser et d'avoir un contact avec la nature. Les espaces verts peuvent être publics, semi publics, détenus en partie par un café ou un restaurant par exemple, voire entièrement privatisés.



Vivre à Diyarbakır



Les quartiers et la structure de la ville

Le centre-ville occupe une superficie de 598ha et compte 66 500 bâtiments. Les études portant sur la vieille ville révèlent une organisation spatiale d'origine romaine, caractérisée par une structuration autour d'un axe nord-sud (cardo) et d'un axe est-ouest (decumanus), menant à quatre portes. Le réseau des routes secondaires est organisé de manière fragmentée et hétérogène. Certaines rues, sur lesquelles se trouvent des maisons à façades en bois, témoignent d'une organisation de type médiéval.

24% des habitations sont situées dans l'intra muros. Les autres habitations se situent dans les 15 autres quartiers qui se sont formés après 1930. La densité de population, qui était de 13 personnes par km² en 1927, peut atteindre jusqu'à 90 personnes par km² de nos jours. Dans le centre-ville, ce chiffre s'établit autour de 15 personnes par km².



L'expansion de la ville au-delà de ses murs débute avec le plan d'urbanisme de 1937, qui crée une première banlieue au nord ouest de la vieille ville. En parallèle à ce premier développement, le Ministère de la Défense décide d'installer une garnison militaire sur deux zones au nord-est, ainsi qu'un aéroport militaire au sud-est de la ville. Dès son commencement, l'expansion de la ville s'est faite sur un axe nord-ouest, une tendance confirmée par le plan d'urbanisme de 1965 qui absorba les périphéries de la ville (Bağlar). L'urbanisation explose dès le début des années 1980 et les efforts de planification urbaine entrepris peinent à y faire face. Un quartier résidentiel, comprenant des immeubles de 7 à 14 étages, se développe depuis les années 1990 au dessus de l'axe routier est-ouest. Sur la rive droite du Tigre, le campus universitaire n'utilise seulement qu'une petite partie de des terrains disponibles, qui appartiennent à l'Etat.



Plan des quartiers

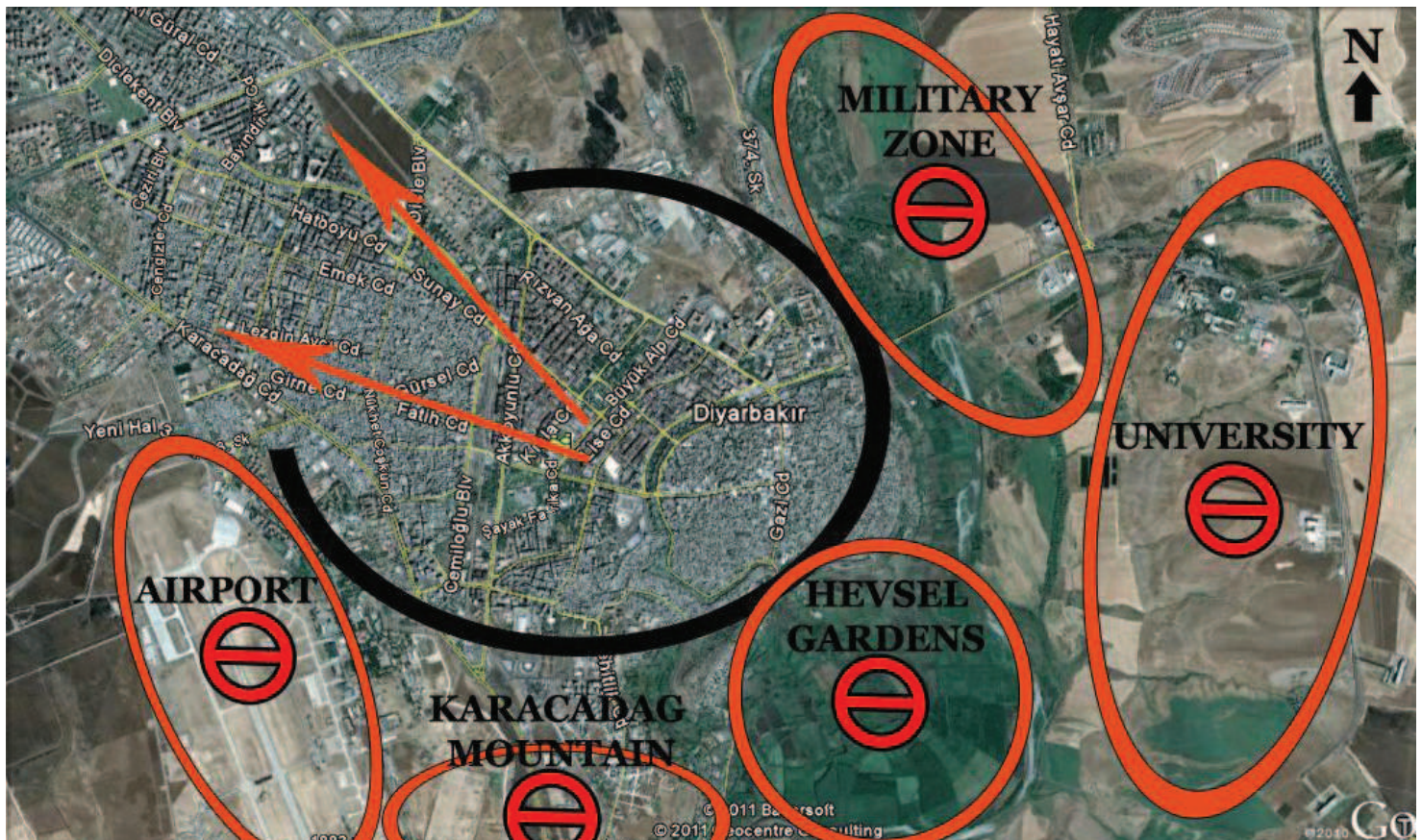
Structure des quartiers

La raison pour laquelle Diyarbakır s'est agrandie très rapidement ne tient pas seulement à sa position centrale dans la région, mais également au fait qu'elle a connu une forte immigration pendant les années 1990. Les études menées sur Diyarbakır montrent que les quatre districts de la ville sont très différents quant à leur organisation spatiale et quant à la répartition de la population en leur sein

Le développement de l'urbanisation à

La géographie (la rivière du Tigre, la topographie), l'histoire (les murs de la ville), les choix d'urbanisme (zoning, plan d'aménagement) ainsi que les investissements ont tous contribué à façonner la structure de la ville. Les murs de la ville représentent à la fois un héritage historique et architectural important ainsi qu'un repère qui influence la configuration de l'espace.

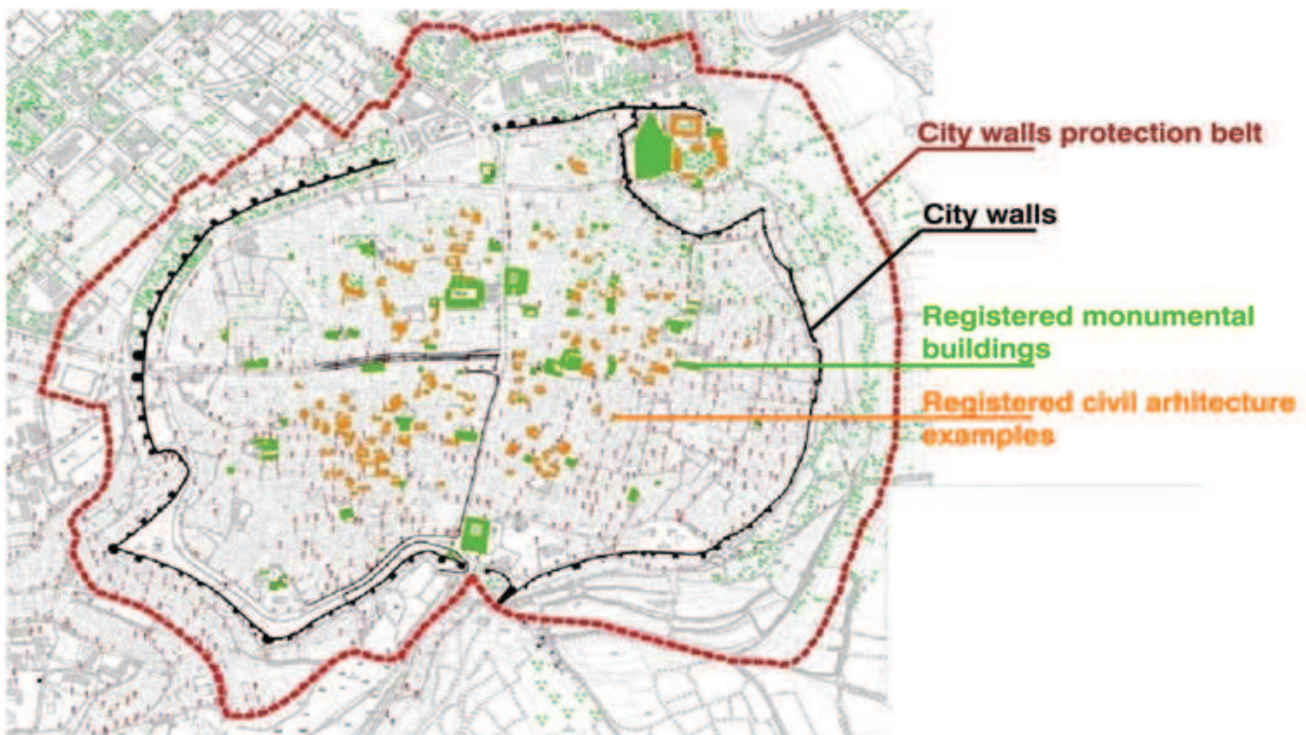
Diyarbakır, située sur un plateau à l'ouest de la vallée du Tigre, a poursuivi son expansion spatiale vers le nord et le nord ouest, faute de pouvoir se développer sur les collines de l'autre rive pendant la période ancienne.



Districts

Suriçi (centre historique à l'intérieur des murs de la ville) a conservé une identité architecturale et une structure traditionnelle. Bien que le quartier ait évolué et se soit transformé à plusieurs reprises, il est toujours un témoin de l'histoire de Diyarbakır. La vieille ville, entourée par les murs de la ville, est aujourd'hui délaissée. Il existe pourtant des plans d'action cherchant à protéger le quartier, mis en oeuvre par des entrepreneurs privés sous le contrôle de la municipalité. Le premier plan d'action, fut élaboré en 1990, mais il a été jugé inadapté et d'une trop faible ampleur. Il a été remplacé par un nouveau plan en 2008. Ce dernier prévoit de maintenir la population à un niveau stable (en ne favorisant pas la construction de nouveaux bâtiments), tente d'établir un standard quant aux façades des immeubles (la tailles des portes et des fenêtres par exemple), encourage l'utilisation de matériaux en harmonie avec l'identité du quartier, souhaite créer des ceintures vertes à 50 ou 100m des murs de la ville, cherche à empêcher le développement de logements illégaux (c'est le cas du projet TOKI dans le quartier d'Alipaşa) et cherche enfin à renforcer la qualité des maisons et des infrastructures.

Le quartier de **Yenişehir**, qui débute au delà des murs et est délimité par une ligne de chemin de fer à l'ouest, a été planifié selon le concept de la « ville jardin » et s'est développé de manière méthodique pendant les premières années de la République (1930). A l'origine, le quartier était composé d'immeubles assez bas avec des jardins, des bâtiments et des équipements publics, avant de devenir un centre pour les commerces. Dans les années 1970, ces bâtiments ont été détruits, remplacés par des immeubles de 7 à 14 étages, accroissant la densité du quartier. Ofis, le nouveau centre ville, est situé dans cet arrondissement.



Bağlar, formé après Suriçi et Yenişehir, a connu un développement différent. Le quartier se situe à l'ouest de la gare et est délimité au nord par les voies ferrées et au nord-ouest par l'autoroute. Dans les années 1960, le quartier comprenait de nombreux vignobles, mais à partir de 1963 Bağlar s'est développé sans vision précise et de manière non-coordonnée. Les premières formes d'habitat étaient des gecekondus, remplacés progressivement par apartkondu et des barres d'immeuble avec l'immigration. C'est un des quartiers les plus en difficulté de la ville, compte tenu de son manque d'infrastructures et de sa forte densité.

Un développement urbain similaire peut être observé dans le quartier de **Şehitlik**, au sud-ouest des murs de la ville, ainsi que dans le quartier de Ben-u-Sen et dans la zone industrielle. Ces quartiers se sont développés sur des espaces publics non-occupés ou sur des parcelles détenues collectivement. Dans ces quartiers, les constructions sont généralement des gecekondus dépassant rarement plusieurs étages. Aujourd'hui, les limites extérieures de la ville sont formées par des constructions parfois formelles, et parfois sauvages. Dans la deuxième partie des années 1990, les quartiers de Seyrantepe et d'Aziziye ont connu une autre trajectoire de développement urbain, avec une construction massive d'habitations destinée à empêcher l'extension des gecekondus. Depuis 1994, 3 586 habitations y ont été construites.

Récemment, et en particulier depuis les années 1990, les projets d'aménagement se sont relocalisés dans le quartier de Kayapinar, situés entre les autoroutes d'Elazığ et de Şanlıurfa. Le plan d'aménagement de 1994 et ceux qui suivirent tentèrent de contrôler le développement des habitations informelles. Diclekent, coopérative de logements de faible densité de population, ainsi que des complexes similaires, ont ainsi été développés pour accroître l'attractivité du quartier et encourager les individus à s'établir dans des logements légaux. Cependant, les plans d'aménagement de 1994 et des années qui suivirent furent plusieurs fois modifiés, et la densité de population du quartier est aujourd'hui trois fois plus élevée qu'en 1984.

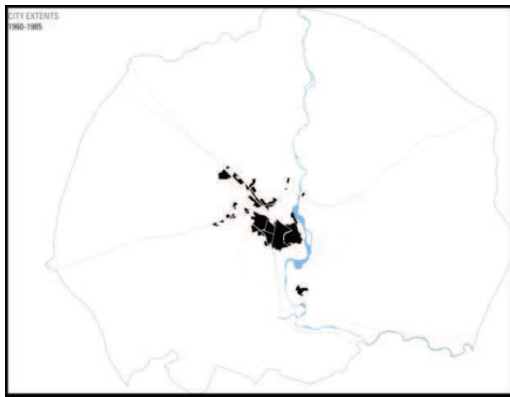
Développement de la ville



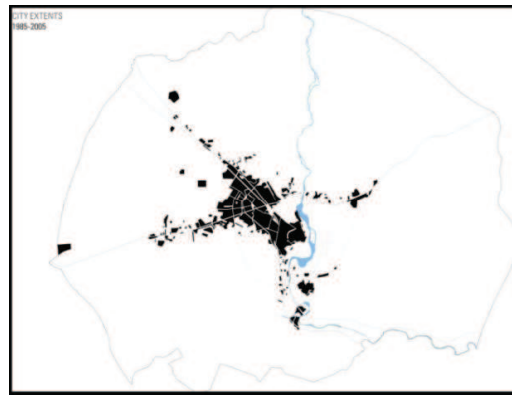
Diyarbakir avant
1930



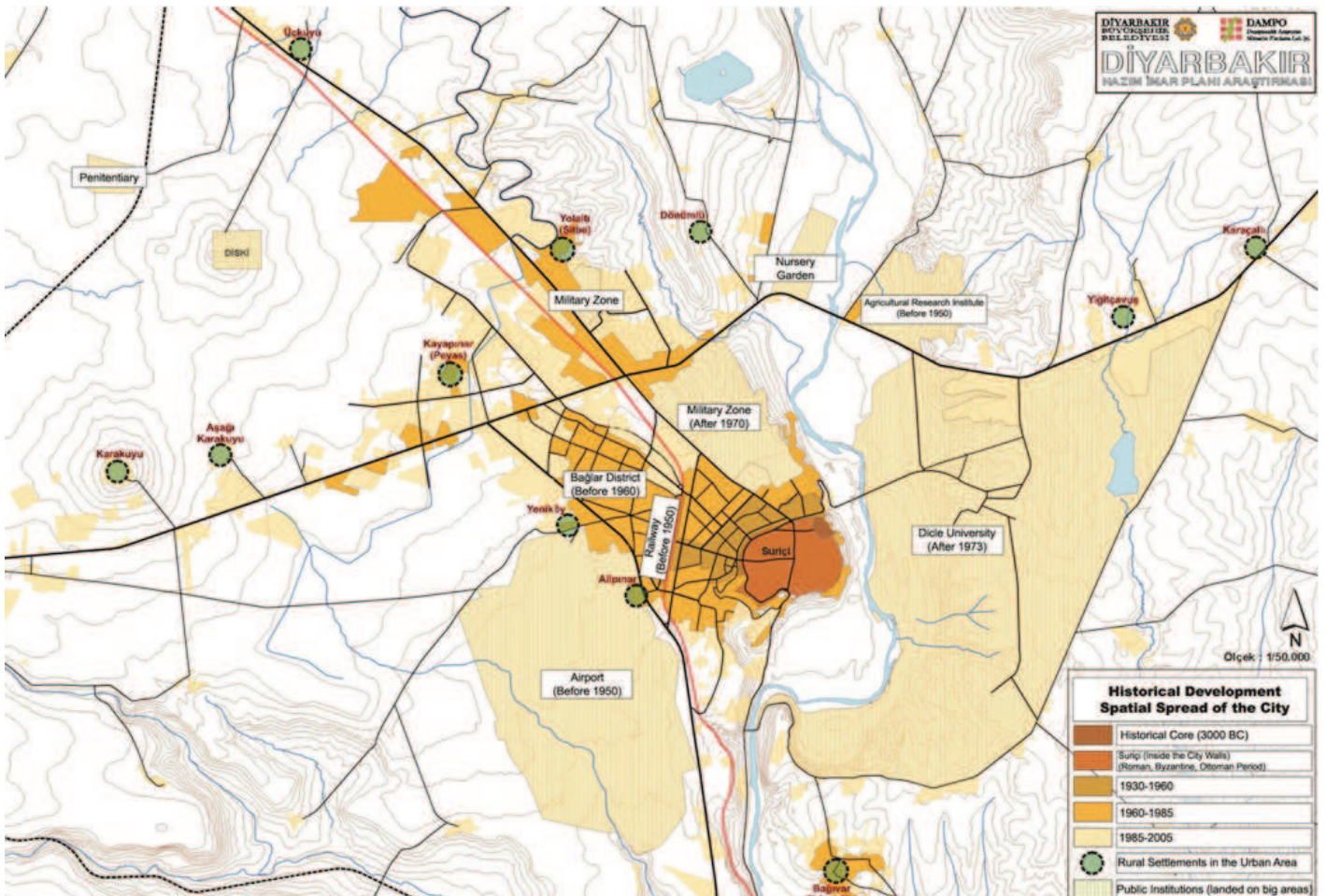
Diyarbakir entre
1930 et 1960



Diyarbakir entre
1960 et 1985



Diyarbakir entre
1985 et 2000

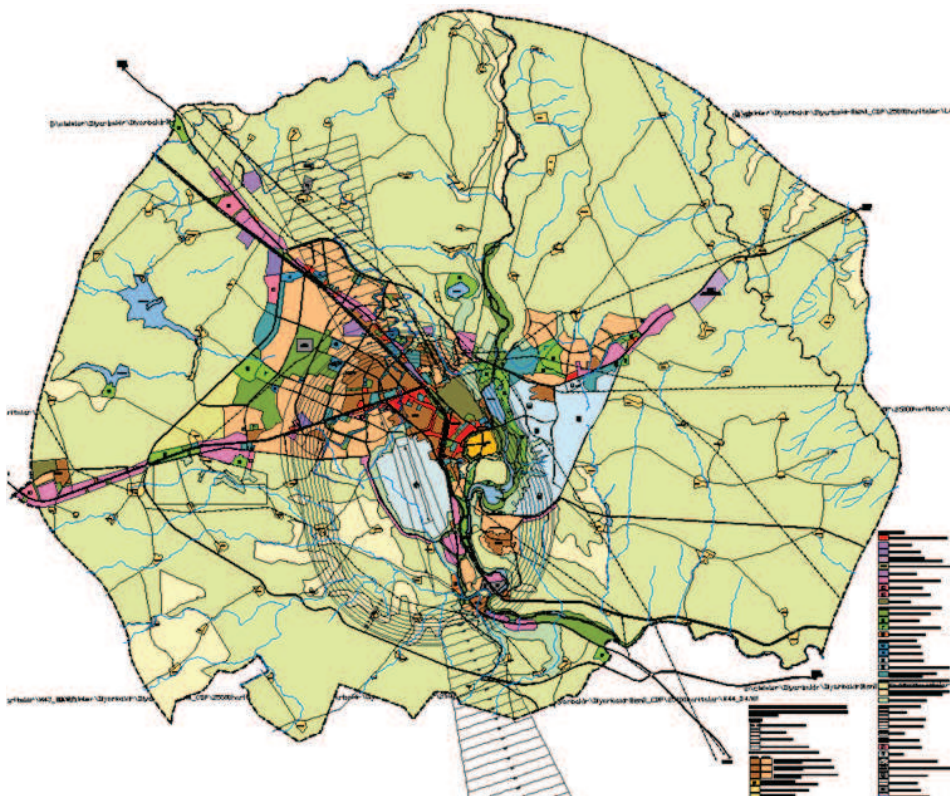


Vivre à Diyarbakir

Les autoroutes de Sanliurfa, Elaziğ, Silvan et Mardin sont les quartiers de la ville les plus attractifs en terme d'accessibilité, et parce qu'ils permettent une multitude d'usages urbains. Les limites de la ville se sont ainsi formées le long de ces axes, au bord desquels on trouve des stations d'essence, des magasins, des zones industrielles ou de stockage, des institutions publiques et plusieurs quartiers résidentiels. Les routes d'Elaziğ et de Sanliurfa présentent de nombreux avantages pour l'établissement de logements, en raison notamment du micro-climat qui y règne.

Les études sur la nature des logements montrent que 42.9% des logements de types barres sont situés dans le quartier de Baglar, 21,4% dans les quartiers de Yenisehir et de Kayapinar, et 14,3% dans le quartier de Sur.

Parmi les infrastructures, la gestion de l'eau est celle qui recueille le plus de satisfaction de la part des habitants. Les égouts, la qualité des routes, la collecte des déchets, les transports publics, l'éclairage public et le manque d'espaces verts sont en revanche insatisfaisants pour une majorité d'habitants.



Masterplan

Le schéma directeur d'aménagement urbain est produit par la Municipalité Métropolitaine et concerne une zone de 20 km de rayon autour du centre ville. Les municipalités de quartiers l'utilisent comme référence afin de produire les plans d'occupation des sols à échelle 1/5000 et 1/1000.

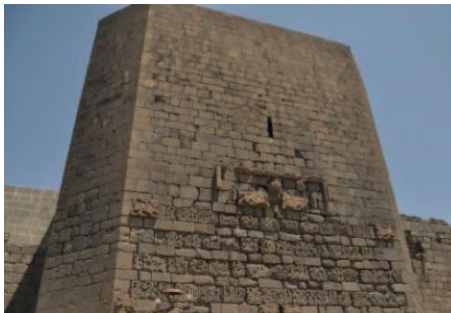
Le dernier schéma directeur a été établi en 2006-2007 afin de répondre aux problèmes auxquels se heurtait la ville (forte immigration, manque d'infrastructures, etc.). A l'exception du plan de protection de Surici), le schéma directeur a été validé en 2008.

Patrimoine culturel

La muraille



Les murs de la ville constituent l'une des réalisations architecturales les plus remarquables de Diyarbakir. Ils sont les deuxièmes plus longs au monde derrière la grande muraille de Chine. La date de leur construction n'est pas établie de manière exacte, mais les tours, les motifs et les tablettes sur les murs nous apportent quelques indices. On sait aujourd'hui que les murs que nous voyons ont été restaurés ou reconstruits durant la période Byzantine. Ces murs sont les témoins du passage de plusieurs civilisations et représentent ainsi un héritage culturel universel. Ils comprennent 82 tours et 4 portes principales. La hauteur des tours varie de 10 à 12 mètres et l'épaisseur des murs de 3 à 5 mètres. Les tours les plus populaires sont les tours de Keci, Yedi Kardesier et de Ben-U-Sen.



Il existe trois entrées principales dans la muraille

La porte de Kharput (ou porte de Dağ)

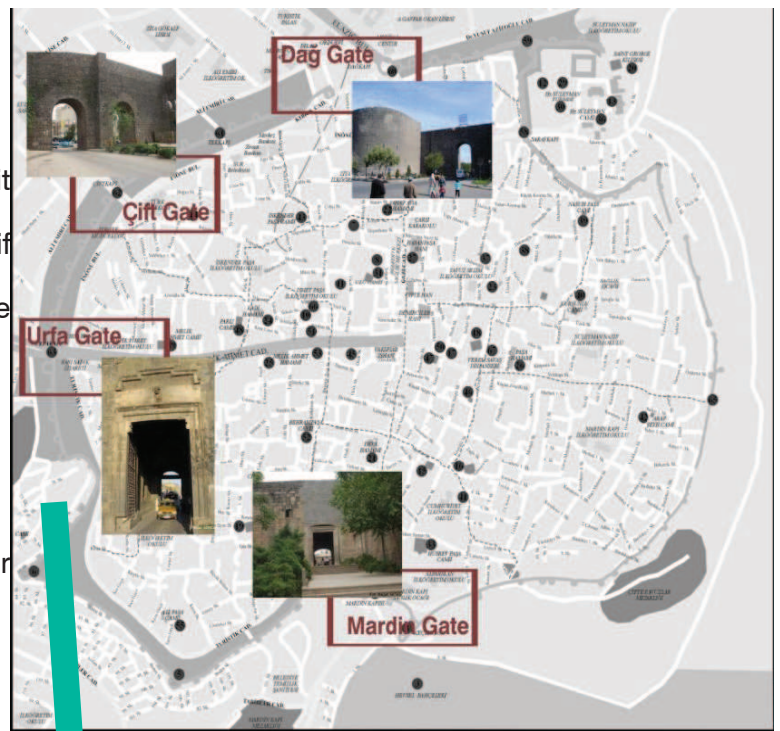
Longue de 300m, située au nord, elle est le produit des démolitions entreprises en 1931, dans l'objectif d'aérer la ville, et arrêtées par l'Etat (suite au tirage d'alarme de l'architecte Albert Gabriel).

La porte de Mardin

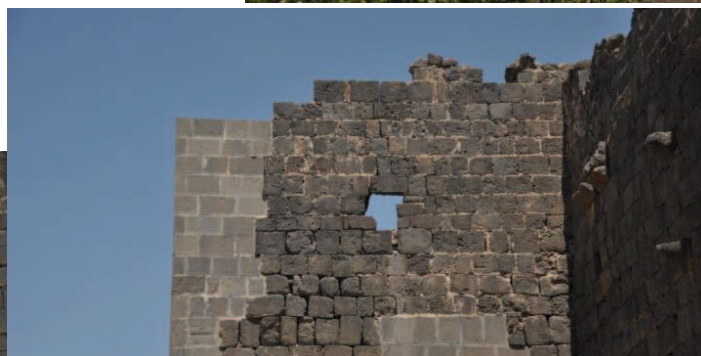
De 50m de long et située au sud, elle fut créée pour faire passer une route

La porte Yeni

Sur 200m de long, située à l'ouest, cette porte fait suite à la destruction d'une partie de la muraille par un séisme.



Les «rénovations» de la muraille



Vivre à Diyarbakır

Logement

Histoire du logement à Diyarbakır

La métropole de Diyarbakır est formée par 15 districts, 13 sous-districts et 826 villages. Selon le plan de la municipalité, l'occupation du sol se définit ainsi :

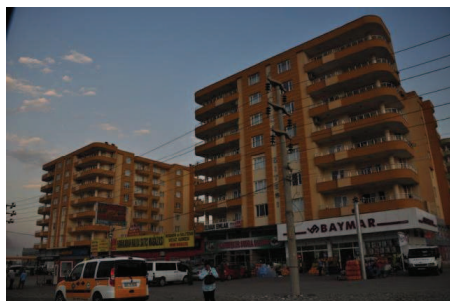
- Zones d'habitation 598ha - %9.8
- Zones commerciales: 20ha - %0.33
- Zones industrielles: 227ha - %3.72
- L'Université: 2700ha - %44.26
- Espaces verts: 13ha – %0.21
- Espaces sociaux et culturels : 50ha - %0.82
- Zones militaires: 1275ha - %20.90
- Espaces vides: 98ha – %1.61

La population de la ville continue d'augmenter, notamment en raison du fort taux de natalité des femmes. Le risque d'une explosion de la demande de logements en fort, surtout si les jeunes commencent à quitter le foyer de leurs parents.

Les logements informels se sont étendus au nord, au nord-est et au nord-ouest de la ville après 1950. A l'origine, ces quartiers étaient constitués de nombreux espaces verts et d'immeubles ne dépassant pas les 2 étages. Ces derniers ont ensuite été démolis pour laisser place à des bâtiments de dix étages. A Diyarbakır, 52% de la population habite dans des immeubles, 24% habitent dans des maisons privées d'un étage seulement, 21.6% dans des maisons privées de deux ou trois étages, 0.9% dans des bidonvilles, 0.8% dans des villas de luxe et 0.1% dans des logements fournis par l'Etat ou bien par une entreprise à ses salariés (lojman).



Logements à Suriçi (vieille ville)



Logements sur la route d'Urfa



Logements à Ben U Sen

Les logements illégaux représentent un problème considérable à Diyarbakır. 22.9% des logements de la ville sont illégaux et leurs habitants ne bénéficient ainsi d'aucune sécurité. Les quartiers de Yenisehir et Kayapinar sont particulièrement touchés. 37.7% des maisons illégales d'un étage, 16.3% des maisons illégales de deux ou trois étages et 18.2% des appartements illégaux sont situés à Yenisehir.

La taille des logements est répartie comme suit :
51.4% des logements ont une superficie de 1 à 100m²,
46.2% des logements de 101 à 200m²,
2.1% de 201 à 300m²
0.3% de 301 à 400m².

54.2% des logements ayant une superficie de 1 à 100m² sont situés dans Yenisehir.

Propriété des logements

59.3% des logements de Diyarbakır appartiennent à leurs occupants. 8.5% appartiennent aux membres de leur famille et pour lesquels les habitants ne payent pas de loyer.

32.9% des habitants payent un loyer et le reste des habitants vit dans des habitations pour lesquelles ils ne payent rien car ils connaissent le propriétaire, ou parce qu'ils décident de squatter de logements. 49.5% des habitants sans revenus sont «propriétaires» (formalisé ou non) de leur propre logement.

Le chauffage des habitations

35% des habitants utilisent le charbon, 22.9% le chauffage central, 20.8% utilisent le chauffage électrique, 19% des chauffages au bois, 0.4% utilisent l'air conditionné, 1.4% le gaz naturel et 0.3% des cuisinières à gaz. 0.2% des habitants ne peuvent pas chauffer leur logements.

Caractéristiques des logements

88% des logements ont des toilettes à l'intérieur de leur logement. 7.6% ont des toilettes privées situées à l'extérieur, 2.8% ont des toilettes dans la salle de bain, 0.4% ont des toilettes extérieures à partager avec d'autres habitations et 0.2% n'ont pas de toilettes.

92% des logements ont une salle de bain à l'intérieur, pour 1.4% agrémentée d'une baignoire. Pour 5.1% des logements elle est située à l'extérieur mais reste privée, 0.4% l'ont à l'extérieur mais la partagent avec les voisins et 1.3% n'ont pas de salle de bain.

91% des logements disposent d'une cuisine, 3% utilisent une partie d'une pièce comme cuisine, 3% l'ont à l'extérieur, 0.4% les partagent avec des voisins et 2% n'ont pas de cuisine.

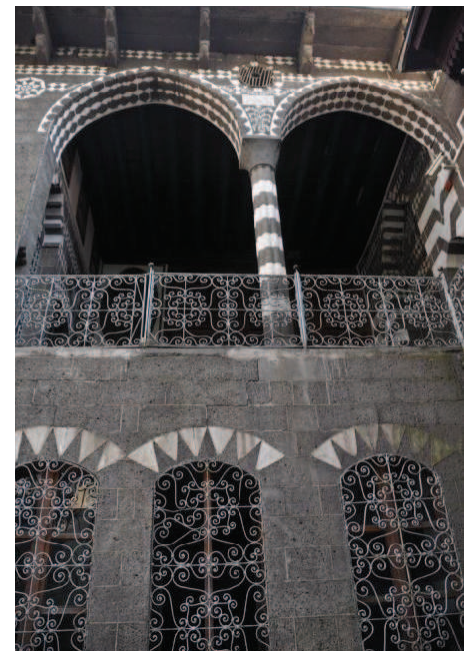
Certains logements de Diyarbakır reprennent des traditions rurales. Les villageois construisent généralement des maisons de deux étages autour d'une cour afin de pouvoir garder le matériel ainsi que les animaux entre les murs. Le rez-de-chaussée est généralement occupé par les animaux et les maisons sont, autant que possible, construites sur des surfaces planes. A l'origine, elles étaient construites en pierre ou en terre séchée, mais elles sont désormais faites de béton ou de briques. En milieu urbain, ces immigrés ruraux reproduisent généralement ce type d'habitat.

Caractéristiques de l'architecture traditionnelle

Les habitations traditionnelles de Diyarbakır figurent en haut de la liste du patrimoine architectural traditionnel de la ville, et ont une histoire pouvant remonter jusqu'à 5000 ans. La plupart d'entre elles ont été construites en pierres de basalte noir, mais celui-ci n'est parfois utilisé que pour les fondations (pour l'isolement) et les étages supérieurs sont construits en bois ou en briques.

Il existe deux types de pierres de basalte utilisées dans la ville.

Le premier est facile à extraire et à travailler et est communément appelée « pierre féminine ». Elle est utilisée dans chaque cour, afin de permettre l'évaporation et la circulation de l'air frais. La pierre « mâle » est quant à elle plus dense, utilisée plus rarement et toujours accompagnée de pierres « femelles ». Les murs de la ville, les mosquées et les « hans » sont tous construits en basalte, qui est généralement le matériau de base des bâtiments de Diyarbakır. La ville tire d'ailleurs son nom de la couleur de cette pierre. Sur les murs également, les couleurs blanc et noir sont utilisées de manière bien distincte.



Matériaux et techniques de construction

Les techniques et matériaux de construction traditionnels ne sont plus utilisés, au profit du béton et de techniques plus modernes. Cependant, en raison du manque de travailleurs qualifiés, les techniques de construction mélangent parfois la tradition et les savoirs modernes. La brique est le matériau le plus commun pour les gecekondus car les habitants peuvent se la procurer pour un moindre prix auprès des usines où ils travaillent. La plupart des maisons sont construites sans poutres ni traverses et sont soumises au risque sismique.

Le logement traditionnel de Diyarbakır, qui s'est adapté aux conditions géographiques et climatiques de la ville, est fait de basalte noir, construit autour d'une cour et dispose d'un toit plat. Ce type de logements traditionnels peut être vu dans le quartier de Surici. Il existe également quelques logements fabriqués en « adobe », un matériau moins cher que la pierre ou le béton, fait de sable, d'argile et d'eau.



Production «d'adobe»



Utilisation du bois, de briques et de béton combinés



Transformation des gecekondu et zones de protection

A côté des murs de la ville se sont développés des quartiers formés par les migrants venant des villages (quartiers d'Alipaşa après 1945, Kore, Kibris, et Abdaldede après 1955). Les gecekondu sont situés près du quartier de Baglar au nord, de celui de Seyrantepe au nord-est près de la rivière au sud et dans la zone des quartiers de Ben-U-Sen à l'ouest.

Les quartiers de Ben-U-Sen et de Dicle sont situés dans les zones vertes (vignobles ou jardins potagers) autour de la ville. Ces quartiers sont en mauvais état et les infrastructures y sont insuffisantes. Ces habitations occupent généralement des terres qui appartenaient au Ministère du Trésor Public, et qui ont été parcellisées puis vendues.

Après le milieu des années 1980, la réalisation du plan d'aménagement urbain et la rapide croissance de la population modifièrent la donne. Le développement rapide de la ville a contraint les décideurs à modifier plusieurs fois les plans d'aménagement. Le TOKI fut le premier à construire des logements massivement, suivi des projets 450 Evler et 500 Evler à destination des populations dans l'obligation de quitter leurs villages. Le projet de Üçkuyu est quant à lui géré par la municipalité.



ÜÇKUYULAR
ET
ŞİLBE
TOKİ



Services urbains

Collecte des ordures

Les municipalités gèrent la collecte et le traitement des déchets. Les déchets domestiques, industriels et médicaux sont collectés et stockés à la décharge située sur la route de Mardin. Familles et enfants récoltent les ordures de cette décharge à ciel ouvert. Les feux constants produisent une fumée qui se répand jusqu'aux villages voisins. Cette terrible situation a poussé la municipalité métropolitaine à réorganiser le système et à mettre en place un projet de nouvelle décharge plus contrôlée. La municipalité tente également de réduire le nombre de déchets à la source en sensibilisant la population sur ces questions. A l'heure actuelle, 0,89 kg de déchets sont produits chaque jour par un habitant. Un système informel de collecte et de recyclage des déchets s'est développé, mais ces initiatives créent également des risques concernant l'hygiène et la santé publique.

D'après les statistiques, les déchets organiques (nourriture, papier, carton, plastique et bois) représentent la majeure partie des déchets solides. Cette situation est assez courante dans les villes pays méditerranéens en raison de leur consommation plus élevée de fruits et de légumes.

Gestion de l'eau

Il existe deux systèmes d'eau potable dans la ville. Le premier est l'exploitation de l'eau de source et des forages, extraite par des pompes submersibles. La source de Gozeli est la plus importante et la plus vieille source de la ville. L'eau qui en provient est stockée et distribuée dans la ville via le Réservoir d'Eau Principal Bağlarbaşı.



En 1995, la Municipalité a créé un opérateur indépendant pour gérer le système d'adduction d'eau. Tout le territoire est ainsi alimenté en eau potable et chaque propriétaire peut demander le raccordement de son logement. Le coût de l'eau est l'un des plus faibles en Turquie. Il est progressif et cherche à encourager les économies d'eau (1,12 TL par m³ d'eau potable jusqu'à un volume de 20 m³, puis 2,5TL/m³ pour un volume allant jusqu'à 30 m³, et 3,03TL au-delà).

Les fuites représentent le principal problème de la Municipalité dans la gestion de l'eau : en 2009, la moitié de l'eau était perdue (notamment en raison de raccordements sauvages).

L'assainissement:

Le Conseil d'Administration de la compagnie hydraulique de Diyarbakır a mis en place le système d'évacuation des eaux usées de la ville, qui fonctionne actuellement à 30%. Les eaux usées domestiques sont collectées par un système de tuyaux de 300km de long et acheminées vers la station de traitement des eaux usées. Le reste des eaux usées ainsi que les eaux de pluie sont collectées séparément dans le district de Surici, qui bénéficie d'infrastructures adéquates. La Municipalité souhaite aujourd'hui étendre la collecte des eaux de pluie à d'autres quartiers de la ville

Electricité

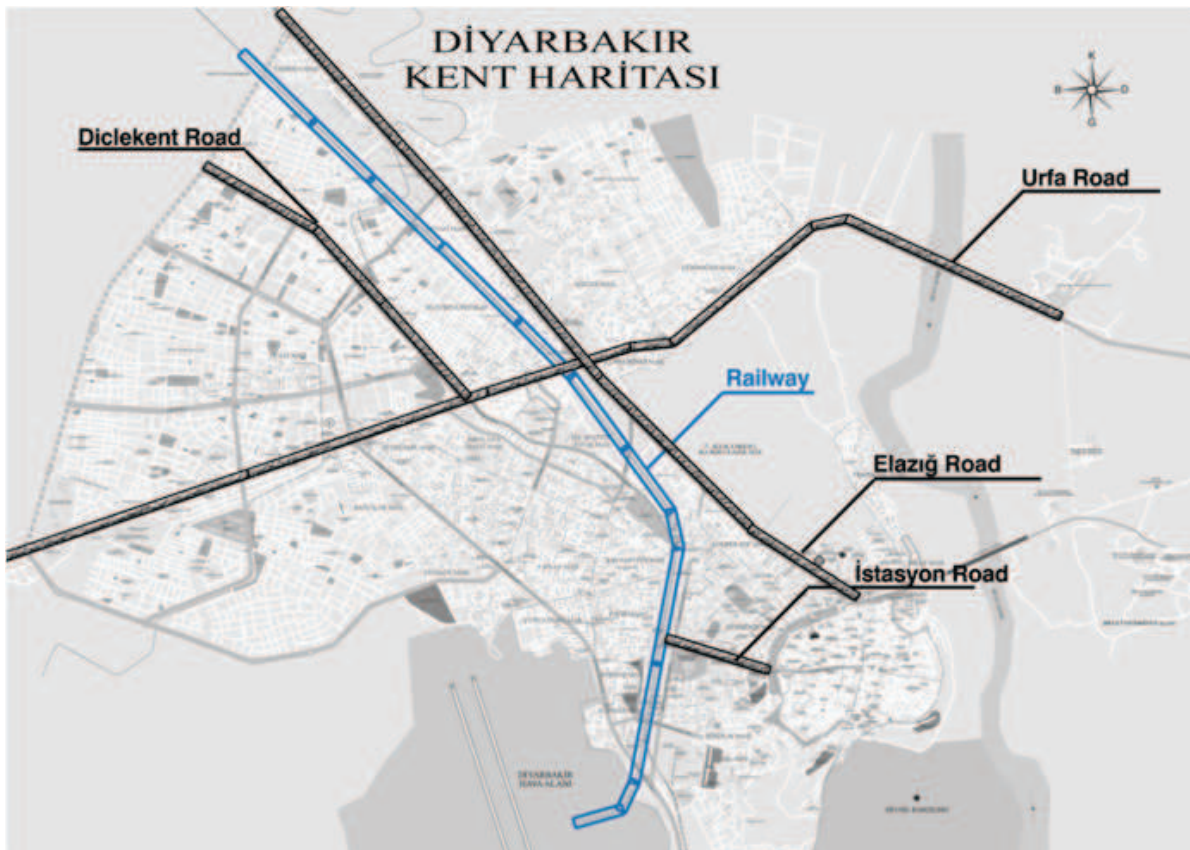
Le système électrique de la ville est géré par une entreprise privée appelée DEDAŞ. Dans certains quartiers (en général les plus pauvres), l'utilisation illégale de l'électricité est une pratique courante

Transports

Diyarbakir est connectée à toutes les communes avoisinantes (à l'exception de Mus) par des routes et autoroutes. Le seul aéroport qui existe à l'heure actuelle est un aéroport militaire, mais les habitants et les responsables réclament un aéroport civil depuis de nombreuses années. Un tel aéroport fait partie des projets du gouvernement, mais n'a pas encore été mis en chantier à l'heure actuelle. L'aéroport se trouve à proximité directe de la ville, ce qui génère de nombreuses nuisances sonores, notamment pour les écoles et immeuble qui le jouxtent (vitres cassées, difficultés à trouver le sommeil, à étudier, etc..)

La Municipalité a actuellement un projet de transport en commun en site propre, qui s'adapterait bien à la morphologie urbaine de la ville. Une ligne unique permettrait le déplacement de la majeure partie de la population. Dans le cadre de ce projet, la gare existante et la ligne de chemin de fer pourrait être exploitée puisque seulement 2 à 3 trains par jour circulent dessus, et que les trains sont peu utilisés par la population (aujourd'hui se sont surtout les plus pauvres qui se déplacent en train). Le chemin de fer, qui traverse la ville et passe à proximité des habitations, pourrait relier l'aéroport au centre de la ville et aux nouveaux quartiers. Le réseau de transports de Diyarbakir est constitué de routes de la ville, des routes principales, secondaires et tertiaires et des routes de villages. Les routes principales sont : la route d'Elazig, la route d'Urfa, la route de Mardin et de Silvan. Les routes d'Elazig et de Silvan sont des axes essentiels de circulation à l'intérieur de la ville. D'autres axes majeurs de transport sont les routes de Gevran, Gazi, Ekinciler et Istasyon. En plus de ces routes, des axes secondaires permettent une bonne desserte des zones d'habitation et aux alentours de la gare. Les routes provenant des différentes portes de la ville sont connectées à un système de transport extérieur plus vaste. L'axe principal connecte le quartier de Suriçi au nord et au sud.

La typologie de ces routes change dans les quartiers de Yenisehir et de Baglar pour ressembler d'avantage à un réseau en damier. Dans le quartier de Kayapinar en revanche, il existe un système de transports radial, concentré autour de la route principale Elazig-Sanliurfa. Les routes tertiaires sont celles du centre-ville ou les lieux d'habitations, et permettent la desserte de ces zones.



Traffic à pied

A Diyarbakır, plus de la moitié des trajets sont effectués à pied. Les rues les plus utilisées par les piétons sont les rues Gazi et İnönü dans le quartier de Suriçi, la zone de Balıkcılarbasi ainsi que les rues Ekinciler et les routes secondaires qui s'y rattachent dans le quartier de Yenisehir. Les habitants ont pris l'habitude de s'y déplacer à pied en raison de la concentration dans ces quartiers des fonctions centrales ainsi que des emplois, avant que la ville ne s'étende et gagne les périphéries. Depuis ce phénomène, et le développement des habitations le long des routes d'Elazığ et d'Urfa, les habitants ont commencé à utiliser leur voiture ou dolmuş.

Deux-roues

L'usage des deux-roues (vélo, scooter et moto) varie en fonction du climat et de la topographie de la ville considérée. A Diyarbakır, l'utilisation du vélo est tout à fait possible et bien que le vélo soit également une activité de récréation et de pratique sportive, les études montrent que les habitants le considèrent avant tout comme un mode de transport.

Taxis

L'utilisation des taxis n'est pas très fréquente à Diyarbakır. Il existe environ 1 800 taxis enregistrés et 150 bornes de taxis. Les taxis utilisent des tarifs fixes en fonction de leur destination, ce qui les rend comparativement moins chers que dans d'autres villes turques et de la même taille que Diyarbakır.



Minibus (dolmuş)

La majeure partie des habitants se déplacent en minibus. Il existe environ 300 dolmuş, transportant environ 200000 passagers par jour (en 2005). Les dolmuş sont organisées en quatre différentes coopératives et fonctionnent sur quatre lignes principales, déclinées en 32 trajets différents. Un trajet en dolmuş coûte 1.25 TL et représente le moyen le plus simple de se déplacer. Aucun plan des lignes de dolmuş n'a encore été édité par la Municipalité, mais il existe des signes et panneaux dans les rues.

Bus privés ou gérés par la ville

Les bus sont détenus par deux coopératives et par la Municipalité. Il est nécessaire d'avoir une carte de transport spéciale pour les utiliser (certains conducteurs acceptent que des passagers payent directement dans le bus, mais cela n'est pas toujours le cas)



Conclusion

Diyarbakır est une ville forte de potentiels (patrimoine culturel riche, espaces verts, position géographique etc), mais aussi des faiblesses (poids du conflit, situation en Turquie, grande pauvreté, etc.) conduisant à un retard de développement

ANALYSE SWOT

Structure Socio-economique

	Forces	Faiblesses
	<ul style="list-style-type: none"> • Développement des services • Bon réseau de transport • Richesse historique et culturelle • Tourisme culturel important • Sources naturelles, champs agricoles, sous-sol riche, importantes reserves hydrauliques pour l'irrigation • Champs fertiles aptes à l'irrigation • Une population très jeune • Mise en oeuvre de projets en faveurs des personnes en difficulté • Mis en oeuvre de projets en faveurs du tissu local d'entreprises 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés pour attirer l'attention des investisseurs de la région • Manque de gisements d'emploi • Insuffisance des infrastructures industrielles capables d'avoir un rayonnement international • Manque de main d'oeuvre qualifiée • Taux de chômage important • Grandes poches de pauvreté • Importation de difficultés issues du mode de vie rural par les migrants • Manque de structures d'accueil pour les touristes • Manque de coordination entre les autorités et les entreprises • Manque de capacités pour aménager la ville
	Opportunités	Menaces
	<ul style="list-style-type: none"> • Située sur le territoire du plus grand projet de développement régional du pays • Visibilité concernant ses problèmes urbains et régionaux • Existence de plans de coordination avec les ONG, d'un Agenda 21 local ... • Compétences de planification 	<ul style="list-style-type: none"> • Non perçu comme un centre pour la région par l'Agence de développement régional et la Région • Risque important d'instabilité politique dans la zone • Vagues supplémentaires d'immigration et exode rural à prévoir dans le cadre des politiques agricoles actuelles • Evasion des capitaux • Taux de croissance démographique très élevé

Ressources naturelles et structure spatiale

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> • La «macroforme» de la ville avec au centre son coeur historique • Protection des sites naturels, comme le Tigre ou les jardins de Hevsel • Développement d'industries le long de la route principale • Trafic peu dense que ce soit en ou aux abords de la ville • Risque sismique limité • Sous les seuils de pollution de l'air, de l'eau et sonore • Existence de terrains appartenant au domaine public dans les zones d'extension de la ville • Production synchronisée du schéma directeur et de l'aménagement des transports 	<ul style="list-style-type: none"> • Zones d'habitat très denses et de qualité faible • Infrastructures et services sociaux insuffisants • Zones d'habitat informel et/ou de mauvaise qualité • Ruelles étroites et cul-de-sacs ne menant nulle part • Manque de transports en commun • Manque d'espace disponible en centre ville • Manque d'espaces naturels
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> • Possibilités d'utiliser des terrains publics • Possibilité de «verdure» les projets et d'améliorer la qualité de l'environnement urbain • Extension de la zone de compétence de la municipalité sur les espaces ruraux • Possibilité de faire face aux problèmes environnementaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Menace continue d'occupation des terrains publics par des igecekondü • Appui artificiel à l'emploi dans la construction • Utilisation de zones agricoles pour des activités non agricoles • Capacité de certaines institutions centrales d'empiéter sur les compétences d'aménagement de la ville

Portrait de Ben U Sen



Histoire et Géographie du site

La tour de Ben u Sen, la plus célèbre tour des murailles, a été construite à l'époque ottomane. A partir des années 1960, cette zone a été investie par des migrants provenant de milieux ruraux. Situés à proximité de la vallée du Tigre et des jardins de Hevsel à l'est et au sud, ces nouveaux habitants avaient la possibilité de continuer à vivre de l'agriculture, produisant des légumes ou élevant du bétail. La forme d'habitat des migrants a toujours été le gecekondü, qui rapidement se sont concentrés à Ben U Sen, ces migrants reformant des communautés issues d'un même village.

Le peuplement et l'urbanisation se sont grandement étendus jusqu'aux années 2000 où, utilisant l'ensemble du terrain disponible, le quartier atteint la taille de 36ha. Il est limité au nord par la muraille, à l'ouest par les immeubles de Şehitlik, au sud-ouest par des écoles, par deux cimetières au sud-est, et au sud par les jardins de Hevsel. Ces jardins, installés dans une zone de culture millénaire, n'ont jamais été urbanisés, conservant l'espace entre ville et campagne.



Lorsque les premiers migrants arrivent à Ben U Sen, ils s'installent dans un espace agricole. Jusqu'au début du Xxe siècle, Diyarbakir ne sort pas de ses murs, et jusqu'aux années 1970, cet espace est recouvert de bois, d'une rivière coulant à son centre, de fermes et de moulins appelés "moulins des arméniens". L'urbanisation commence à cette époque, partant d'abord des murailles, jusqu'à devenir problématique dans les années 1980, la population s'installant dans

un territoire en pente, soumis au ruissellement et difficile à aménager. La rivière, coulant désormais sous le sol, séparait le quartier en deux jusqu'au milieu des années 80. Cet espace est devenu par la suite le centre de Ben U Sen, avec une route principale, des infrastructures (mosquée, école, dispensaire, laverie ...), puis un parc. La plupart des magasins et des cafés sont maintenant installés le long de cette voie principale

Portrait de Ben U Sen

Pendant le processus d'urbanisation de Ben U Sen, les prix du terrain ont considérablement augmenté. Si les premières maisons ont peu coûté, s'installant sur un sol inutilisé et parfois rénovant d'anciennes fermes, l'arrivée massive de migrants dans les années 1980 changea fortement la situation. Le sol commença à devenir rare. Avec le pic de migration dû au conflit dans les années 1990, de nombreuses familles s'installent dans l'urgence. Certains habitants, déjà installés à Ben U Sen et propriétaires de leur logement (régularisés) ont spéculé sur cette détresse. Plusieurs familles pouvaient être contraintes à louer la même maison, avec des loyers en augmentation constante, jusqu'à s'approcher de ceux du quartier d'Ofis (centre ville).

Comme dans beaucoup d'autres «gecekondü», le caractère informel des habitations et l'étalement urbain sont des enjeux. Beaucoup de maisons sont

abandonnés, entraînant un mitage du territoire. L'insuffisance des équipements face à une augmentation non contrôlée de la population conduit à des situations difficiles dans le quartier, avec un niveau de confort très inférieur au reste de la ville.

Il y a 3 949 maisons à Ben U Sen, et un ménage moyen compte sept personnes. Environ 28 000 personnes vivent dans le quartier.

D'autre part ces gecekondü sont pour beaucoup situés juste au pied de la muraille, dans une zone à fort potentiel touristique, limitant l'accès et la vue des tours emblématiques de la ville. Les habitations construites contre la muraille correspondent à la première vague de gecekondü, des maisons de un ou deux étages, alors que dans le reste du quartier nombreux sont les apartkondü, de 3 à 4 étages. On peut expliquer ce phénomène par le fait que les habitants, conscients de la dangerosité des murailles (chutes de pierres) mais aussi du risque d'éviction à ses pieds, n'ont pas investi dans cette zone pour construire des apartkondüs.



Selon le Plan de Protection de la vieille ville (Suriçi), un espace vert 50 mètres de large est prévu de chaque côté de la muraille. L'objectif de protéger les habitations à valeur patrimoniale dans la vieille ville et la muraille : cet espace vert existe déjà du côté de Suriçi. Si le projet venait à voir le jour de l'autre côté, entre la moitié et un tiers de Ben U Sen serait détruit.

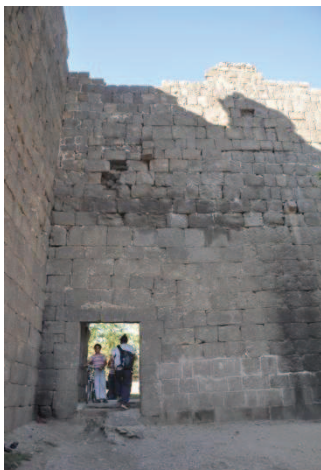


Proposed green belt

Avec le temps et la croissance démographique, les habitants dont les maisons sont situées sur une place importante (comme sur une route principale), ont été soulevées ou transformé en zones commerciales au pied des bâtiments.



Les habitants apprécient la proximité avec la muraille, évitant le passage par les escalier et ayant un accès direct, à travers les différentes portes, à Suriçi. Néanmoins beaucoup d'entre eux sont conscients que les habitations proches de la muraille seront détruites un jour ou l'autre, et risquent de recevoir des chutes de pierres.



Passages à travers la muraille



Ben U Sen est l'un des quartiers socialement en panne de Diyarbakır, avec des familles à très faible revenu, peu d'infrastructures et vivant éloignées des réseaux de transports. Les habitants sont isolés du reste de la ville, le manque de transport public étant extrêmement problématique pour une population possédant rarement un véhicule personnel. Si on exclue la route principale, peu de rues permettent de toutes façons le passage de voitures. Selon l'association de protection de l'enfance «çaça», certains enfants n'ont jamais quitté le quartier. Les Dolmush ne viennent pas ici, parce que, en tant qu'entreprise privée, ils ne s'attendent pas à des rentrées d'argent suffisantes en couvrant ce quartier. Les difficultés financières des habitants s'ajoutent au fait qu'elles

ont vécu le drame de l'expulsion des campagnes, perdant pour beaucoup maison, champ et animaux.

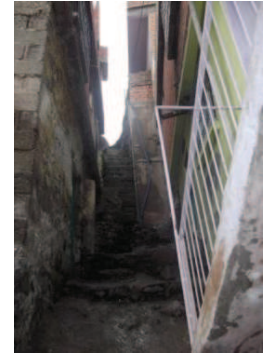
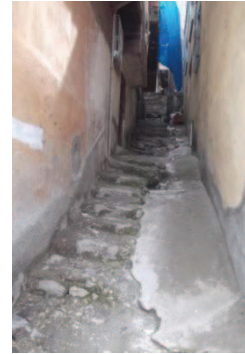
Les habitants font face à une grande pauvreté et au chômage, limitant leurs contacts avec le reste de la ville et ne pouvant pas accéder à un autre type d'habitat. Leurs revenus limités et sporadiques les empêchent très clairement d'avoir accès aux logements proposés par le TOKI, ne pouvant rembourser de façon sûre et continue les emprunts.

La vie sociale est différente à Ben u Sen. Les immigrants cherchent en arrivant à se rapprocher des maisons de leur proche et ont un mode de vie plus "coopératif" partiellement importé de campagnes. Comme la solidarité reste forte à Ben u Sen, ils comptent pouvoir survivre dans la ville en vivant à proximité de ceux qui ont un mode de vie semblable (tandouris partagés, forme de l'habitat etc.). Les migrants ruraux apportent leur culture du tandouri permettant de faire du pain, ou de griller des légumes. Ces tandouris peuvent être situés dans un espace vide entre deux maisons, en face de la maison, dans la rue, dans les jardins, sur le toit ou contre la muraille.

Tandouris



L'objectif du plan directeur élaboré en 1984 était de contrôler la densité de la ville, et la forme de la ville a été façonnée avec l'application du plan directeur en 1985. Cependant, le gouvernement local fait face à des problèmes d'application de ces plans dans toute la ville. Toujours dans la même période, un plan de zonage pour Sehitlik a été réalisé pour arrêter l'habitat illégal et contrôler la densité de la population, mais compte tenu du fort taux d'immigration après 1985, le plan est resté innopérant. Le plan, qui divise u Ben Sen en deux parties de chaque côté de la route principale, n'a pas pu être mis en œuvre à cause de l'enracinement de nouvelles colonies, et de la croissance de la population.



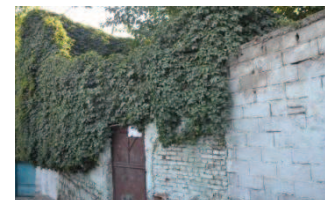
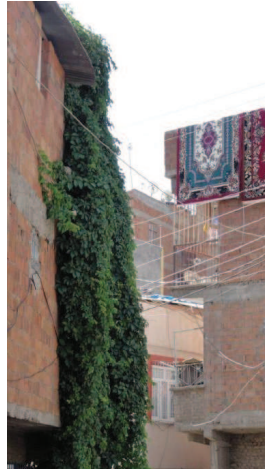
Un des problèmes les plus importants pour les habitants est la largeur de la rue / passages entre les maisons. (1m à certains endroits) Ces passages rendent la vie plus difficile pour les habitants, surtout en cas d'urgence (pour les pompiers ou une ambulance)

Les problèmes déclarés comprennent : la pollution (collecte des ordures limitée), mauvaise infrastructure (les tuyaux pour l'eau potable et des eaux usées placés à même le sol) ou des pylônes électriques inappropriés (situés dans les rues étroites, si près de la maison), le tout causé par l'absence de planification.

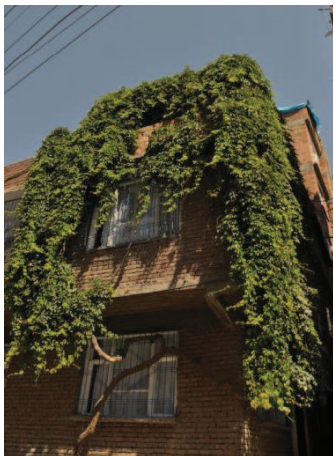


Environnement

Même si les jardins ne sont pas «professionnellement planifiés» dans le quartier (sauf pour le parc central construit par la municipalité), les habitants essaient de donner une meilleure apparence à leurs logement avec l'aide de la nature. La nature cherche à survivre dans ce quartier non planifié et face au nombre élevé de bâtiments.



La plupart des arbres dans les rues sont des mûriers, et les enfants en profitent pour ramasser des fruits frais.



Topographie

Ben U Sen est situé sur une vallée sèche. La différence de niveau est sensible entre les collines et le fond de la vallée.



Espaces publics

Les établissements publics dans le quartier sont; une laverie (nous en parlerons ci-dessous), un centre communautaire, une petite mosquée (Mescit), trois mosquées, une centre de santé, une école maternelle, une école primaire, des cours de menuiserie et un cours de Coran.



La fontaine



Le parc situé devant la laverie



Turgut Özal
Ecole primaire



La laverie

La municipalité de Diyarbakir construit quatre laveries, dans le quartiers les plus pauvres de la ville : Ben U Sen et Aziziye à Yenişehir, Hasırlı et Alipaşa dans Surici (vieille ville). Ils fournissent des installations de blanchisserie gratuitement, mais ont également un rôle important de développement social. Ils sont des lieux où les femmes socialisent, obtiennent un soutien, et où des classes d'alphabétisation sont ouvertes.

Selon le DIKASUM (Centre de Diyarbakir municipalité métropolitaine de recherche et d'application sur les questions des femmes), chaque année plus de 5.000 femmes bénéficient de laveries. Les machines à laver et séchoirs ont été exploités par les femmes issues de 3 696 foyers différents. 9 classes d'alphabétisation ont été ouverts avec la Fondation pour l'éducation maternelle et infantile et les centres de formation publics et 138 femmes ont obtenu des certificats d'alphabétisation. Plus de 2000 femmes ont été dirigées vers des institutions pertinentes, ont obtenu un entretien individuel et des conseils sur la santé, le planning familial, les premiers secours, l'allaitement, les maladies sexuellement transmissibles, la vaccination et le développement des enfants. Elles ont participé à des ateliers de prise de conscience de ses droits organisés conjointement par les institutions civiles telles que l'Agenda 21 local, l'UNICEF, ou d'Amnesty International et 613 maisons ont été visitées pour prêter un soutien social et individuel aux femmes et aux familles face à des événements comme la mort, la naissance, les accident, la maladie.



Portrait de Ben U Sen

Mobilier urbain et structure sociale des rues

Les gens passent leur temps dans les rues devant leurs maisons avec leurs voisins. Les enfants y jouent, les femmes parlent ou nettoient la rue. Puisqu'il y a peu de mobilier urbain, les habitants utilisent les perrons de leur maison.

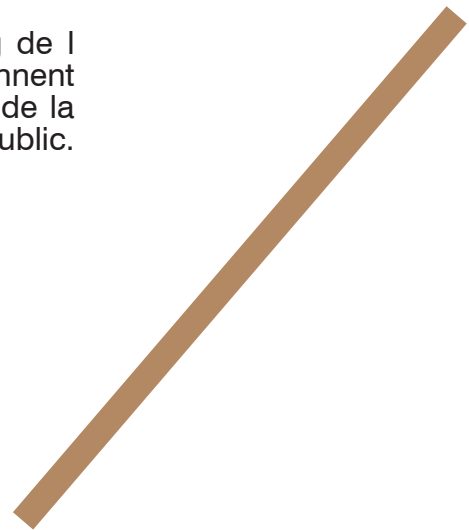
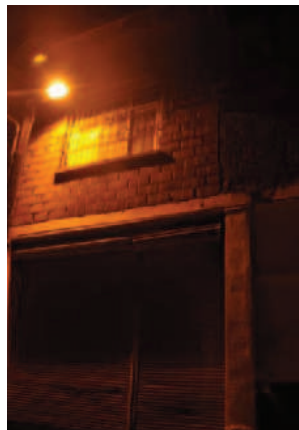
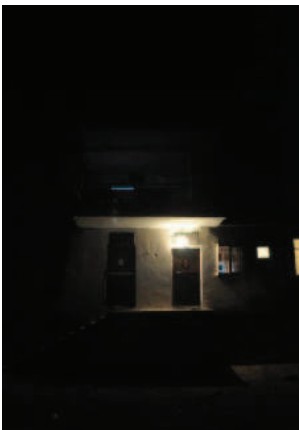


Il y a un grand nombre de rues en escalier dans Ben U Sen, difficiles à gravir pour les personnes âgées.



Ben U Sen de nuit

Le quartier est généralement sombre la nuit. A part le long de la route principale, les seules lumières sont celles qui proviennent des maisons. Cela est également vrai dans d'autres parties de la ville, de nombreuses rues étroites n'ayant pas d'éclairage public.



Sociologie du quartier

Population

La population de Ben U Sen est d'environ 28 000 habitants. Dans le quartier de Sehitlik, la densité de la population est de 210 personnes par hectare. La plupart de la population a un travail sporadique, et les emplois saisonniers sont courants (collecte de fruits et emplois de la construction, l'abattage des animaux, la vente de fruits et légumes dans la rue ou dans les bazars). La population n'a en général pas de couverture sociale en travaillant, et obtiennent donc la carte verte. Cette dernière, réservée aux citoyens les plus pauvres, accord l'accès aux hôpitaux publics. Toutefois il arrive que des habitants n'aient aucune protection sociale, et dans tous les cas l'hôpital public est en déshérence en Turquie, les plus fortunés ayant recours aux cliniques privées.

Les deux tiers des ménages gagnent moins de 500 TL d'un mois, les faisant passer en dessous du seuil de pauvreté, et l'autre tiers gagne généralement moins de 1000 TL. 60% de la population de Ben U Sen est illétrée.

Intégration au reste de la ville

L'intégration du quartier à la ville est limitée. Beaucoup d'habitants ne le quittent que rarement, en particulier les femmes. Le manque de transports en est une cause essentielle. Lorsqu'ils se déplacent, c'est en premier lieu pour travailler. Les habitants peuvent remplir tous leurs autres besoins sur place, et en général aiment ce quartier, ayant accès au marché et vivant à proximité d'amis ou membres de la famille. Leurs principaux reproches face au quartier se portent sur la propreté et la distance des arrêts de bus.

Tissu social

La qualité des relations de voisinage dans Ben U Sen est différente des autres districts de Diyarbakır. Il est communément admis qu'il existe ici une forte relation sociale, les habitants ont tendance à poursuivre leurs habitudes rurales. Mais selon le questionnaire réalisé par la municipalité, seulement 20% des gens partagent certains travaux quotidiens avec leurs voisins, comme laver les vêtements ensemble (10%), sécher des légumes (17%), cuisiner ensemble (9%). Cela démontre que le mode de vie communautaire rural n'est pas strictement répliqué en milieu urbain. Certaines habitudes se perdent. Par contre, la plupart des habitants déclarent passer chez leur voisin régulièrement (75%)

Economie

Les gens de Ben U Sen travaillent généralement

- Dans l'usine de briques
- En tant que travailleur saisonnier : agriculture ou construction
- En tant que vendeur dans les bazars ou dans la rue
- Dans les abattoirs
- Quand ils ont des animaux ils vendent leur viande (découpée illégalement)

Les habitants qui travaillent dans les usines n'ont généralement pas de couverture sociale. Le chômage est si élevé qu'ils risquent leur emploi s'ils en demandent une.



Un abattoir, sous une maison

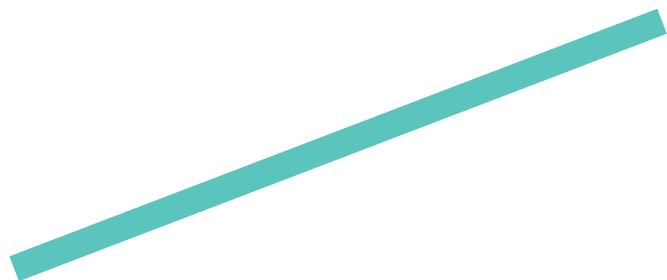
Quel est l'emploi du chef de famille ?	Pourcentage (%)
Absence d'emploi stable	56.4
Vendeur de rue / colporteur	3.4
A la retraite	1.9
Dans le bâtiment	13.6
Commerçant	4.2
Autre	11.0
Cordonnier	0.4

Quel est le revenu total du foyer ?	Pourcentage (%)
0-500 TL	66.3
501-1000TL	30.3
1001-1500TL	2.7

Dans le cas où le chef de famille ne possède pas d'emploi stable, quel était son dernier travail ?	Pourcentage (%)
Travailleur non qualifié	38.3
Vendeur de fruits	33.0
Vendeur de thé	0.8
Ouvrier plâtrier	0.8
Boulangier	0.4
Forgeron	0.4
Peintre (en bâtiment)	0.8
Chauffeur	0.4
Vendeur de rue / colporteur	1.9
Travail agricole	1.9
Travail au marché	0.4

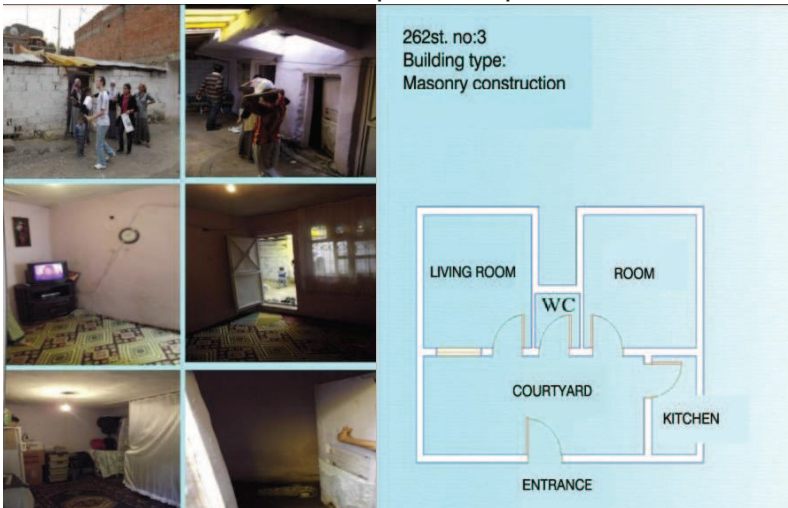


Vivre à Ben U Sen



Logement

Plans de logements (Université de Dicle, faculté d'architecture «Potentiels de renouvellement du quartier de Ben U Sen, Rapport de recherche et d'évaluation»). Autres plans disponibles.



Une vue de la 255e rue



Une vue de la 261e rue

Propriété foncière

Il ya environ 2271 bâtiments et 3949 maisons à Ben u Sen. le foncier appartient soit à la municipalité, soit au Trésor, soit aux propriétaires privés. Selon les informations recueillies auprès de la municipalité, 160 habitants sont devenus propriétaires de leur logement en 1994 suite à une loi d'amnistie. Beaucoup l'étaient déjà auparavant. Selon la municipalité, aucun permis de construire n'a été donné après 1994.



Climatisation d'une maison

Ménages

Deux tiers des maisons sont habitées par des familles entre 5 et 10 personnes. Certaines maisons (20%) comptent deux familles en même temps. 60% de la population est propriétaire, avec des titres de propriété légaux ou non, et 30% sont en location.

Les habitants ont pour la plupart un téléviseur et un réfrigérateur. Les machines à laver et les fours sont également assez fréquentes. Lorsqu'on leur demande s'ils préféreraient vivre dans un autre quartier, 95% des habitants ont répondu oui, en citant Dicle Kent, ou Ofis district. Dans le même temps, nous le verrons plus loin, ils déclarent apprécier leur quartier.

La plupart des logements ont deux à trois pièces, avec une salle de séjour, une cuisine et une chambre. La taille est très diverse cependant: un tiers des maisons sont entre 40 et 70m², un tiers entre 70 et 90m², et le dernier tiers de plus de 90m². Lorsqu'on leur demande s'ils aimeraient changer quelque chose dans leur logement, ils mentionnent en premier lieu le fait d'ajouter une pièce, en second une cour, et finalement d'agrandir les pièces. Le salon est généralement le lieu commun de la famille.

Nombre de personnes dans le foyer	Pourcentage (%)
1	0,8
5	15,5
7	12,5
9	9,5
10	4,5
13	1,5
17	1,1
21	0,4
27	0,4

Nombre de familles dans une même maison	Pourcentage (%)
1	80,7
2	16,3
3	1,9
4	0,8
6	0,4

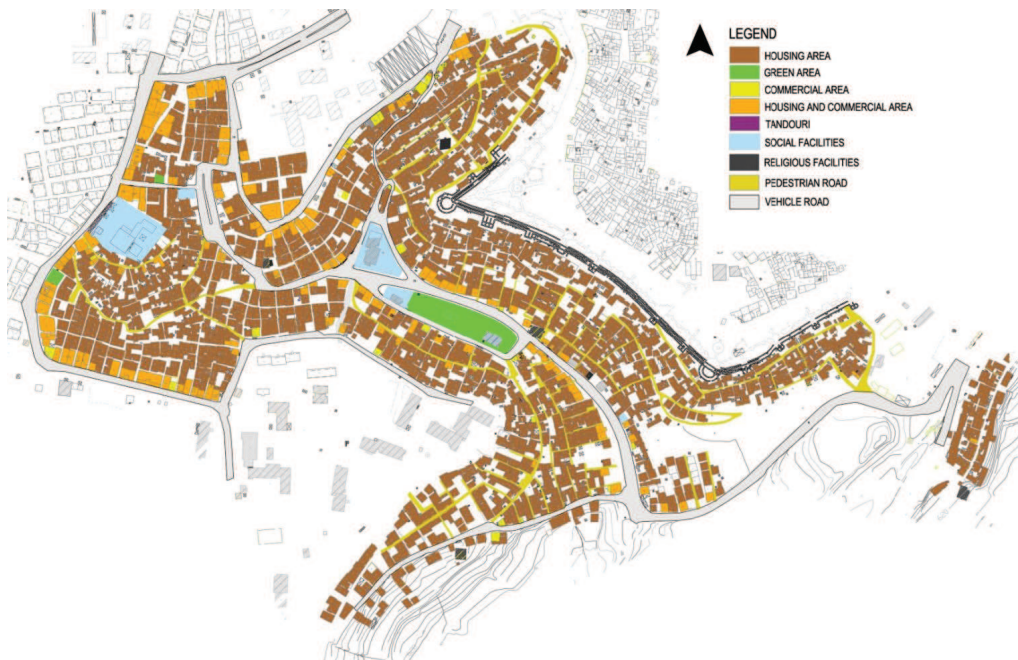
Etes-vous propriétaires ou louez-vous ?	Pourcentage (%)
Propriétaire	63,6
Location	30,7
Occupation gratuite	5,7



Chauffage

Quatre types principaux de chauffage sont utilisés dans le quartier : les poêles, les radiateurs électriques, le bouteilles à gaz et le chauffage central. Selon le questionnaire réalisé par la municipalité, 196 des habitants utilisent un poêle, 128 l'utilisation électrique, 24 des bouteilles de gaz et 18 d'entre eux utilisent le chauffage central.

Les personnes utilisant un poêle ont recours soit au bois soit à du fumier séché pour le chauffage. Ils sont produits pendant l'été et utilisés en hiver.



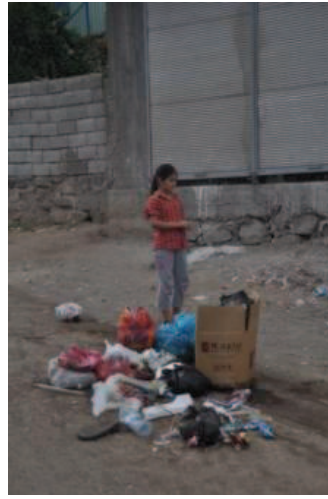
Occupation des sols	Superficie en m ²
Zones d'habitat	31.1139 m ²
Espaces verts	5.251 m ²
Etablissements religieux	1.163 m ²
Ecole primaire	2.565 m ²
Etablissements de santé	704 m ²
Laverie	348 m ²
Zones commerciales	26.881 m ²
Routes	58.506 m ²
Superficie total	411.871 m ²



Services urbains

Collecte des ordures

Les ordures sont collectées par la municipalité de Yenisehir quotidiennement à 10 heures tous les soirs. Les habitants souhaiteraient que la municipalité passe à deux fois par jour, mais les équipes et camions ne seraient pas suffisants. Le service étant limité, et les horaires peu respectés par les habitants, les rues sont généralement pleines d'ordures, et les enfants jouent à proximité.



Électricité

Beaucoup d'habitants se raccordent de manière sauvage à l'électricité, mais aucun chiffre n'est disponible.

Les pylônes électriques situés sur les rues et les câbles (à la fois légaux et illégaux) forment une nappe bouchant la vue et créant une pollution visuelle.

Gestion de l'eau

Le système de gestion de l'eau est problématique dans le quartier : si la majorité des habitants ont accès à l'eau dans leur domicile (une petite part n'ont d'eau que dans leur cour), les entretiens font état de nombreuses fuites dans les logements. Le blocage de la route principale par les ruissellements d'eau a été réglé il y a une dizaine d'années, mais des rues sont parfois inondées. Le ruissellement provenant de zones d'habitat denses en amont et passant à travers les cimetières continue d'alimenter les jardins de Hevsel. Beaucoup d'habitants refusent cependant une intervention de la ville, pensant que cette eau fertilise les sols.



Bus / Dolmush



Transports

Il n'y a aucun autobus ou dolmush passant par Ben Sen U. L'arrêt le plus proche de bus et dolmush à la porte d'Urfa (à 10 minutes de marche du quartier). Motos, vélos et voitures sont utilisés mais restent rares.



Modes de vie à Ben U Sen

Les modes de vie des habitants diffèrent selon le sexe et l'âge. Les hommes partent travailler dans la matinée, ou vont se présenter dans des lieux spécifiques où ils ont une chance d'être sélectionné comme travailleur journalier, en général dans la construction. S'ils ne trouvent pas de travail ils iront dans des cafés jouer aux cartes, rencontrer leurs amis ...

Les femmes sont généralement prises par les enfants et les tâches ménagères à la maison. Certains peuvent travailler à l'extérieur, dans l'usine de brique ou faisant des ménages, mais cela reste rare. Le mode de vie le plus valorisé reste celui de femme au foyer. Dans leur temps libre, elle s'asseillent devant leur maison, vont voir leurs voisins, et parfois s'installent à plusieurs dans les parcs de l'autre côté des murs et boivent du thé. Soit parce qu'elle a été mariée à un homme plus âgé qui est décédé, parce que son mari s'est blessé au travail ou est en prison, de nombreux ménages n'ont pas d'hommes en âge de travailler. Comme vu auparavant, une part importante de la population de Diyarbakir est extrêmement jeune, les migrants ayant des taux de natalité plus élevés. Ces familles survivent grâce aux allocations et à la solidarité familiale. L'allocation vieillesse est de

300 TL pour 3 mois, et les allocation familiales sont de 30 TL par enfant qui va à l'école.

Les enfants vont donc à l'école, ou se rendent à çaça, garderie gratuite avec des classes et activités pour enfants et adolescents. Ils jouent dans les rues et dans les parcs (autour de la muraille voire à Sümer Park). Certains enfants doivent travailler, dans des magasins ou dans la rue, en tant que vendeur à la sauvette, de cireurs de chaussure ou nettoyant les pare brise. Amenés à arpenter les rues d'une ville qu'ils ne connaissent pas, ils éprouvent très jeune le rejet et la discrimination. Selon certains enseignants de la ville, il arrive que ces enfants ne soient pas acceptés à l'école, d'une part parce que la taille des classes est très élevée (il n'est pas rare d'avoir 38 enfants par une classe) et parce que les jeunes garçons sont vus comme potentiellement violents voire toxicomanes.

Les personnes âgées passent le plus clair de leur temps chez eux, sortant pour aller à la mosquée ou la laverie. Les habitants quittent rarement le quartier. Ils sont peu intégrés à la ville, parlent volontiers de Ben u Sen comme d'un village, qu'ils savent considéré comme un lieu dangereux par les autres habitants, à cause des problèmes de drogue et de pauvreté. Plusieurs habitants ont déclaré : «nous sommes pauvres, alors personne ne se soucie de nous».

Entretiens avec les habitants



Pakize Pala

Elle a 73 ans et vit à Ben u Sen depuis 50 ans. Sa maison est au centre du quartier. Elle l'a acheté avec son mari en arrivant, et ils ont vendu des bijoux pour la rénover. Depuis ils ont acheté une maison pour leur fils. L'un d'eux est forgeron. L'autre fait comme son père avant lui, il vend des animaux au bazaar. Son mari ne travaille plus, il est malade, commence à perdre la tête et est souvent violent avec elle. Elle passe le plus clair de son temps à la maison, et vient souvent à la laverie. Elle est satisfaite de l'état de Ben u Sen, bien meilleur comparé à avant. «Maintenant la ville nettoie, et puis il y a la laverie».

Gurbet Tezel

Elle a 10 ans et tous ses amis vivent à Ben u Sen. Elle va à l'école, et depuis plusieurs années va à la garderie de çaça. Elle joue en général dans la rue, achète des bonbons et va dans les parcs. Elle aimerait qu'il y ait un terrain de jeu à Ben U Sen, comme à Sümer Park. Elle aime bien Ben u Sen mais aimerait que ce soit plus propre.





Mme. Livaze

Cela fait 10 ans qu'elle vit à Ben u Sen, dans la partie ouest du quartier. Elle a 3 fils et 4 filles. Une est partie de la maison, donc ils sont maintenant 8 à vivre ensemble dans un 3 pièces. Un de ses fils va aller vivre avec de la famille en ville (Ofis) pour pouvoir aller dans un meilleur lycée. Son mari ne travaille plus, c'est «un fou qui ne fait rien». Il ne laisse pas les filles travailler, donc ce sont les jeunes garçons qui travaillent. Ils récupèrent des ordures dans les rues de la ville, gagnant quelques liras par jour. La famille arrive à payer le loyer et de quoi se nourrir avec les allocations.



Mme. Hatun

Cela fait 21 ans qu'elle vit à Ben u Sen, vers les murailles. Son mari est malade, devient aveugle, et ils vivent avec les allocations. Elle vient souvent à la laverie, mais ne sort plus de chez elle après 6 heures du soir.



Mme. Ösna

Elle a 80 ans et cela fait 30 ans qu'elle vit à Ben u Sen. Ils sont 5 dans sa maison (4 pièces), contre la muraille. Elle sait que compte tenu de sa localisation, sa maison sera détruite un jour. Le précédent maire était venu dans le quartier annoncer qu'ils seraient tous relogés au milieu des années 1990, mais rien n'est arrivé. Elle n'a pas de titre de propriété en bon et du forme, c'est pourquoi elle paye toutes ses factures (électricité, eau) pour prouver qu'elle vit bien ici, et pour être compensée si elle est expulsée. Elle a vu qu'à Ali Pasa des maisons ont été détruites, mais rien n'a été construit à la place. Elle est arrivée à Ben u Sen d'un village proche de Bismir qui a été détruit. Cette maison a été achetée via un membre de la famille, pour un bon prix.

Son mari, qui vendait des fruits au bazaar, est désormais trop vieux pour travailler. Un de ses fils est en prison, à 4 heures de route de la maison, elle ne peut pas aller le voir. Son autre fils est revenu à la maison pour aider la famille. Il travaille comme peintre en bâtiment 10 jours par mois. Il est venu d'Antalya avec sa femme, et rencontre beaucoup de difficultés à vivre à Ben u Sen. Mme. Osna se considère trop vieille pour marcher, donc elle quitte rarement le domicile. Elle trouve qu'il y a beaucoup de problèmes à vivre ici : il n'y a pas de routes, et de l'eau coule du toit. Il ont rajouté du béton et une bâche sur le toit. Elle trouve aussi que le quartier est devenu dangereux. Des jeunes se droguent, se battent ou traînent dans les maisons abandonnées. Une fois elle a trouvé sa maison cambriolée au retour de la mosquée.

M. İrfan

Cela fait 20 ans qu'il vit ici, et il vient de déménager à Bağlar. Il revient souvent à Ben U Sen car la qualité des relations ici n'a rien à voir avec celle du reste de la ville. Il est arrivé avec sa famille dans les années 1990 à cause du garde de village. En arrivant, ayant perdu son champ et ses animaux, il a du partager une maison avec une autre famille, et payer un loyer élevé. Ensuite ils ont déménagé dans une autre maison, y sont restés 4 ans avant d'aller vivre dans une maison avec jardin, au sud du quartier, pendant 10 ans.

Il nous a dit qu'il ne parle pas en général aux délégations comme la notre : cela fait 20 ans que des gens viennent à Ben u Sen, et selon lui rien n'a changé.



Les besoins des habitants

Selon l'étude menée par la municipalité, les habitants de Ben u Sen ont insisté sur les besoins suivants :

- Une collecte des déchets convenable
- Des équipements de meilleure qualité
- Un environnement sain
- Des cours de formation et des équipements de santé ont été demandé en premier, suivi par des services culturels et sociaux
- Besoins principaux : avoir accès à un jardin ou à un champ, à des espaces vacants pour les fêtes et célébrations, une cour pour faire pousser des légumes et agrémenter la vie quotidienne. Une petite minorité des habitants ont des animaux.
- Les enfants veulent en général des parcs et des équipements sportifs dans le quartier.



Ben U Sen – le point de vue d'un artiste, Emanuele Andreoli



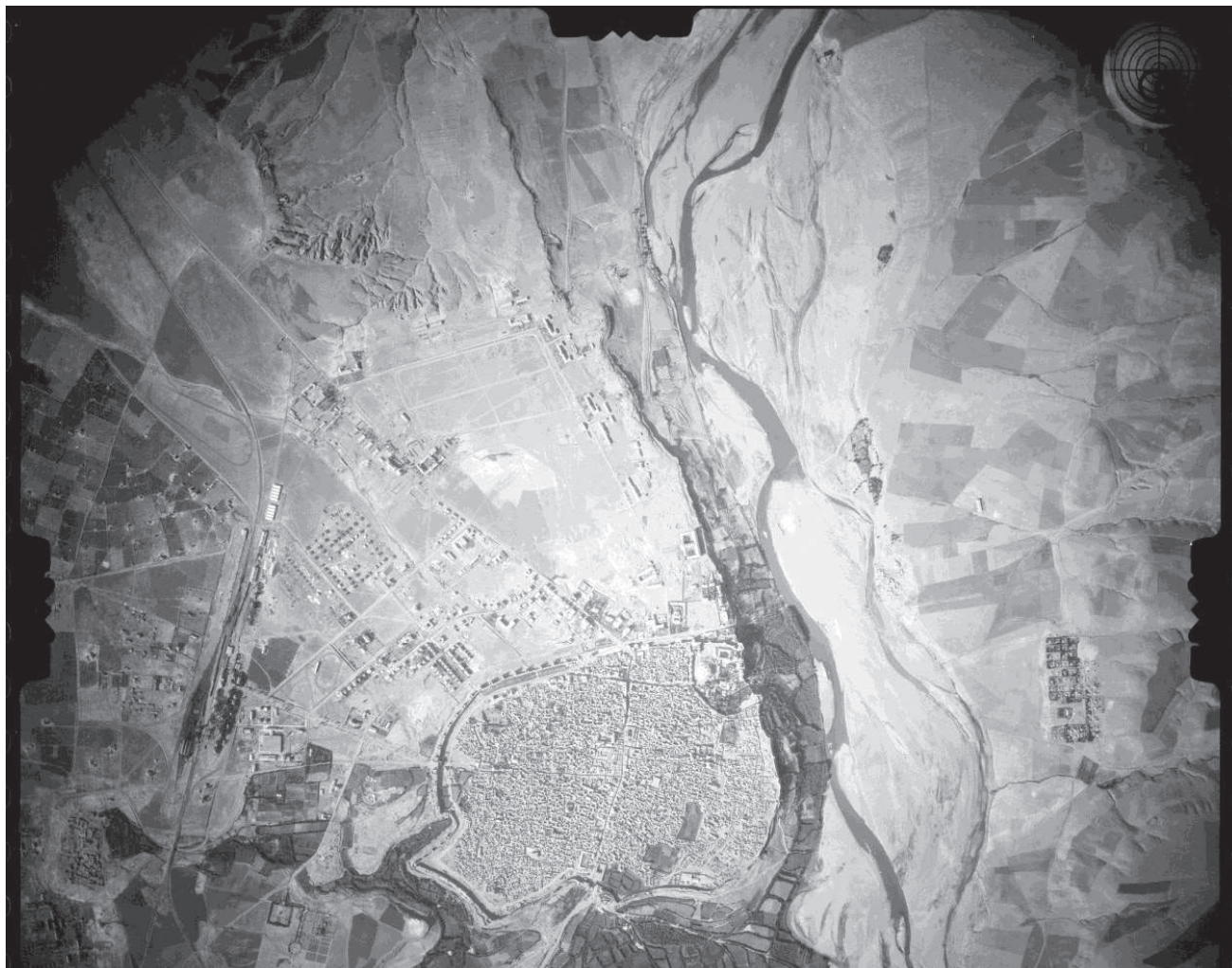
Annexes



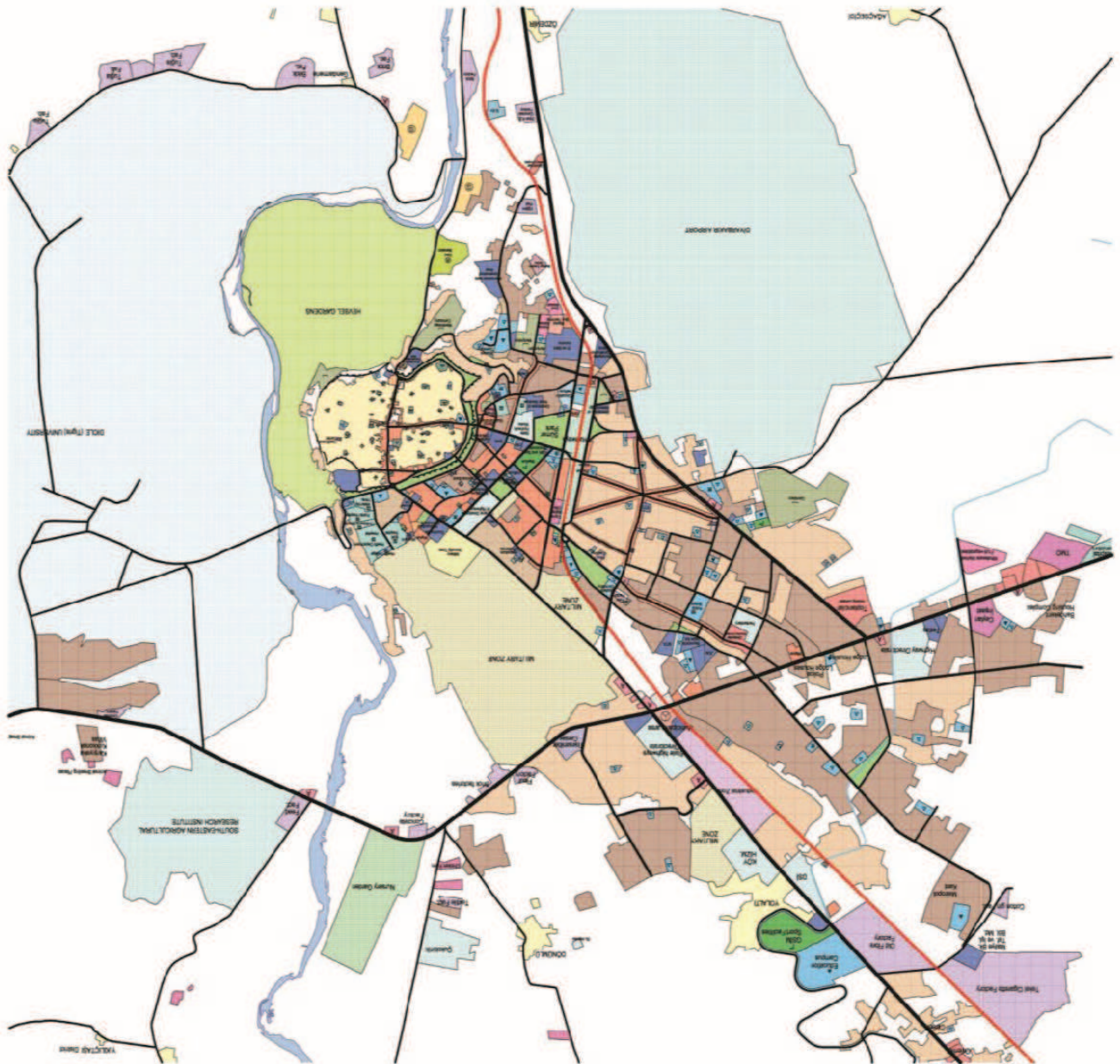
Plan de Ben U Sen



Vue aérienne de Diyarbakir, années 1950



Plan d'occupation des sols de la ville



ANALYSE DE LA STRUCTURE SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTURELLE DE BEN U SEN (Une étude menée par la municipalité)

1- Conditions physique du quartier

Ben u Sen est formé par les immigrants et les familles à faible revenu, et la population est d'environ 20 000 habitants. Le quartier représente donc une partie non négligeable du district de Sehitlik. Ben u Sen, situé juste derrière les murs, dans la partie sud de Diyarbakır, a eu une croissance rapide de sa population.

Le quartier, formé par les colonies illégales de «gecekondu», est confrontée à des problèmes de pollution de l'environnement en raison du réseau routier. Le système électrique est ancien et les coupures de courant fréquentes dû à l'utilisation illégale de l'électricité.

Le type de logement dominant dans le quartier est le gecekondu et beaucoup d'entre eux n'ont pas de titre foncier / certificat de propriété. Les conditions physiques des maisons n'est pas bon et beaucoup d'entre elles ont la salle de bain, les toilettes et la cuisine dans une même pièce. A Ben u Sen, il y a une laverie de la municipalité métropolitaine, une classe de soutien scolaire, un centre de jeunesse de la municipalité de Yenisehir et un institut visant à aider les enfants du quartier, nommé çaça (leur slogan est le sens de l'abréviation: «sous le même toit avec les enfants »)

Une des plus importante source de revenus dans le quartier est l'abattage illégal de bétail.

2- Modes de vie, coopération et relations entre voisins à Ben U Sen

Les immigrants ont essayé de maintenir leur modes de vie ruraux en ville. Par exemple de nombreuses familles font toujours cuire leur pain dans des «Tandor» (un des fours s'est effondré récemment) pour diminuer les coûts. L'élevage est toujours pratiqué, une des seules sources de revenus lorsqu'ils étaient en village, et qu'ils perpétuent en ville.

La coopération et l'unité entre les familles et les voisins continue (en général). Le seul facteur qui limite fortement la coopération est la grande pauvreté. Aujourd'hui, cambriolages et vols à la tire sont les problèmes dont se plaignent le plus le voisinage.

3- Relations intra-familiales

Le problème le plus fréquemment mentionné dans les familles est le manque de dialogue entre membres de la famille. Si le père, qui est censé rapporter l'argent de la famille est au chômage et ne peut répondre aux besoins de ses enfants, les

relations familiales risquent d'être endommagées.

Les mères sont perçues comme une sou-pape entre les enfants et le père. Lorsque les problèmes ne peuvent être résolus, en général se sont les femmes qui doivent faire face aux résultats. Beaucoup de maris traitent mal leur épouse, les violentent. Cette situation se banalise dans les familles, tous sont affectés par cette violence.

La population d'enfants est élevée dans le quartier. Le manque d'écoles et d'équipements sociaux cause beaucoup de problèmes.

Beaucoup de jeunes se sentent exclus dans la ville.

4- Education

Le niveau de l'éducation est bas dans le quartier, car :

- Le nombre d'élèves par classe est au-dessus de la moyenne
- La proportion de femmes illétrées est très élevé
- Beaucoup d'enfants ne peuvent aller à l'école pour des raisons économiques (coût de l'éducation et travail des enfants). Si un seul enfant est envoyé à l'école dans la famille, alors ce sera en général un garçon.
- Il manque des professeurs.
- Il manque de classes en langue maternelle (kurde).
- Certaines familles émigrent pendant des mois entiers, leurs enfants n'allant donc plus à l'école.
- Beaucoup de besoins des enfants ne peuvent être satisfaits par leur famille.

5-Santé

Les principaux problèmes de santé sont dûs au manque d'équipements et à la pauvreté. Le niveau de santé est mis à mal par une nutrition insuffisante, un manque d'hygiène et des conditions de logement insalubre.

Certaines organisations de la société civile et des ONG travaillent sur les problèmes de santé et d'hygiène du quartier, mais beaucoup de familles n'ont pas les moyens d'améliorer leur état de santé.

Beaucoup d'habitants ont une carte verte (carte de santé donnés aux personnes non assurées et précaires, par le gouvernement)

6- Chômage et structure économique

L'économie de Diyarbakır, comme les autres villes du sud-est anatolien, n'est pas soutenue par l'industrie étatique et reçoit peu d'investissements commerciaux. Les potentiels d'emploi sont donc limités. De plus, le conflit qui se poursuit depuis plus de 30 ans a gravement affecté l'économie de la ville. Le chômage représente la plus grande difficulté pour les immigrants. Les emplois qu'ils trouvent sont en général non qualifiés, temporaires, et reposent sur leur force physique. Les difficultés à trouver un emploi ont des conséquences non seulement sur la situation économique, mais aussi sur la famille, sa situation sociale et ses relations.

Les hommes qui souhaitent conserver leur statut vis à vis du village sont sélectifs dans leur recherche d'emploi (par exemple ils refusent de collecter des ordures ou d'être colporteur). Certaines familles perpétuent leurs habitudes villageoises en ayant recours à l'élevage et à l'abatage. On trouve aussi beaucoup de secteurs informels, comme la vente de rue.

Lors des premières vagues de migration, les hommes tentèrent de conserver les structures traditionnelles en refusant que leurs femmes ou leurs filles ne travaillent. Mais comme le chômage s'est fortement accru, ces habitudes ont évolué.

Les femmes ont commencé à travailler comme femme de chambre, dans les champs, et les filles ont pu vendre des tissus dans la rue ou collecter des ordures. Les filles qui ne sont pas envoyées à l'école travaillent parfois dans les fabriques de tapis, les champs de coton, les usines de brique ou dans les rues.

7- Travail saisonnier

Compte tenu de l'immigration forcée, beaucoup de familles travaillent comme saisonniers dans les champs. C'est l'un des emplois les plus durs, et est peu rémunérateur. Les migrants commencent souvent par avoir des emplois saisonniers, ne trouvant pas de travail à Diyarbakır. Les familles qui travaillent dans les champs, en plus d'avoir un revenu très faible, vivent dans des conditions insalubres (sans salle de bain ni WC). La longueur des travaux saisonniers empêche de nombreux enfants de commencer l'école à temps.

REFERENCES

Rapports

- Université de Dicle, Département d'architecture «Potentiels de renouvellement, rapport d'étude et de recherche», Pr. Aysel Yılmaz
Pr. Türkan Kejanlı
Pr. Mine Baran
- Diagnostic territorial et Cahiers méthodologiques, Coopération Décentralisée Municipalité Métropolitaine de Diyarbakir et Ville de Rennes, avec le soutien de l'AFD, 2010,
- Advisory Group on Forced Eviction, Mission to Istanbul, Report to the Executive Director of the UN Habitat Programme, Republic of Turkey, June 2009
- Berlage project in Diyarbakır
- Diyarbakır Municipality Ekosep Report
- Diyarbakır Governorship City Environment Condition Report „2004
- Diyarbakır Municipality Ekosep Report
- Advisory group on forced evictions, Istanbul mission report
- Environmental Situation Report, Diyarbakır, 2001, 2002, 2003, 2004
- MTA Bölge Müdürlüğü, Diyarbakır ve Çevresinin Mühendislik Jeoloji Haritası
- Meteoroloji Bölge Müdürlüğü Envanter Çalışmaları
- Devlet Su İşleri X. Bölge Müdürlüğü verileri
- Maden Tetkik Arama Enstitüsü Bölge Müdürlüğü verileri
- Tarım İl Müdürlüğü verileri
- Köy Hizmetleri 8. Bölge Müdürlüğü verileri
- İl Sağlık Müdürlüğü Envanter Çalışmaları
- DSİ Genel Müdürlüğü İçmesuyu ve Kanalizasyon Dairesi Başkanlığı, Diyarbakır Kenti İçmesuyu Kaynakları Çevre Koruma Projesi Kati Proje Raporu, Nisan 1997
- Diyarbakır Büyükşehir Belediyesi verileri
- Tarım İl Müdürlüğü Araştırma Planlama Şubesi Faaliyet Raporu - Diyarbakır, 2002
- Ağaçlandırma ve Erozyon Kontrol Başmühendisliği Bölgesel Araştırma Raporu- Diyarbakır, 2000
- Dicle Üniversitesi Çevre Araştırma Merkezi, "Dicle Havzası Diyarbakır ve Yöresi Çevre Araştırma Projesi 1. Aşama Nihai Raporu" Aralık 1993
- Diyarbakır Valiliği "2000'e Beş Kala Diyarbakır" - Diyarbakır, 1995
- Komisyon "Yurt Ansiklopedisi, Türkiye İl İl, Dünü, Bugünü, Yarını" III. Ve IV. Ciltler, Anadolu Yayıncılık, 1982
- Kültür ve Tabiat Varlıklarının Koruma Kurulu Müdürlüğü verileri
- Dicle Üniversitesi Fen Edebiyat Fakültesi

verileri

- İl Kültür ve Turizm Müdürlüğü verileri
- DİE, Tarımsal Yapı (Üretim, Fiyat, Değer), 2002
- TEDAŞ Diyarbakır Elektrik Dağıtım Müessesesi verileri
- T.C. Çevre Bakanlığı Çevre Notları ANKARA, Mart -1998
- Sanayi ve Ticaret İl Müdürlüğü verileri
- Diyarbakır Ticaret ve Sanayi Odası Başkanlığı ile Sanayi ve Ticaret İl Müdürlüğü ortak çalışması, Sanayi Envanteri, 2001
- TMMOB Ziraat Mühendisleri Odası verileri
- İl Emniyet Müdürlüğü verileri
- İl Telekomünikasyon Müdürlüğü verileri
- PTT Başmüdürlüğü verileri
- İl Bayındırlık Müdürlüğü verileri
- Ekonomik ve Sosyal Göstergeler; Diyarbakır Ağustos 1998
- DİE 2000 Genel Nüfus Sayımı verileri
- Diyarbakır İli Gelişme Planı 2. Ön Raporu; Dicle Üniversitesi Rektörlüğü, Mayıs 2002
- İl Çevre Müdürlüğü Faaliyet Raporları, Diyarbakır, 2002
- İl Sağlık Müdürlüğü Çevre Ve Gıda Kont. Şube Müdürlüğü
- İl Emniyet Müdürlüğü Trafik Şube Müdürlüğü Envanter Raporları, Diyarbakır, 2002
- İl Sivil Savunma Müdürlüğü Faaliyet Raporları, Diyarbakır, 2000
- Bayındırlık ve İskan İl Müdürlüğü Afet İşleri Şubesi Çalışma Raporları, Diyarbakır 2000
- İl Çevre ve Orman Müdürlüğü, İl Çevre Sorunları Öncelikleri Envanteri, 2003
- Büyükşehir Belediye Başkanlığı Yapı İşleri Dairesi Raporları, Diyarbakır, 2000
- Refik SAYDAN İl Hıfzıssıhha Enstitüsü Müdürlüğü verileri
- TOKİ İdaresi verileri

Articles

- Jean-Marc Balhan , " La Turquie et ses minorités" , Etudes, 2009/12 Tome 411, p. 595-604.
- Ulas Bayarktar and Elise Massicard, «La Décentralisation en Turquie», Focales 07, Août 2011, Agence Française de Développement
- Marcel Bazin, Stéphane de Tapia, "L'industrialisation de la Turquie : processus de développement et dynamiques spatiales", Industries en Méditerranée de la marginalisation à la mondialisation, Méditerranée, Tome 87, 3-4-1997.. pp. 121-133 Yves Cabannes, Silvia Guimarães Yafai and Cassidy Johnson, How People face Evictions, development planning, bshf unit

- Aysegül Cankat, «Gecekondu : un projet urbain en acte et en puissance», Urbanisme n°347, Sept-Octobre 2010
- Ian A. Elliott, “Fact finding report on Poverty and Housing in Turkey”, for Habitat for Humanity International, European and Central Asia Office in Bratislava June 2010.
- Franck Dorso , “Batailles territoriales et symboliques autour de la muraille de Théodose II à Istanbul” , Espaces et sociétés, 2007/3 n° 130, p. 103-117
- Yeseren Elicin - Arikan, “Municipalites métropolitaines et municipalites d’arrondissement en Turquie”, Cahiers d’Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien, 1997, <http://cemoti.revues.org/1463>
- Tahire Erman, “Becoming «Urban» or Remaining «Rural»: The Views of Turkish Rural-to-Urban Migrants on the «Integration» Question”, International Journal of Middle East Studies, Vol. 30, No. 4 (Nov., 1998), pp. 541-561
- Tahire Erman , Becoming «Urban» or Remaining «Rural»: The Views of Turkish Rural-to-Urban Migrants on the «Integration» Question Author(s): International Journal of Middle East Studies, Vol. 30, No. 4 (Nov., 1998), pp. 541-561
- Tahire Erman , “The Politics of Squatter (Gecekondu) Studies in Turkey: The Changing Representations of Rural Migrants in the Academic Discourse”, Urban Studies, Vol. 38, No. 7, 983–1002, 2001
- Tahire Erman, “Rural migrants and patriarchy in Turkish cities”, international journal of regional and urban research, volume 25.1, march 2001
- Orhan Esen, Istanbul’s Gecekondu, Urban Age, 2009
- Rebekah A. Green, “Unauthorised development and seismic hazard vulnerability: a study of squatters and engineers in Istanbul”, Turkey Postdoctoral Research Fellow, Earth Institute at Columbia University, United States
- Bozarslan Hamit , “La question kurde à l’heure de l’« ouverture » d’Ankara” , Politique étrangère, 2010/1 Printemps, p. 55-64.
- Cem Bas , Levent and Meltem Dayiog “The Effect of Squatter Housing on Income Distribution in Urban Turkey”, Urban Studies, Vol. 42, No. 1, 31–45, January 2005
- Jongerden Joost , “Village Evacuation and Reconstruction in Kurdistan (1993-2002)”, Etudes rurales, 2010/2 n°186, p. 77-100
- Kemal H. Karpat, « The Genesis of the Gecekondu: Rural Migration and Urbanization (1976) », European Journal of Turkish Studies 1 | 2004, Online since 18 juin 2009.<http://ejts.revues.org/index54.html>
- Levent Köker, “Local Politics and Democracy in Turkey”, Annals of the American Academy of Political and Social Science, Vol. 540, Local Governance around the World (Jul., 1995), pp. 51-62 <http://www.jstor.org/stable/1048039> .
- Benoît Montabone, “Régionalisation et développement régional en Anatolie du Sud-est : réflexions autour de la région Diyarbakır-Şanlıurfa”, EchoGéo, numéro 16 | 2011, <http://echogeo.revues.org/12405>
- John M. Munro, “Migration in Turkey”, Economic Development and Cultural Change, Vol. 22, No. 4 (Jul., 1974), pp. 634-653, Published by: The University of Chicago Press, <http://www.jstor.org/stable/1152716> .
- Dilek Özdemir, “The Role of the Public Sector in the Provision of Housing Supply in Turkey, 1950–2009”, International Journal of Urban and Regional Research 2010
- Ziya Öniş and Umut Türem, “Entrepreneurs, Democracy, and Citizenship in Turkey”, Comparative Politics, Vol. 34, No. 4 (Jul., 2002), pp. 439-456, Published by: Ph.D. Program in Political Science of the City University of New York. <http://www.jstor.org/stable/4146947> .
- Jean-François Pérouse, « Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique. », European Journal of Turkish Studies | 2004, Online since 17 juin 2009. URL : <http://ejts.revues.org/index117.html>
- Jean-François Pérouse, “Les tribulations du terme gecekondu (1947-2004) : une lente perte de substance. Pour une clarification terminologique.”, European Journal of Turkish Studies, 2004, <http://ejts.revues.org/index117.html>
- Mustapah Poyraz, “Youth groups in Istanbul’s varoş’ and in the Parisian suburban hot spots (quartiers sensibles)”, Revue pluridisciplinaire de recherche, Hors série | 2010 : L’inclusion sociale en pratique. Intervention sociale et jeunes marginalisés en Europe
- Marie Le Ray, “Stigmate politique et usages de la ressource publique : le gecekondu comme espace de mobilisation”, European Journal of Turkish Studies 1 | 2004, <http://ejts.revues.org/index123.html>
- Jean-Claude Vézé, “La Turquie au carrefour des pays en développement, émergents et industrialisés” , Revue Tiers Monde, 2008/2 n° 194, p. 281-306.

Photographies :

Marie Marie Penicaud, Marc Errera, Nicolas Détrie, Emanuele Andreaoli, Zeynep Sila Akinci, Albin Lazare

Sites internet

- Chamber of Architects (<http://www.mimarlikkentlesmeninneresinde.org/engine.php?ID=71&navID=2&subID=0&sub2ID=0&active=0>)
- Diyarbakır Governorship : www.diyarbakir.gov.tr
- Diyarbakır Metropolitan Municipality : www.diyarbakir-bld.gov.tr
- Culture and Tourism Ministry: www.kulturturizm.gov.tr
- Wikipedia : tr.wikipedia.org
- Ekosep Report (Diyarbakır Metropolitan Municipality)
- GAP (Southeastern Anatolia Project): <http://www.gap.gov.tr/about-gap/what-is-gap>
- <http://www.trainsofturkey.com/maps.htm>
- http://maps.turkeyodyssey.com/turkey_thematic_maps/turkey_administrative_maps.php
- <http://www.oocities.org/yosemite/rapids/2164/maps.html>
- <http://www.toki.gov.tr/>
- gap project photos (<http://www.tarimgundemi.com/?p=87>)
- http://www.bilinmeyendiyarbakir.com/semter_tarihi.html
- http://www.urban-age.net/publications/newspapers/istanbul/articles/13_OrhanEsen/en_GB/
- <http://ejts.revues.org/index85.html>
- www.dmi.gov.tr
- <http://www.diyarbakirtarim.gov.tr/>
- <http://www.diski.gov.tr/>
- <http://www.almina.net/galeri/turkiye/diyarbakir>
- <http://kentimiz.atspace.org/diyarbakir.htm>
- <http://www.dicle.edu.tr/>
- <http://includes.gap.gov.tr/files/ekdosyalar/gap/gap-son-durum/Son%20Durum-2010.pdf>
- <http://diyarbakir1.tripod.com/id1.html>

<http://www.unhabitat.org/categories.asp?catid=34>